

# L'insurrection de Dresde et l'arrestation de Bakounine (9 mai 1849)

*suivi de*

## « Ma défense »

**L**orsque la révolution de 1848 éclate à Paris, Bakounine est à Bruxelles : il emprunte le passeport d'un ami et part. A la frontière, les trains ne fonctionnent plus. Il lui faudra trois jours de marche pour parvenir dans la capitale française. A Paris, les ouvriers en armes contrôlent les barricades. Bakounine dort très peu, sur la paille, le fusil entre les bras, parmi les miliciens.

« ... pendant plus d'une semaine, j'habitai avec des ouvriers la caserne de la rue de Tournon, à deux pas du palais du Luxembourg ; cette caserne, auparavant réservée à la garde municipale, était devenue alors, comme beaucoup d'autres, une forteresse républicaine servant de cantonnement à l'armée de Caussidière. J'avais été invité à y demeurer par un démocrate de mes amis qui commandait un détachement de cinq cents ouvriers. J'eus donc ainsi l'occasion de voir les ouvriers et de les étudier du matin au soir <sup>1</sup>. »

Dès l'aube il parcourt la ville, participe aux réunions, aux manifestations, prend la parole pour défendre aussi bien l'égalité des salaires que la liberté des Slaves. Ce fut, dit-il, « un mois de griserie pour l'âme ». Le nouveau préfet de police, Caussidière,

---

<sup>1</sup> Confession, 1851.

un ancien de l'insurrection de Lyon de 1834, déclare alors :  
« Quel homme ! quel homme ! Le premier jour de la révolution il fait tout simplement merveille, mais le deuxième jour il faudrait le fusiller. »

« Je me levais à cinq ou à quatre heures du matin, je me couchais à deux heures, restant sur pied toute la journée, allant à toutes les assemblées, réunions, clubs, cortèges, promenades ou démonstrations ; en un mot, j'aspirais par tous mes sens et par tous mes pores l'ivresse de l'atmosphère révolutionnaire. C'était une fête sans commencement et sans fin ; je voyais tout le monde et je ne voyais personne, car chaque individu se perdait dans la même foule innombrable et errante ; je parlais à tout le monde sans me rappeler ni mes paroles ni celles des autres, car l'attention était absorbée à chaque pas par des événements et des objets nouveaux, par des nouvelles inattendues. Cette fièvre générale ne se trouvait pas médiocrement entretenue et renforcée par les nouvelles arrivant des autres parties de l'Europe ; on n'entendait que des paroles comme celles-ci : "On se bat à Berlin ; le roi a pris la fuite, après avoir prononcé un discours ! – on s'est battu à Vienne, Metternich s'est enfui, la République y est proclamée ! – Toute l'Allemagne se soulève ; Les Italiens ont triomphé à Milan, à Venise ; les Autrichiens ont subi une honteuse défaite ! – La République y est proclamée ; toute l'Europe devient République. – Vive la République !" »

Mais très vite Bakounine se rend compte que la révolution s'enlise. Pour se maintenir il faut qu'elle aille de l'avant. Il comprend que la réaction n'est pas abattue, que la bourgeoisie républicaine s'oppose de plus en plus aux ouvriers. Le bruit court que Bakounine est l'organisateur d'une manifestation ouvrière, le 17 mars, en riposte à une manifestation bourgeoise. Après deux ou trois semaines, le jeune Russe se dégrise et se pose la question : « Que vais-je faire maintenant ? Ma mission n'est pas à Paris ni en France ; ma place est à la frontière russe ; l'émigration polonaise s'y rend en ce moment, se préparant à la guerre contre la Russie ; je dois m'y trouver aussi afin d'agir

simultanément sur les Russes et sur les Polonais, de manière à ne pas permettre à cette guerre de dégénérer en une guerre de l'Europe contre la Russie. »

A Paris, Bakounine pense que la tâche la plus urgente de l'heure est d'appuyer la révolution polonaise ; aussi propose-t-il au gouvernement provisoire d'aller en Pologne pour y faire de la propagande. Le gouvernement provisoire est trop content de profiter de l'occasion pour se débarrasser d'un personnage aussi encombrant. Muni d'un petit pécule qui lui a été remis et de deux passeports, l'un à son nom, l'autre à un nom d'emprunt, Bakounine prend la diligence pour Strasbourg le 31 mars 1849. Destination : la Posnanie, qui est alors une possession prussienne.

Bakounine arrive à Francfort au début d'avril. La ville est animée par une foule venue de tout le pays pour assister à la cession du préparlement... qui se révéla dès ses premières séances franchement réactionnaire sur la question slave. Il fait la connaissance de nombreux démocrates et tente de « trouver un sens au chaos allemand et ne serait-ce qu'un embryon d'unité dans cette nouvelle tour de Babel »<sup>2</sup>. Il se rend à Mayence, Mannheim, Heidelberg, assiste à de nombreuses réunions populaires, fréquente les clubs, rencontre la plupart des chefs du soulèvement badois.

Il s'arrête à Cologne avant de se rendre à Berlin, puis à Breslau, capitale de la Silésie prussienne, où se trouve une forte colonie polonaise hétéroclite composée de réfugiés de Galicie et de Posnanie, d'émigrés venant de France. Il tente sans succès de se lier à des Polonais mais, en revanche, rencontre de nombreux Allemands auprès desquels il jouit d'une grande popularité, grâce à laquelle il réussit à faire de Ruge l'élue de la ville à l'assemblée de Francfort.

Arnold Ruge, qui raconte l'anecdote, assistait à Leipzig à une assemblée générale des sociétés patriotiques qui devaient établir

---

<sup>2</sup> Confession.

la liste des candidatures à l'assemblée de Francfort. On lui transmet un billet de Bakounine qui attendait dehors dans un fiacre. Ruge proteste que s'il s'absente, il sera rayé de la liste des candidats. « Viens donc, mon vieil ami, rétorque Bakounine, nous boirons ensemble une bouteille de champagne, et laisse-les voter comme ils veulent. Il ne sortira rien de tout cela...<sup>3</sup> »

Le Russe fit à son ami un compte rendu de la situation à Paris : le mouvement a perdu de sa force, en France on ne comprend rien à la révolution allemande et slave. Les forces hostiles à la révolution progressent. Ruge est alors informé que sa candidature n'a pas été retenue, et Bakounine le console en lui assurant que lorsque la révolution slave sera déclenchée, il le dédommagera de l'ingratitude des philistins. Les deux hommes passèrent alors la soirée en « bonne humeur et en espièglerie ». Sache bien, dit Bakounine, que « ce que tu refuses de l'instant présent, aucune éternité ne te le rendra ».

Peu après, Ruge reçut de Breslau une lettre de son ami : « Le parti démocratique, raconte Ruge des années plus tard, avait accueilli avec enthousiasme mon manifeste électoral et avait décidé – sur ses instances – de me choisir pour représenter Breslau à Francfort. »

Bakounine est déçu par l'Allemagne. Le pays est calme, seuls les esprits semblent bouillonner. Il ne prend pas au sérieux les révolutionnaires allemands. « Il y avait beaucoup de bruit, de chansons, de consommation de bière et de hâbleries. » Les clubs, ajoute-t-il, ne servaient qu'à des exercices de rhétorique. Seuls les ouvriers et les paysans du Sud remuent. Bakounine passe le mois de mai dans l'inaction la plus totale. De mauvaises nouvelles lui parviennent : des émeutes, vite réprimées, ont éclaté en Pologne contre l'élément allemand. Ses analyses sur les dangers de réactions nationalistes contre les Allemands sont vérifiées. Il se rend compte que la lutte commune des Allemands et des Polonais pour la démocratie est impossible.

Lors de son passage à Cologne, Bakounine revoit Marx, qui dirigeait la *Neue Rheinische Zeitung*. Tout sépare les deux

---

<sup>3</sup> Bakounine et les autres, 10/18, p. 189-191.

hommes : le premier ne pense qu'à l'indépendance nationale des slaves, le second vient de publier le *Manifeste communiste*, mais ne tient surtout pas à ce qu'il soit diffusé.

Les divergences entre les deux hommes, feutrées à Paris, un peu moins feutrées à Bruxelles, se révèlent au grand jour sur la question slave. La campagne de calomnies, commencée à Paris, reprend et va s'acharner sur lui le reste de sa vie. Marx, dit Bakounine, « fut le premier à publier une correspondance de Paris dans laquelle on me reprochait d'avoir fait périr beaucoup de Polonais par mes dénonciations. Et comme la *Rheinische Zeitung* constituait la lecture favorite des démocrates allemands, tout le monde, partout et cette fois-ci à haute voix, se mit soudain à parler de ma prétendue trahison ».

Ce que Bakounine découvre de l'Allemagne et des dispositions respectives des Allemands et des Slaves refroidit quelque peu son enthousiasme initial sur la coopération des uns et des autres.

A peine arrivé à Berlin, Bakounine est dénoncé, arrêté et relâché à condition de quitter la ville et de ne pas aller en Posnanie.

L'insurrection a échoué en Galicie et en Posnanie. La Pologne ne sera pas le centre de gravité du mouvement slave.

Après avoir participé à l'insurrection de Prague, réprimée par les autorités, Bakounine n'abandonne pas son idée d'une alliance entre les démocrates allemands et les Slaves qui revendiquent leur indépendance. C'est alors qu'il rédige un « Appel aux Slaves », qui est une tentative de rapprocher les communautés afin de les rassembler dans une action commune.

Dans une petite lettre d'accompagnement qu'il joignit à l'Appel, il indique clairement son objectif :

« C'est seulement si l'Allemagne est libre que les Slaves pourront accéder à leurs droits, c'est seulement si elle entretient avec les Slaves des liens de bon voisinage en une association fraternelle, que l'Allemagne pourra imposer sa liberté. »

La tentative de Bakounine de ramener les Slaves dans le giron de la révolution démocratique était vouée sans doute à l'échec, échec d'autant plus inévitable que ni les Allemands ni les Magyars n'entendaient accepter les revendications nationales des peuples qu'ils dominaient, ce qui, conformément aux prévisions du révolutionnaire russe, poussait ces derniers dans les bras de la contre-révolution.

La révolution désormais reflue. On espérait pour le printemps de 1849 une nouvelle révolution, qui n'eut pas lieu.

Une collision inévitable opposerait le parlement de Francfort aux dirigeants de l'Allemagne. Les actes du Comité central démocrate se bornaient à encourager tout le monde mais ce dernier était incapable d'entreprendre ni d'assurer la direction des préparatifs. « La simultanéité du soulèvement allemand de mai 1849, écrit Bakounine, a été davantage le fruit de l'action unanime des gouvernements allemands que celui de l'accord des démocrates allemands. » Cette situation, le révolutionnaire russe la vécut de très près lors de l'insurrection de Dresde, à laquelle il participa activement et qui constitue en quelque sorte l'épilogue de son action en Allemagne.

## **L'insurrection de Dresde**

La présence de Bakounine à Dresde ne s'explique, aux dires mêmes de l'intéressé, que « parce que c'était le lieu le plus proche de Prague ». Ses fréquentations avec le milieu démocrate de la ville se limitaient, affirme-t-il dans sa « Confession », à peu de chose – mais on sait que dans ce document destiné à ses geôliers, il laisse systématiquement entendre qu'il connaissait peu de monde. Dans un cabaret, il rencontre Tschirner, « le principal, sinon l'unique, quoique fort pitoyable, instigateur de la révolution saxonne ». Les deux seuls Allemands qu'il fréquente effectivement sont le docteur Wittig, rédacteur du journal démocrate dont les locaux servaient à Bakounine de bureau pour ses contacts avec la Bohême, et August Röckel qui a

« grandement contribué (...) à la propagande dans la Bohême allemande, grâce à ses liens avec les démocrates saxons vivant à proximité de la frontière ».

La Constitution allemande est enfin mise au point. Le roi de Prusse la refuse, ainsi que la couronne qu'on lui propose. Jusqu'au dernier moment Bakounine pense que la révolution est encore possible en Bohême. Röckel est obligé, pour des raisons de sécurité, de s'éloigner, aussi Bakounine le persuade-t-il d'aller à Prague pour demander aux hommes qu'il a là-bas d'accélérer les préparatifs. Le jour du départ de son ami, il reçoit la visite du docteur Zimmer, ancien membre du parlement autrichien dissous et un des chefs les plus influents du parti allemand de Bohême. Auparavant un des ennemis les plus acharnés de la nation tchèque, Zimmer finit par se convertir aux opinions de Bakounine « après une discussion longue, et enflammée ». « En prenant congé de moi, dit Bakounine, il me promet de se rendre sur-le-champ à Prague et de pousser les Allemands et les Tchèques à s'allier pour la révolution commune <sup>4</sup>. »

Le révolutionnaire russe prend quand même le temps d'aller au concert pour écouter la Neuvième symphonie de Beethoven. Richard Wagner raconte :

« Michel Bakounine, qui se cachait de la police, avait assisté en secret à la répétition générale ; mais à la fin de la répétition, il était venu sans crainte vers moi, à l'orchestre, et m'avait crié que si toute musique était condamnée à disparaître dans la conflagration universelle, nous devrions, au péril de notre vie, sauver cette symphonie. Peu de semaines après, il semblait en effet que la "conflagration universelle" s'allumait dans les rues de Dresde et que Bakounine y prenait les fonctions d'artificier en chef <sup>5</sup>. »

Des troubles éclatent à Dresde lors de la dissolution du parlement. Les circonstances semblent favorables : les troupes saxonnes sont réduites, car l'armée est occupée dans le

---

<sup>4</sup> Confession.

<sup>5</sup> *Bakounine et les autres*, *op. cit.* p. 140.

Schleswig-Holstein et les troupes prussiennes sont encore loin. Les chefs démocrates temporisent : Bakounine conseille à Tschirner, élu au gouvernement provisoire, de « mettre fin à des pourparlers oiseux, de ne pas perdre de temps, de profiter de la faiblesse des troupes pour s'emparer de la ville ». Il propose aussi, sans résultat, d'investir l'arsenal pour s'emparer des armes.

Bakounine et quelques Polonais se mettent à la disposition du gouvernement provisoire et constituent « une sorte d'état-major » auprès de celui-ci. Sur son ordre on emmagasine des réserves de poudre à l'hôtel de ville. Il y avait à Dresde, dit le Russe, de nombreux démocrates armés, mais ils « étaient tous paralysés par des chefs révolutionnaires incapables ». Ainsi toutes les propositions que lui-même et ses Polonais faisaient, en particulier celle de réunir quelques centaines d'hommes pour s'emparer de l'armurerie, étaient systématiquement rejetées par le lieutenant Heinze, qui commandait la garde nationale. Heinze, dit Bakounine, a « contribué à la victoire des troupes beaucoup plus que les troupes elles-mêmes », et il n'hésite pas à qualifier l'homme de traître. Notons au passage que Bakounine, qui affirme n'avoir été en contact avec aucun Polonais, a tout de même réussi à en trouver pour constituer « une sorte d'état-major ». Le tsar, qui attendait des révélations de la « Confession », ne s'y est pas trompé.

Incompétence d'une part, lâcheté de l'autre : Tschirner et Todt, tous deux membres du gouvernement provisoire, s'enfuient au premier bruit alarmiste, reviennent, s'enfuient de nouveau. Todt qui, avant l'insurrection, en sa qualité de commissaire du gouvernement, avait dissous le parlement au nom du roi, était « démoralisé par la contradiction entre sa situation antérieure et celle de ces jours-là ». Tschirner quant à lui, l'instigateur et le chef de la révolution, « avait fui à la première alerte, terrorisé par des rumeurs inexacts » : il est qualifié de lâche et de crapule.

Le seul qui force le respect de Bakounine est Heubner, membre du parti monarcho-constitutionnel, que rien ne destinait à se lancer dans la carrière révolutionnaire. Pacifique et doux, noble et honnête, il venait de surcroît de se marier et « était passionnément amoureux de sa femme ». Bakounine s'attendrit sur cet homme qui était tombé dans ce gouvernement



révolutionnaire « comme un cheveu sur la soupe », mais qui pensait « qu'il n'avait pas le droit de refuser un poste dangereux », et fit les plus grands sacrifices pour la cause qu'il jugeait juste.

Bakounine ne croit plus à la victoire ; les chefs révolutionnaires « avaient tellement embrouillé les choses que seul un miracle pouvait encore sauver les démocrates ». Le Russe attend la défaite mais refuse d'abandonner Heubner, qui était « comme l'agneau amené sur l'autel du sacrifice ».

A plusieurs reprises Bakounine réunit les chefs des barricades, tente de regrouper les forces en vue d'une attaque mais Heinze à chaque fois anéantit ses efforts. Certains chefs de barricades communistes, dit Bakounine, mirent le feu à plusieurs maisons. Dans ses mémoires le comte de Waldersee, commandant les troupes prussiennes, déclare à propos du rôle joué alors par Bakounine : « La façon dont il exerçait le commandement est attestée par les ordres d'incendie qui ont été retrouvés et qui furent en partie exécutés. Un quartier général improvisé, composé de jeunes gens ou d'étrangers, s'était installé avec lui dans l'hôtel de ville, y recevait des rapports, donnait des ordres et délivrait des permis d'armes, de munitions, de vivres et d'autres choses nécessaires. » Bakounine nie avoir donné des ordres de ce genre mais reconnaît qu'il l'aurait fait si les incendies avaient pu sauver la révolution saxonne. « Je ne donnai pas l'ordre d'incendier Dresde, mais je ne permis pas non plus que, sous prétexte de les éteindre, on livrât la ville aux troupes ». « La guerre, dit-il ailleurs, n'est pas un jeu d'enfants et il faut être très naïf pour s'en étonner. »

Après la chute de Dresde, Bakounine refuse de s'enfuir. Il propose au gouvernement provisoire de s'enfermer dans l'hôtel de ville et de tout faire sauter. La proposition étant rejetée, il organise une retraite en ordre de l'ensemble des milices, « en emportant toute la poudre, toutes les munitions, et les blessés ». C'est pendant cette retraite qu'il sera arrêté, à Chemnitz, avec beaucoup d'autres. A la commission d'enquête saxonne étonnée qu'il n'ait pas tenté de se libérer, Bakounine répondit qu'il était alors physiquement, et surtout moralement épuisé et parfaitement indifférent à son sort.

En 1852, Friedrich Engels écrit à propos de la participation de Michel Bakounine à l'insurrection de Dresde, en mai 1949 :

« A Dresde, le combat des rues dura quatre jours. Les petits-bourgeois de Dresde – la “garde nationale” –, non seulement ne participèrent pas à cette lutte, mais ils appuyèrent la progression des troupes contre les insurgés. Ceux-ci, par contre, comprenaient presque exclusivement des ouvriers venus des quartiers industriels environnants. Ils trouvèrent un chef capable et de sang-froid dans la personne du réfugié russe Michel Bakounine, qui fut fait prisonnier par la suite <sup>6</sup> ... »

La ville est encerclée et les défenseurs ne sont pas assez nombreux pour résister. Les membres du gouvernement provisoire sont tous partis, sauf Heubner. Alors, Bakounine organise une retraite stratégique : « C'est une retraite en ordre ; les révolutionnaires emmènent leurs armes et même leurs blessés. D'un point de vue militaire c'est un chef d'œuvre. Le nombre des combattants atteint à peine deux mille hommes et Bakounine lui-même s'étonne que cette retraite de la ville encerclée réussisse si bien <sup>7</sup>. »

Condamné à mort en Allemagne, extradé en Autriche et de nouveau condamné à mort, extradé une nouvelle fois en Russie, Bakounine passera huit années en forteresse et quatre en Sibérie. Ce n'est qu'en 1861 qu'il s'évade, usé, prématurément vieilli mais pas brisé. Il avait 35 ans à son arrestation ; c'est un vieil homme qui revient en Europe, et ce ne sera pas à l'honneur d'Engels de se moquer de l'aspect physique de celui qui a traversé ces douze années d'épreuves.

Des milliers de révolutionnaires ont été emprisonnés ou exécutés après les événements de 1848-49, et très peu de ceux qui sont sortis après de longues années de prison ont trouvé la voie de la révolution sociale. Il est difficile de comprendre véritablement le sens du parcours politique du révolutionnaire

---

<sup>6</sup> *Bakounine et les autres*, Arthur Lehning, 10/18, p. 170.

<sup>7</sup> *Bakounine, la vie d'un révolutionnaire*, H.E. Kaminsky, Béliabaste, p. 138.

russe sans prendre en considération cette coupure. De la révolution de 1848 à la veille de la constitution de l'AIT, Bakounine est absent de la scène politique européenne. Il prend littéralement douze ans de retard. Pendant ce temps-là l'auteur du *Manifeste* est devenu celui du *Capital* : une considérable évolution intellectuelle a eu lieu.

On peut dire, en guise de conclusion sur l'activité de Bakounine pendant les révolutions de 1848, que ni à Prague ni à Dresde il n'avait voulu l'insurrection, mais qu'une fois déclenchée, il y a participé du mieux qu'il a pu. Il en sera de même plus tard, à Lyon, lors de la guerre franco-prussienne. Au contraire de Marx, il a connu les combats, il a vu des hommes mourir, il a vécu ce qui attend les révolutionnaires qui échouent. Il sait ce que coûte l'aventurisme. On ne doit donc pas s'étonner que Bakounine déclare que toute tentative de déclencher une révolution par des moyens fictifs n'a « guère de chance d'être justifiée aux yeux de ceux qui savent combien lourdes sont les conséquences des grandes commotions sociales pour la majeure partie des pauvres gens <sup>8</sup>. »

« ... un parti qui, pour arriver à ses fins, s'engage délibérément et systématiquement dans la voie de la révolution se met dans l'obligation d'assurer la victoire <sup>9</sup>. »

Ce Bakounine-là tranche singulièrement avec celui que nous présente l'imagerie d'Epinal...

Ce n'est pas la moindre ironie de l'histoire que Bakounine, qui ne s'intéressait en 1848 qu'à la question de la liberté des Slaves, ait été amené, à son corps défendant, pourrait-on dire, à diriger une insurrection dans une ville allemande pour la liberté, la démocratie et l'unité de l'Allemagne, et qu'il ait subi pour cela douze années de captivité. Avec un peu d'emphase, mais non sans quelque raison, l'historien Jules Michelet a écrit : « Le jour où le vieux cri germanique se fit entendre : “Qui veut mourir

---

<sup>8</sup> *Etatisme et anarchie*, IV, 407.

<sup>9</sup> *Ibid.* IV, 404.

pour la liberté de l'Allemagne ?", un Russe se présenta aux premiers rangs, et pas un patriote n'y fut avant lui. Quand l'Allemagne sera l'Allemagne, ce Russe y aura un autel.<sup>10</sup> »

Est-il besoin de préciser qu'aucun autel ne se dresse en Allemagne en l'honneur de Michel Bakounine<sup>11</sup> ?

## **La notion de « progrès historique »**

Marx et Engels abordent la révolution de 1848 avec un cadre théorique élaboré dans un certain nombre de textes écrits à cette époque ; ils ont déjà pu confronter leur point de vue à des situations concrètes, révélatrices des options qu'ils développeront sur les mouvements d'indépendance nationale en Europe<sup>12</sup>.

Cette machinerie sera mise en œuvre en 1848-1849, fondée sur l'idée à la fois hégélienne et saint-simonienne de la succession nécessaire des formes historiques – dans le cas de Marx et Engels, de la succession nécessaire des modes de production, le capitalisme étant un passage obligé pour que l'humanité puisse accéder au progrès.

C'est leur conception de ce qu'est un « progrès historique » qui est posée. Or c'est là un thème central des divergences entre Bakounine et Marx.

Au moment où ils écrivent le *Manifeste*, il est beaucoup question de l'émir Abdelkader. Sa défaite par les troupes françaises est un « progrès de la civilisation » puisque la conquête du pays par la France participe de la victoire de la civilisation, c'est-à-dire du développement des forces productives, sur les peuples arriérés : « Si nous pouvons regretter

---

<sup>10</sup> Lettre de Jules Michelet à Alexandre Herzen, 1<sup>er</sup> juillet 1855. Cité dans *Bakounine et les autres*, p. 196.

<sup>11</sup> On pourrait dire à propos de la Tchécoslovaquie ce que Michelet disait de l'Allemagne. Il n'est pas certain cependant que la population tchèque et slovaque apprécierait aujourd'hui d'avoir un Russe comme héros de leur indépendance nationale. (Pas plus que les Allemands, d'ailleurs).

<sup>12</sup> Le souci de certains auteurs de distinguer absolument Marx et Engels ne me paraît pas pertinent en ce sens que le premier n'a jamais démenti les prises de position du second. Cela ne signifie évidemment pas que cette distinction soit totalement dénuée d'intérêt.

que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs<sup>13</sup>. »

Engels conclura dix ans plus tard un article sur l'Algérie pour *The New American Cyclopaedia* en affirmant que « depuis l'occupation française, on affirme que le commerce s'est considérablement accru »...

Il y a une cohérence entre ces positions « colonialistes » et les analyses du *Manifeste communiste* en ce sens que le programme que Marx et Engels ont écrit pour la Ligue des communistes estime que « la bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire », qu'elle « envahit le globe entier » et que « par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays ». Le progrès du capitalisme est identifié à une division internationale du travail et à une internationalisation grandissante du marché. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains<sup>14</sup>. »

« Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à

---

<sup>13</sup> *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

<sup>14</sup> Dans un texte préparatoire à la rédaction du *Manifeste*, rédigé par Engels, on peut lire que « la grande industrie a relié les uns aux autres tous les peuples de la terre, transformé tous les marchés locaux en un vaste marché mondial, préparé partout le terrain au progrès et à la civilisation et fait en sorte que tout ce qui se passe dans les pays civilisés doit nécessairement exercer ses répercussions sur tous les autres pays. » (Engels, « Catéchisme communiste », connu également sous le titre de « Principes du communisme ».)

adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image. (...)

« De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident <sup>15</sup>. »

Ce qui vaut pour les nations arriérées d'Europe vaut aussi pour les nations colonisées par les Européens. Cette vision déterministe de l'histoire s'accommode de certains dérapages. La machinerie grandiose héritée de Hegel ne s'attarde pas aux détails.

Parlant un peu plus tard de la colonisation anglaise en Inde, Marx dira que « si pénible qu'il soit pour le sentiment humain de devoir constater le démembrement et le désagrégation de l'unité de ces myriades d'organisations sociales patriarcales laborieuses et paisibles (...) nous ne devons pas pour autant oublier que sous leur apparence inoffensive, ces idylliques communautés villageoises n'en ont pas moins toujours constitué la base solide du despotisme oriental... » Ces communautés villageoises « emprisonnaient l'esprit humain dans l'horizon le plus étroit », le « privant de toute grandeur et de toutes les énergies historiques ». « Egotisme barbare », « vie indigne, stagnante et végétative », « culte bestial de la nature » caractérisent ces sociétés. Aussi, « quels qu'aient été ses crimes, l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution » <sup>16</sup>. L'Allemagne sera donc elle aussi « l'instrument inconscient de l'histoire » en Europe centrale.

L'Inde était pour Marx « une proie vouée à la conquête » qui « ne pouvait donc échapper au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du

---

<sup>15</sup> *Manifeste communiste*.

<sup>16</sup> K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in *Œuvres*, IV, Politique I, Paris Gallimard, La Pléiade, pp. 719-720.

moins pas d'histoire connue »<sup>17</sup>. Marx estime que l'Angleterre est à l'origine de « la seule révolution sociale qui ait jamais eu lieu en Asie »<sup>18</sup>. Il préfère la colonisation anglaise aux colonisations arabe, turque, tatar et mongole qui ont fini par être absorbées par la culture du pays occupé. Les Britanniques sont un peuple supérieur ; il importe peu de « savoir si les Anglais avaient le droit de conquérir l'Inde, mais si nous devons préférer l'Inde conquise par les Turcs, par les Persans, par les Russes à l'Inde conquise par les Britanniques »<sup>19</sup>.

La légitimité historique du capitalisme se fonde sur sa capacité à développer les forces productives, à créer un marché mondial qui liquide les sociétés archaïques, donc réactionnaires ; les massacres perpétrés par les colonisateurs sont un mal nécessaire car la violence, dira Engels dans *l'Anti-Dühring*<sup>20</sup>, est « l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes ». Pas plus les indigènes colonisés dans les textes du début des années cinquante que les peuples slaves d'Europe centrale dans les articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849 ne sont identifiés comme opprimés et se livrant à une résistance légitime.

Le *Manifeste communiste* est un texte européo-centriste qui ne s'adresse en aucun cas aux masses dominées de ce qu'on n'appelle pas encore de tiers monde. Le seul sujet de l'histoire dans ce programme pour la Ligue des communistes est le prolétariat d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

Le Bakounine anarchiste n'ignore pas l'argumentation marxiste selon laquelle l'extension du capitalisme dans les pays coloniaux constituait un progrès historique. Les « Allemands patriotes de l'Internationale », dira-t-il, ne repoussent pas le principe de la conquête, ils veulent « l'attribuer comme un droit

---

<sup>17</sup> « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », in *Du colonialisme en Asie. Inde, Perse, Afghanistan*, juillet 1853. Mille et une nuits, Paris, 2002, édition établie par et postface de Gérard Filoche. pp. 43-44.

<sup>18</sup> « Chroniques anglaises », *op. cit.*

<sup>19</sup> « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », in *Du colonialisme...*, *op. cit.*, pp. 43-44.

<sup>20</sup> En 1878.

exclusif aux nations représentantes de la civilisation moderne, c'est-à-dire de la civilisation bourgeoise, car il n'y en a pas encore d'autre ni en Europe, ni en dehors de l'Europe » : « La conquête faite par les nations civilisées sur les peuples barbares, voici leur principe ». C'est « l'application de la loi de Darwin à la politique internationale. »

« C'est ainsi qu'il est permis aux Américains du Nord d'exterminer peu à peu les Indiens ; aux Anglais d'exploiter les Indes orientales ; aux Français de conquérir l'Algérie ; et enfin aux Allemands de civiliser, *nollens vollens*, les Slaves, de la manière que l'on sait. Mais il doit être expressément défendu aux Russes de "s'emparer comme d'une proie des montagnes-forteresses du Caucase"<sup>21</sup>. »

Ainsi Bakounine connaissait les textes où Marx et Engels s'exprimaient sur la question : « La conquête de l'Algérie est un événement important et de bon augure pour le progrès de la civilisation », écrit en effet Engels en 1848 en réponse à « l'Appel aux Slaves de Bakounine : « elle a déjà forcé les beys de Tunis et de Tripoli et même l'empereur du Maroc à entrer dans la voie de la civilisation »<sup>22</sup> :

« (...) est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? Est-ce un malheur que les énergiques Yankees, en exploitant rapidement les mines d'or qu'elle recèle augmentent les moyens monétaires, qu'ils concentrent en peu d'années sur cette rive éloignée de l'Océan Pacifique une population dense et un commerce étendu, qu'ils fondent de grandes villes, qu'ils créent de nouvelles liaisons maritimes, qu'ils établissent une voie ferrée de New York à San Francisco, qu'ils ouvrent vraiment pour la première fois l'Océan

---

<sup>21</sup> « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura, 1872, *Œuvres*, III, 57.

<sup>22</sup> Engels, « Le Panslavisme démocratique » in *Les marxistes et la question nationale*, Haupt, Lowy, Claudie Weill, Editions Maspéro.



Pacifique à la civilisation et que, pour la troisième fois dans l'histoire, ils donnent au commerce mondial une nouvelle direction ? L'«indépendance» de quelques Californiens et Texans espagnols peut en souffrir, la «justice» et autres principes moraux peuvent être violés ça et là, mais qu'est-ce en regard de faits si importants pour l'histoire du monde <sup>23</sup> ? »

L'annexion par les Etats-Unis de territoires mexicains est approuvée au nom de la civilisation parce que les « énergiques Yankees » développeront mieux la riche Californie que « les paresseux Mexicains » qui « ne savaient pas quoi en faire ». Pour Marx, les Mexicains sont « les derniers des hommes » (1849). On trouve des textes de même veine sur l'Inde, la Chine. Les Monténégrins sont des « voleurs de bétail », dit Marx en 1857 et, en 1862, des « flibustiers ».

Les prises de position de Marx et d'Engels sur les questions de revendications nationales reposent sur des critères parfaitement étrangers au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – au point qu'on se demande comment le marxisme a pu « accrocher » dans le tiers monde. Bakounine ne connaissait certainement pas le contenu de la lettre que Marx adressa à Lassalle le 2 juin 1860, mais il savait que c'était ce principe-là qu'appliquait Marx : « Il est évident qu'en matière de politique étrangère, les phrases sur la “révolution” ou la “réaction” n'ont aucun sens » – sauf, pourrait-on dire, lorsque les intérêts nationaux de l'Allemagne sont en cause : alors, les qualificatifs de « réactionnaire » ou de « révolutionnaire » s'appliquent à tout ce qui va respectivement à l'encontre ou est en faveur de l'Allemagne.

C'est forts de ce principe que Marx et Engels se sont tenus aux côtés des conservateurs et des tenants de l'impérialisme britannique pour défendre la Turquie féodale contre les prétentions russes sur Constantinople. Précisons que ce n'est pas par sympathie pour la Turquie ni par amour pour l'impérialisme britannique mais, comme le révélera Engels, parce que le

---

<sup>23</sup> *Ibid.*

contrôle russe des détroits sera à terme une menace pour l'extension des intérêts allemands dans les pays du Danube.

Ni Bakounine, ni Marx-Engels, n'abordent la question des Juifs pendant la révolution de 1848-1849, sans doute parce qu'ils ne constituent pas alors un acteur identifiable dans les événements, mais il n'y a pas lieu de penser que les concepts qu'ils utilisent alors ne leur soient pas applicables.

Bakounine ne distingue pas les Juifs des Allemands. Lorsque plus tard il citera les statistiques démographiques des différentes régions d'Europe centrale, Allemands et Juifs sont mentionnés ensemble. En Cisleithanie, il y a 20 500 000 habitants dont « 7 200 000 Allemands et Juifs ». Citant des statistiques sur le Grand-Duché de Posen, il compte, « comme de raison, parmi les Allemands tous les Juifs ». Dans le royaume de Hongrie, il y a « 1 800 000 Juifs et Allemands ». En Autriche, il y a « 9 000 000 d'Allemands et de Juifs ». La « sous-catégorie » constituée par les Juifs ne bénéficie même pas d'une quantification particulière : parmi ces 9 millions d'Allemands, on ne saura pas combien il y a de Juifs : pour Bakounine cela ne semble pas important. Cette indistinction apparaît encore lorsque Bakounine reproche aux Allemands d'Autriche de vouloir la suprématie politique dans l'empire, « bien qu'avec les Juifs ils ne forment que le quart de la population ».

Les Juifs ne sont considérés que du point de vue de leur fonction historique. Ils ont été, pense Bakounine, un élément dans le processus de germanisation des régions slaves. Engels ne contredit pas l'approche de Bakounine sur cette question : il écrit à propos de l'Europe centrale que les Juifs, « dans la mesure où ils appartiennent à une nationalité quelconque, sont dans ces pays certainement plutôt allemands que slaves »<sup>24</sup>. Le processus de dénationalisation des slaves par les Allemands est décrit de manière étonnamment identique par Bakounine et Engels bien qu'ils ne donnent pas à ce processus la même signification : pour Engels, c'est un fait positif.

---

<sup>24</sup> *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, Œuvres choisies I, p. 351.

Bakounine ne parle jamais de la condition des Juifs dans les pays germaniques, Allemagne ou Autriche. Cette question ne semble pas l'avoir intéressé. Lorsqu'il parle des Juifs en général, auxquels il accorde le statut de « nation » en quelque sorte transnationale, il définit leurs caractéristiques principales comme la conséquence de longs siècles d'oppression.

Dans le schéma bakouninien, chaque peuple, comme chaque individu a le droit d'être lui-même : « En cela réside tout le droit dit national. Mais il ne s'ensuit pas qu'un peuple, un individu, ait le droit ou l'intérêt de faire de sa nationalité, de son individualité, une question de principe et qu'ils doivent « traîner ce boulet toute leur vie ». « Au contraire, moins ils pensent à eux, plus ils s'imprègnent de la *substance commune à l'humanité tout entière*, plus la nationalité de l'un et l'individualité de l'autre prennent de relief et de sens <sup>25</sup>. » Il n'y a pas lieu de penser que les Juifs soient exclus de ce schéma.

Le schéma appliqué par Marx et Engels aux petites nations situe en toute logique les Juifs dans la catégorie des « déchets de peuples ». Les Juifs sont par conséquent une survivance d'une « nation impitoyablement piétinée par la marche de l'histoire » <sup>26</sup>, comme les Bretons, les Gallois et les Basques et par conséquent appelée à disparaître.

## **Les articles du *Dresdner Zeitung***

Le 30 avril 1849 Bakounine écrit à Karel Sabina et Emmanuel Arnold <sup>27</sup> une lettre dans laquelle il leur recommande August Röckel, musicien mais aussi rédacteur du *Dresdner Zeitung*, journal qualifié d'« anarchiste ». Röckel était aussi l'éditeur du *Volksblätter*, qui avait publié des articles enflammés de Wagner. L'objet de la lettre est d'« harmoniser le mouvement tchèque et le mouvement qui se produit en Allemagne ».

---

<sup>25</sup> *Etatisme et anarchie*, IV, 238.

<sup>26</sup> « La Lutte des Magyars », *Nouvelle Gazette rhénane*, 13 janvier 1849.

<sup>27</sup> Karl Sabina, rédacteur des *Noviny slovanské Lipy*, et Emmanuel Arnold, éditeur d'un journal démocrate, *Obcanské Noviny*, sont des démocrates radicaux tchèques que Bakounine rencontra à Prague en juin 1848. Tous deux prennent part à l'insurrection de Prague. Arrêtés en 1849, ils seront libérés en 1857.

Ludwig Wittig était le principal rédacteur du *Dresdner Zeitung*.

« Il n'y a plus de temps à perdre, il nous reste très peu de temps pour tout préparer. Si le soulèvement tarde à se produire, les Russes arriveront. La réaction en Europe est, en effet, menée selon un plan et c'est la Russie qui soutient toutes les entreprises réactionnaires. »

Encore une preuve de plus de la concordance de vues entre Bakounine et Marx-Engels sur le rôle réactionnaire de la Russie en 1848 et encore une raison de s'étonner de l'in vraisemblable obstination avec laquelle les rédacteurs du tout récent *Manifeste communiste* accusaient le Russe de panslavisme.

Dans cette lettre, Bakounine demande à ses amis de contacter Ludwig Wittig, le principal rédacteur du *Dresdner Zeitung*, s'ils viennent à Dresde. Tout cela évidemment contredit les affirmations du révolutionnaire russe à ses juges selon lesquelles il ne connaissait personne...

Une série de sept articles sera publiée dans le journal de Wittig, qui révèlent de manière très claire quelle était la position de Bakounine concernant la menace russe à cette époque, et ne peuvent laisser aucun doute quant à son opposition à l'intervention du tsar dans les affaires de l'Allemagne. Bakounine se fait passer pour un Allemand. Ce n'est pas la première fois qu'il use de ce procédé. En 1842 déjà, il avait signé la *Réaction en Allemagne* d'un nom français. Il s'agissait alors de s'adresser aux Allemands en quête de démocratie à partir des références de la pensée politique française. Sans doute estime-t-il que ce qu'il a maintenant à dire aux Allemands serait mal compris sous la plume d'un Russe et qu'il fera mieux passer ses idées sur le rapprochement des Allemands et des Slaves. Mais il est vrai aussi qu'il dit dans ces articles des choses que le vrai Bakounine ne dirait pas.

Les articles paraissent entre mars et avril 1849. Les thèmes qui y sont développés ne laissent cependant que peu de doute sur leur paternité.

## 1.

Le premier article est paru le 8 mars 1849. Son titre, « Une Autriche unie et forte est une nécessité pour l'Europe ! », est une citation de Metternich. Cet article très court de quelque 500 mots dit évidemment le contraire : le démembrement de l'Autriche est en effet une des obsessions du révolutionnaire russe<sup>28</sup>. Le maintien de l'Allemagne dans un état de désunion est une nécessité pour les dynasties européennes, dit Bakounine. Que se passerait-il si au contraire l'empire autrichien n'existait plus, cet empire formé depuis six cents ans « par tous ces lambeaux de peuples réunis par le jeu des mariages et des captations, par le brigandage et le vol » ? « Les Polonais vivraient en Galice, les Magyars en Hongrie, les Croates en Croatie, les Slovaques en Slavonie, les Italiens en Lombardie ».

« 1) Une Autriche forte et unie est incompatible avec la démocratie en Allemagne, de sorte que l'une ne peut vivre sans que l'autre périclite.

« 2) Une Autriche forte et unie est le seul obstacle réel à une Allemagne, une Italie, une Pologne fortes et unies.

« 3) En conséquence, l'Autriche est le seul allié naturel de la Russie, que la pénétration barbare dans les bassins du Danube et de la Vistule la favorise nécessairement.

« 4) Incorporer purement et simplement l'Autriche allemande à l'Allemagne, transformer l'état de contrainte et d'oppression où se trouvent les peuples de l'Autriche en un régime naturel de libres relations à l'intérieur, et de soutien de bon voisinage face aux périls extérieurs : voilà ce qui rétablirait l'intégrité des peuples de l'Europe, qui ouvrirait l'Orient à notre commerce et à l'activité de notre industrie, civiliserait les Turcs et garantirait la paix mondiale. Donc :

---

<sup>28</sup> L'acte d'accusation autrichien de Bakounine ne s'y trompe pas : « L'inculpé Michel Bakounine reconnaît que, indépendamment de ses autres aspirations démagogiques et pour ce qui est de l'empire d'Autriche, la destruction de l'Etat autrichien et l'autonomie des nationalités qui vivent sur son sol entraînent dans ses désirs et ses plans... » (*Michel Bakounine et les autres*, 10/18, p. 178.)

« 5) Le démembrement de l'Autriche est une nécessité pour l'Europe »

« C'est seulement si l'Allemagne est libre que les Slaves pourront accéder à leurs droits, c'est seulement si elle entretient avec les Slaves des liens de bon voisinage en une association fraternelle, que l'Allemagne pourra imposer sa liberté »

Cependant, la première des lettres au *Dresdner Zeitung* avance un point de vue tout à fait inhabituel chez Bakounine : si celui-ci souhaite le démembrement de l'empire autrichien, l'idée du rattachement à l'Allemagne de l'Autriche réduite à son élément proprement germanique est absolument inhabituelle.

## 2.

« Lorsqu'en ce mois de mai de l'an dernier qui vit fleurir la liberté universelle des peuples, se réunit le congrès slave de Prague, deux partis se constituèrent chez les Tchèques avec des principes radicalement opposés, un parti démocratique et un parti "d'hommes d'Etat" en coquetterie avec le libéralisme. Ce dernier, qui avait à sa tête les Tchèques Welcker, Basserman et consorts, les Palacky, Strobach, Brauner etc., croyait s'être couvert quoi qu'il arrivât : en effet, son but propre était de fonder un royaume national-tchèque et, seulement dans le cas où ce serait impossible, de gagner la haute main sur les Slaves de l'Etat unitaire autrichien. »

Les adversaires de ces politiciens tchèques – dont Bakounine faisait partie puisqu'il participa à ce congrès et à l'insurrection de Prague qui le conclut – « voulaient une alliance amicale et fraternelle avec les Allemands, mais ne voulaient pas être plus longtemps les instruments aveugles de l'Etat unitaire austro-allemand. Liberté pour toutes les races, union selon la véritable volonté populaire avec les plus grandes races voisines, allemandes, magyares, slaves : tel était leur mot d'ordre ; la république fédérative : tel était leur but. »

Le conflit se termina sur les barricades de Prague lors de l'insurrection qui fut noyée dans le sang. Comme dans l'« Appel

aux Tchèques », Bakounine appelle les Slaves d'Autriche à s'unir avec les Magyars : il se félicite que « la haine contre les Hongrois s'éteint, depuis qu'on reconnaît que ce peuple est le dernier asile de la liberté universelle des peuples ».

### 3.

Le troisième article, intitulé « La Patrie est en danger ! », paraît le 25 mars. Le danger en question est double : « une conjuration des princes contre les conquêtes du peuple », et le péril extérieur résultant de « l'opposition de la Russie à l'établissement d'une Allemagne forte ».

A première vue, on a là un thème inhabituel chez Bakounine : l'appel à la guerre contre la Russie : « une guerre populaire contre la Russie apporterait très vite à notre pauvre patrie force, unité et liberté ». Mais l'auteur écarte aussitôt cette éventualité en soulignant que le véritable péril est ailleurs. Il est facile de comprendre pourquoi les armées russes, « telles des nuées de sauterelles », se massent à la frontière et pourquoi aucune armée allemande n'a pris position en face d'elles : elles sont là « en tant qu'alliées des princes »<sup>29</sup>, pour combattre la jeune liberté ».

Dans la seconde moitié de cet article pessimiste, Bakounine se livre à de curieuses réflexions. Notre avenir est sombre, dit-il, et « rien ne dit que, dans les circonstances présentes, nous puissions facilement surmonter un bouleversement radical des rapports politiques et sociaux ». La balance penchera-t-elle vers le peuple opprimé ? vers la dictature militaire ? vers « une longue impuissance des peuples de l'Europe centrale ? »

« Mais il n'est malheureusement que trop certain que de la révolution sortira une nouvelle religion, de la patience des Allemands un effroyable fanatisme, et de la colère qui gronde au cœur de ceux qu'on a trompés une folie frénétique dont seuls les Allemands sont capables. Des monceaux de décombres, des cendres et des ruines désolées, du sang et des larmes, la misère et le retour à la sauvagerie : voilà quelles en

---

<sup>29</sup> Il s'agit évidemment des princes allemands.

seront les conséquences fatales. Vous vantez toujours le haut degré de civilisation de l'Europe centrale et vous tenez de telles horreurs pour impossibles à notre époque ; mais par les atrocités que vous avez vues récemment à Posen, en Galicie, en Hongrie et à Vienne, vous avez un léger aperçu de l'avenir, et depuis longtemps, avec un soin criminel, vous avez accumulé à l'intérieur les dangers d'incendie et tout fait pour que le peuple soit inculte, grossier et abreuvé d'outrages. »

Dire que Bakounine avait entrevu le destin de l'Allemagne et prévu les « monceaux de décombres, des cendres et des ruines désolées, du sang et des larmes, la misère et le retour à la sauvagerie » qui allaient marquer le début du XX<sup>e</sup> siècle est évidemment absurde. On peut cependant avancer qu'il avait parfaitement compris que l'échec de la démocratie en Allemagne allait avoir des conséquences terribles<sup>30</sup>.

#### 4.

Le 29 mars un autre article paraît, intitulé « La guerre russo-allemande », dans lequel la menace russe est stigmatisée : « Quant à ceux qui tâtonnent encore, engourdis dans leur loyalisme, leurs yeux ne s'ouvriront que lorsque le knout russe sifflera autour de leurs têtes. »

Les Russes entreront en Allemagne non pas contre les princes mais pour eux, « ayant conclu avec eux une alliance secrète contre les derniers restes de la liberté conquise l'an dernier ». Le tsar est menacé par les révolutions française et allemande, il tremble devant « la croisade des peuples dirigée contre le dernier

---

<sup>30</sup> Bakounine est rapidement devenu très sceptique sur l'issue de la révolution allemande. Le 8 décembre 1848, il écrit une lettre à Georg Herwegh, dans laquelle il livre sa pensée : la réaction est triomphante, dit-il : « Je me suis rappelé les paroles que tant de fois tu me répétais à Paris, avant la révolution : La première révolution en Allemagne n'aura pour nous rien de réconfortant dans la mesure où elle marquera la victoire de la vilénie bourgeoise. Ce n'est que maintenant que je prends la pleine mesure de la vilénie des philistins allemands. Le bourgeois n'est nulle part un être aimable, mais le bourgeois allemand, lui, est abject avec bonhomie. Même la façon dont ces gens se révoltent et dont ils expriment leur révolte est révoltante. »



bastion de la réaction ». Les Russes « se tiennent toujours en armes à la frontière », mais l'assemblée nationale de Francfort n'a toujours pas songé à créer une armée populaire. La réaction gagne partout, mais elle avait compté sans la résistance des Magyars : « Toute la puissance de l'Autriche se brisa contre la résistance de ce peuple chevaleresque et la Camarilla d'Olmütz fut obligée d'appeler les Russes à l'aide. » La résistance de Hongrie a « fait comprendre clairement la nature de cette guerre : la lutte du despotisme contre la liberté du peuple ! »

« Il faut que la guerre contre la Russie, ou, pour mieux traduire ma pensée, la guerre contre l'Empereur de Russie, soit faite comme une guerre révolutionnaire, si nous voulons qu'elle se termine favorablement pour nous, il faut que nos baïonnettes apportent la liberté aux peuples opprimés par le tsar, il faut que nos proclamations appellent le peuple à l'insurrection en Pologne et en Russie, dans les pays baltes, allemands et suédois, si nous voulons la victoire. »

« Encore une fois, Messieurs de la Réaction, appelez les Russes et nous vous répondrons par la révolution allemande, commettez des trahisons et il y aura aussi pour vous des Journées de Septembre : à vous de vous décider ! Nous savons que la guerre est une guerre contre les droits les plus sacrés du peuple, nous savons où sont nos ennemis, et qu'il ne peut y avoir entre nous aucune réconciliation. Le Despotisme ou la Liberté : voilà le mot d'ordre, réglez-vous là-dessus, vous êtes avertis. »

« Il vaut d'être noté qu'à la question pourquoi ils se tiennent à la frontière, tous donnent une seule et même réponse. Notre empereur est le beau-frère du roi de Prusse. Après la défaite des Français par les Russes pendant la grande guerre, tout le pays jusqu'à Paris appartenait à l'empereur ; il en a transmis la gestion à différents petits "kniaz"<sup>31</sup> allemands et il a fait de son beau-frère le "kniaz" de Prusse, le gouverneur militaire suprême. Or les Français et les Allemands sont entrés en rébellion et alors les

---

<sup>31</sup> Prince, en russe.

« kniaz » allemands et le gouverneur suprême ont appelé l'empereur à l'aide, et voilà pourquoi nous stationnons ici, à la frontière ; si le calme ne revient pas bientôt, alors nous la franchirons et nous rétablirons l'ordre. »

Cette argumentation a évidemment pour objectif d'effrayer les Allemands. Il est possible que les articles du *Dresdner Zeitung* aient eu le même objectif.

« Je ne comprenais pas qu'on pût pousser si loin la malhonnêteté. Maintenant je commence à comprendre. Ce qui a dicté ces articles, ce n'était pas seulement l'insigne mauvaise foi de l'auteur, c'était encore une sorte de naïveté nationale et patriotique, très stupide, mais fort commune en Allemagne. Les Allemands ont tant et si bien rêvé au milieu de leur historique esclavage, qu'ils ont fini par identifier, très naïvement, leur nationalité avec l'humanité, de sorte que, dans leur opinion, détester la domination allemande, mépriser leur civilisation d'esclaves volontaires, signifie être l'ennemi du progrès humain. Panslavistes sont à leurs yeux tous les Slaves qui repoussent avec dégoût et colère cette civilisation qu'ils veulent leur imposer<sup>32</sup>. »

Bakounine touche ici le point central de la notion de progrès historique développée par Marx et Engels. « Je continuerai toujours de prêcher aux Slaves, au nom de l'émancipation universelle des masses populaires, la paix, la fraternité, l'action et l'organisation solidaire avec le prolétariat de l'Allemagne, mais pas autrement que sur les ruines de cette domination et de cette civilisation, et dans aucun autre but que celui de la démolition de tous les Empires, slaves et allemands. » (*Ibid.*)

Les trois articles suivants du *Dresdner Zeitung* ne sont consacrés qu'à la situation intérieure de la Russie. Sans doute pour la première fois apparaît l'idée que la Russie est un

---

<sup>32</sup> Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*.

« colosse aux pieds d'argile »<sup>33</sup>, thème que Bakounine développera dans sa période anarchiste. On comprend dès lors qu'il ait voulu se faire passer pour un Allemand, car développer cette thèse sous un nom russe aurait pu faire croire aux lecteurs qu'il tentait de sous-évaluer le danger.

Il souligne le contraste entre l'accumulation de troupes russes à la frontière allemande et l'attitude relativement passive de la Russie face aux événements qui se déroulaient en Europe, alors même que le tsar se sait perdu si la démocratie l'emporte en France et en Allemagne. Il est évident que cette analyse ne concorde pas du tout avec celles de Marx et Engels à la même époque. Alors qu'Engels joue à faire peur en accumulant la description des forces russes amassées aux frontières, Bakounine explique que le calme apparent se trouve « dans l'état de l'armée russe elle-même, « non pas à l'extérieur, dans les armements et les équipements, mais plutôt à l'intérieur, dans l'état d'esprit des hommes de troupe et parmi les officiers. Nous affirmons qu'aucune armée au monde n'est plus facile à démoraliser que l'armée russe ». Il fait une description impressionnante de l'organisation militaire russe, des méthodes de recrutement, de la corruption généralisée qui règne dans l'armée et de la manière dont les soldats sont traités.

Bakounine tient également à rectifier l'image que l'étranger peut avoir du peuple russe, perçu comme une « masse inculte, sans conscience ni volonté ». « Le peuple russe ne s'identifie absolument pas à l'Empereur », dit Bakounine : « les soulèvements, constituent la preuve la plus explicite du bouillonnement social qui a beaucoup plus progressé en Russie que ne le croit l'étranger, qui ne voit que la surface des choses fardée aux couleurs de l'Empereur ». Depuis 1842 les soulèvements sont permanents, « chaque année on en voit éclater une douzaine dans les milieux les plus différents » et ils ont pris une telle ampleur que les rébellions ne se limitent plus à des villages mais gagnent des provinces. « Le

---

<sup>33</sup> La traduction de l'ISSG est fautive, car elle parle de « colosse aux pieds d'airain », ce qui est un contre-sens, l'airain, c'est-à-dire le bronze, suggérant au contraire l'idée de force. Bakounine parle bien de « Koloß auf thönernen Füßen ».

caractère social de la révolution russe est ainsi posé », dit Bakounine.

Quant à la noblesse, les mêmes idées reçues circulent sur elle. Elle est servile, dépourvue de conviction. Aucune institution de l'Etat ne peut s'opposer à l'empereur, « source unique de tout pouvoir législatif et exécutif ».

Les lecteurs du *Dresdner Zeitung* n'auront pas manqué de se dire que cet Allemand, qui décrivait avec tant de détails la vie en Russie, devait très bien connaître le pays, bien qu'il en donnât une image qui ne concordait pas avec l'opinion courante.

## **L'arrestation**

Bakounine, Heubner, Richard Wagner et un ancien député nommé Sennig décident d'aller à Chemnitz, qui passe pour être un centre révolutionnaire. A Freiberg, Wagner se sépare du groupe. Bakounine, Heubner et deux autres devançant la troupe et cherchent un cantonnement pour organiser la lutte. Le conseil municipal de Chemnitz, dont les membres se déclarent de bons démocrates, les reçoivent et leur demandent de ne pas transformer la ville en champ de bataille. Une négociation s'engage et traîne en longueur. Bakounine qui, comme ses compagnons, n'a pratiquement pas dormi depuis six jours, déclare alors : « Allons nous coucher ! » Au milieu de la nuit du 9 au 10 mai 1849, des miliciens font irruption dans l'hôtel de « l'Ange bleu » où ils sont descendus et les arrêtent. Les prisonniers sont alors livrés aux Prussiens.

Bakounine a trente-cinq ans. Sa tête est mise à prix dix mille roubles par le tsar, mais l'Autriche demande aussi son extradition. Il est ramené à Dresde où tous les édifices qui s'y prêtent sont transformés en prison. Seul de tous les autres prisonniers, il garde ses chaînes jour et nuit. Ses gardiens sont fréquemment changés. Pendant toute son incarcération, il sera constamment surveillé par des gardes en armes. Il semble faire très peur au gouvernement saxon. Dans la nuit du 29 août, il est transféré, avec Heubner et Roeckel, à la forteresse de Königstein, escorté d'un détachement d'infanterie.

Il sera condamné le 14 janvier 1850 à la peine capitale par le tribunal de Saxe pour incitation à la guerre entre la Prusse et la Russie – un paradoxe, puisqu’il s’est féroce­ment opposé à cette guerre –, peine commuée le 12 juin en détention à perpétuité.

A Königstein, sa situation s’adoucit un peu, il ne porte ses chaînes que pendant la promenade quotidienne, suivi par des gardes armés. Mais il peut lire, écrire et fumer ses éternels cigares. Il est convaincu qu’il sera condamné à mort : « La mort, dit-il, si elle devait venir, n’a rien d’effrayant pour moi. Je la préférerais à un long emprisonnement, c’est-à-dire à un tombeau vivant. » Pour s’occuper, il apprend l’anglais, lit Shakespeare et des ouvrages de mathématiques.

### **A propos de « Ma défense »**

Par l’intermédiaire de son avocat Franz Otto, qui deviendra son ami, Bakounine a des nouvelles de Reichel, le musicien, de Herwegh, de Herzen et de beaucoup d’autres, qui lui envoient des livres et de l’argent. Alors qu’il avait été le champion de la liberté slave, les Polonais refusent de s’occuper de lui. « Mes amis les plus sûrs restent des Allemands », écrit-il à Reichel.

Bakounine se plaint à son avocat (le 12 novembre 1849) que les documents que les autorités l’autorisent à consulter sont partiels et qu’il ne peut pas rédiger sa défense. Il trouve le moyen de plaisanter : « Le grand naturaliste Cuvier se vantait, il est vrai, de pouvoir à partir d’un seul os reconstituer tout le squelette d’un animal. Mais je ne suis pas un Cuvier et il m’est impossible de construire ma défense à partir de trois numéros d’un vieux journal. »

Il entend faire une défense « purement politique » et « exposer sous son vrai éclairage le but de [sa] présence en Allemagne ainsi que la nature de [son] action depuis 1848 » :

« Toute mon activité en Allemagne a eu exclusivement pour objectif d’empêcher une lutte raciale entre les Slaves et l’Allemagne, de briser l’influence exercée par le Gouvernement russe sur les Slaves autrichiens ainsi que turcs

et, dans la mesure du possible, d'unir les Slaves, la Pologne en tête avec l'Allemagne, contre la politique russe<sup>34</sup>. »

Cette déclaration concorde avec son projet et n'est pas une interprétation destinée à « endormir » ses juges. Certaines fractions du parti démocratique allemand, parmi lesquels Marx et Engels, *souhaitaient* une guerre entre la Prusse et la Russie, pensant qu'elle soulèverait l'enthousiasme de la population allemande, sur le modèle de la levée en masse dans la France de 1792, et que cette guerre déboucherait sur l'unification politique de l'Allemagne. Bakounine pensait qu'un tel projet était absurde et s'en explique dans sa « Défense ». La Prusse peut lever une armée de 500 000 hommes, mais elle épuiserait ses ressources jusqu'à l'extrême limite ; « l'industrie et l'agriculture seraient, par la levée d'une telle armée, privées de tous leurs bras, et la question est encore surtout de savoir si la Prusse est vraiment en état de soulever ces masses d'hommes par simple voie administrative, sans l'enthousiasme et la sympathie populaires ». Or, pense Bakounine, la Prusse ne bénéficie pas d'un capital de sympathie suffisant en Allemagne pour se permettre de prendre un tel risque. En outre, il pense qu'une guerre avec la Russie, qui aboutirait inévitablement à la défaite de la Prusse, conduirait à son dépeçage par la Russie et l'Autriche.

Ce n'est donc pas la moindre des ironies que cet homme qui est absolument opposé à une confrontation désastreuse entre l'Allemagne et la Russie soit condamné pour « incitation à la guerre entre la Prusse et la Russie ».

Bakounine, qui attend son procès et sait qu'il se déroulera à huis clos, prépare sa défense ; il adresse à son avocat un long document intitulé « Ma défense », qu'il définit comme une « confession politique » dans laquelle il affirme vouloir expliquer comment lui, un Russe, en est arrivé à prendre « une part active à l'insurrection de Dresde » – affirmation qui d'ailleurs contredit les termes d'une précédente lettre dans laquelle il déclarait n'y avoir pris aucune part... Cette « confession politique », préfigure

---

<sup>34</sup> Lettre du 2 novembre 1849.

un peu la « confession » qu'il écrira au tsar lorsqu'il sera emprisonné dans la forteresse Pierre-et-Paul. Le point commun existant entre les deux documents est l'affirmation qu'il a agi de sa propre initiative. On trouve également dans les deux textes une analyse critique de la situation sociale de la Russie de l'époque.

Comme à son habitude, seule une petite partie du document est consacrée à l'objet annoncé, la plus grande partie est en réalité une analyse de la situation politique de l'Europe centrale au moment de la révolution de 1848-1849, qu'il nomme « la troisième révolution française ou plus exactement la première révolution européenne ».

Bakounine a mis trois mois pour rédiger ce texte, qui tranche considérablement avec tout ce qu'il a écrit dans le feu de l'action. En effet, jusqu'à présent, ses écrits étaient surtout des textes de circonstance, rédigés à des fins de propagande, et pour inciter les démocrates à l'action. On constate encore une fois que les analyses de Bakounine sont de manière étonnante très proches de celles de Marx et Engels au moins sur un point, mais un point important : le rôle de la Russie dans l'Europe du temps.

Bakounine situe clairement les enjeux de son intervention dans les événements : « la résurrection de l'Allemagne ». Est-ce un simple argument destiné à ses juges ? Certainement pas. Le long document qu'il présente tente de montrer que la constitution d'une Allemagne unie est le seul moyen de contrer le rôle dissolvant de la puissance russe en Europe centrale, mais aussi le seul moyen pour libérer la Russie elle-même du despotisme : « La liberté et la grandeur de l'Allemagne sont une condition nécessaire pour la liberté de toute l'Europe, un postulat nécessaire pour que la Russie devienne libre. »

L'argument qu'il avance pour son ingérence dans les affaires allemandes est fondé sur l'idée que les Allemands sont désormais insérés dans une histoire européenne et qu'il n'y a plus d'histoire strictement nationale : il y a, dit-il, « une seule grande histoire dans laquelle chaque nation a son rôle à jouer ». Précisément, il va tenter de démontrer l'extraordinaire imbrication des politiques des Etats existants qui jettent les peuples les uns contre les autres,

mais aussi la solidarité d'intérêt qui devrait unir ces peuples : « Les temps sont passés, et bien passés, où les peuples avaient des destins séparés ».

C'est donc à une réflexion géopolitique européenne élaborée que nous avons à faire, qui tranche avec le point de vue germano-centré de Marx et Engels. Cette vision est d'autant plus intéressante qu'elle a été rédigée à tête reposée (fait rare chez Bakounine), et pour cause, vu les circonstances – dans sa prison de Königstein. Un autre document sera rédigé peu après, dans des circonstances analogues, c'est-à-dire dans la forteresse Pierre-et-Paul, en Russie, mais l'enjeu sera différent. Dans le premier cas Bakounine attend son procès, sans illusion ; dans le second il sait qu'il n'aura *jamais* de procès.

Le champ de la réflexion de Bakounine dans « Ma défense » se situe sur un même plan que celui de Marx et Engels pendant cette même période, la question de l'unité allemande y jouant une part prépondérante ; mais sa vision est beaucoup plus large. Alors que les premiers – en dehors d'un court égarement humanitaire d'Engels tout au début – ne sont préoccupés *que* de l'unité allemande et ne s'intéressent au sort des autres nations que pour autant qu'il conforte ou contrarie ce projet, Bakounine s'intéresse à la mise en place de rapports politiques européens susceptibles de mettre fin à une situation de conflit permanent. Marx et Engels sont dans une perspective de *Realpolitik* souvent extrêmement cynique où les « déchets de peuples » doivent se soumettre au rouleau compresseur de la germanisation qui apporte la « civilisation » ; Bakounine a une vision authentiquement humaniste. C'est dans ce sens qu'il écrit dans son texte que « les destins de tous les peuples européens sont aujourd'hui enchevêtrés de si étrange manière, qu'aucune puissance humaine ne peut les désunir ».

Cette idée constitue en quelque sorte l'épine dorsale de son texte.

« Il est clair que l'Allemagne ne peut pas rester plus longtemps dans son état actuel », annonce le révolutionnaire russe. C'est son existence même qui est en jeu, sa survie en tant



que nation. Les « anciennes structures » – sans doute pense-t-il à l'héritage du congrès de Vienne – sont « tellement vieilles » que nul ne peut plus songer à elles. La crise à laquelle l'Allemagne se trouve confrontée doit être résolue, et alors elle s'élèvera au rang d'une grande puissance libre ; sinon, elle vivra une lente agonie et « abandonnera ses plus belles provinces, morceau par morceau, à son ennemi de toujours et à ses alliés ». L'ennemi de toujours est désigné : c'est la Russie. Le principal allié de celui-ci est l'Autriche. Autrement dit, l'Allemagne subira le même sort que la Pologne.

Bakounine veut-il créer un choc auprès de ses juges ? Sans doute. Mais dans ce texte de 1850 se trouve l'essentiel des thèmes qu'il développera vingt ans plus tard, lorsqu'il sera totalement libre de ses idées. Il n'y a donc pas lieu de penser qu'il soit mû en 1850 par des considérations d'opportunité.

Ainsi, se trouve présent dans « Ma défense » l'un des thèmes qu'il développera plus tard avec insistance, celui de la dissociation radicale entre l'Etat et le peuple russes : « la nation russe est de plus en plus étrangère à l'Etat impérial, et actuellement n'a autant dire rien de commun avec lui. » Marx et Engels ignoreront cette dissociation pendant longtemps, ne percevant de la Russie que l'activité de l'Etat et ignorant le peuple. Il semble que ce ne soit qu'après la publication par Bakounine d'*Etatisme et anarchie*, un ouvrage traitant essentiellement de géopolitique et que Marx avait annoté, que les deux hommes intègrent dans leur réflexion le paramètre « peuple russe ».

L'idée communément admise en Europe selon laquelle le peuple russe serait fanatiquement attaché à son gouvernement n'est, dit Bakounine, pas fondée. La Russie est dirigée par un Etat qui n'a pas de vie intérieure ; c'est un « Etat-machine », un Etat « organisé en vue de la conquête ». Les barbares ont détruit la civilisation romaine en apportant au monde une nouvelle forme de vie ; les mahométans étaient mus par une « conception religieuse brûlante de ferveur » ; les armées de Napoléon « détruisaient les derniers soutiens de la féodalité, instauraient leur Code civil et avec lui l'égalité des citoyens ». Rien de tout

cela avec la Russie, qui n'est pas motivée par une idée et fait des conquêtes « sans plaisir, sans enthousiasme, seulement dans l'intérêt du despotisme ». « La Russie n'est pas une nation joyeuse de conquérir, elle est un Etat avide de conquêtes », étranger à son peuple. Là où l'administration russe s'abat avec ses fonctionnaires corrompus et serviles, elle démoralise les peuples, les divise, les vide de toute énergie et les endort dans l'esclavage.

Aucun des textes de Marx et Engels sur la Russie ne vont aussi loin que les analyses de Bakounine lorsqu'il décrit la déchéance du système politique et social de ce pays et la menace qu'il constitue pour l'Europe :

« Des cimetières silencieux remplis de victimes égorgées ! Le Code civil et criminel russe, les fonctionnaires russes, la pauvreté, l'esclavage, ténèbres et pourriture : voilà les cadeaux dont cet Etat menace les peuples qu'il n'a pas encore conquis. »

Son influence néfaste se fait sentir « jusqu'aux parties les plus reculées du continent européen ». Pourtant, ce gouvernement despotique est impuissant « dès qu'il entreprend d'apporter quelque amélioration à la situation intérieure de l'Empire ». La Russie est un « Etat policier » qui se trouve dans une situation tellement sclérosée que toute tentative de réforme « n'est plus qu'un pas en avant vers la Révolution ». Ce sont des thèmes qui seront largement développés plus tard dans *L'empire knouto-germanique* et *Etatisme et anarchie*.

Bakounine se trouve en accord total avec les analyses que Marx et Engels ont développées dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849 concernant le rôle réactionnaire de la Russie dans l'Europe du temps ; cependant, son argumentation dissocie la société et l'Etat russes, ce que ne font pas Marx et Engels. Vingt ans plus tard Bakounine ne modifiera pas son point de vue mais le modulera ; en effet, en deux décennies les rapports de force auront changé, la situation aura évolué et, contre Marx et Engels, il dira que la Russie est désormais une

puissance déclinante, qu'elle n'a plus le rôle moteur dans la politique européenne. L'expansion remarquable de la puissance allemande, en grande partie grâce à Bismarck, aura alors brisé les visées russes en Europe du Nord, et la Russie sera alors cantonnée à mener sa politique d'expansion territoriale aux dépens des populations du Sud-est de sa zone d'influence, en Asie centrale, c'est-à-dire dans des pays dont les forces productives sont encore moins développées. La formidable expansion du capitalisme allemand a mis un coup d'arrêt à l'influence russe sur la Baltique. A terme, la flotte russe deviendra incapable de défendre contre la marine allemande les forteresses maritimes de la Baltique et de résister au feu de Allemands, « habiles à lancer non seulement des obus en fonte, mais aussi en or ». (IV, 277.)

Si, en 1850, les armées russes sont encore en situation d'opprimer en Europe des peuples qui « ont atteint un bien plus haut degré de civilisation que la Russie », vingt ans plus tard elles ne seront plus en mesure d'étendre leurs conquêtes car la montée en puissance de l'Allemagne y aura mis un coup d'arrêt. Or, en 1870, l'un des axes de l'opposition entre Marx et Bakounine s'articulera autour de l'idée que selon le premier, la Russie continue de jouer le même rôle, alors que pour le second l'Allemagne de Bismarck aura pris le relais. On voit donc que dès 1850 les termes du débat sont déjà posés.

Au moment où Bakounine écrit sa « défense », la Russie a sans doute atteint le sommet de son influence et entame son déclin, dont la défaite en Crimée sera l'un des symptômes. Elle s'est lancée dans une fuite en avant qui la met en situation de déséquilibre permanent et, pour sa propre conservation, elle est contrainte d'« étendre aussi loin que possible en Allemagne ses conquêtes et son influence pernicieuse » :

« L'Etat russe en est même arrivé à ce point que sa position d'équilibre, son principal point d'appui se trouvent bien plus en Allemagne, – en Prusse et en Autriche pour plus de précision –, qu'en Russie. Et pour conserver cet appui, il lui faut mettre toute l'Allemagne sinon immédiatement sous

sa domination, mais tout au moins sous son influence directe. »

Mais, signe que c'est peut-être le début de la fin, « malgré ses armées, le gouvernement russe ne se sent pas la force, à lui tout seul, d'assassiner la liberté et d'asservir l'Europe ». Le texte de Bakounine définit les deux principaux moteurs de la politique extérieure russe. Le premier est l'asservissement de la Pologne ; le second est le constat que le développement de la démocratie en Europe constitue une menace pour la survie du système politique russe. Le despotisme s'est retranché en Russie « comme dans son dernier bastion » : « de là il se propagera de nouveau, si possible à travers toute l'Europe, plus sinistre et plus redoutable que jamais ». Bakounine pressent-il que cette situation n'est plus tenable pour la Russie ? « Sous la neige qui semble vouer à la mort cet immense empire, gronde un volcan dont l'éruption est seulement empêchée ou plutôt retardée, parce qu'on éloigne de lui les souffles vivifiants venus de l'Europe. » Plus on retarde l'émancipation politique du peuple russe, plus l'explosion sera forte. « Il n'y a plus d'issue pacifique », dit Bakounine. Personne à l'époque ne pouvait imaginer l'éventualité d'une révolution en Russie.

L'oppression du peuple polonais est la condition de l'oppression du peuple russe parce qu'« une révolte de paysans dans le Royaume de Pologne en provoquerait une analogue en Lithuanie et en Russie ». La Pologne « sert de guetteur au peuple russe, elle est un vivant intermédiaire entre l'Europe et lui ». Elle est la « mauvaise conscience de l'Etat russe ». Il y a comme un phénomène de dominos : une Pologne libre est impossible à côté d'une Russie soumise au despotisme. Une Pologne asservie ne peut vivre à côté d'une Allemagne « vraiment libre ». La précision « vraiment libre » est sans doute destinée à souligner (discrètement) que les démocrates allemands de 1848-1849, qui entérinèrent l'occupation de territoires slaves (Bohême-Moravie, Dantzig, Posen), furent en dessous de leur mission historique.

Toute modification en Allemagne a finalement des répercussions en Russie : « Et c'est bien pour cela que la Russie,

en tant qu'Etat, est l'ennemi naturel de la puissance allemande, de la liberté et de l'honneur de l'Allemagne et qu'elle ne veut en aucun cas l'unité allemande. »

On se retrouve en plein dans l'argumentaire de Marx et Engels dans la *Nouvelle Gazette rhénane*. Ce que ces derniers ne perçoivent pas, cependant, est que la Russie est prise dans une logique dont elle ne peut se dégager ; elle n'a pas de politique extérieure affirmative d'un principe, c'est la domination pour la domination comme condition de sa survie ; et pour cela, elle est entièrement dépendante de l'Allemagne. « L'avenir immédiat de la Russie dépend entièrement de la tournure que prendront les événements en Allemagne. »

Engagée dans une politique de conquête dont elle ne peut se dégager, incapable de mener cette politique seule et contrainte de trouver des « complices », la Russie met en œuvre une « diplomatie bien connue pour ses artifices particuliers et son esprit de suite ». « Le principal effort ainsi que tout le secret de sa diplomatie consistent à trouver des complices et à entraîner les plus puissants de ses rivaux et de ses adversaires à participer à ses propres brigandages. »

C'est ainsi que la Prusse et l'Autriche se trouvèrent piégées par le partage de la Pologne, elles se trouvèrent captives du « cercle enchanté de la politique russe » destiné à « tenir en échec l'Autriche et la Prusse par le moyen de leurs possessions non allemandes et de leur rivalité réciproque ».

Marx et Engels tentèrent en 1848-1849 de disculper la Prusse en soulignant que celle-ci fut contrainte par la Russie à jouer ce rôle réactionnaire. Dans sa « Défense », Bakounine le laisse entendre également, mais déjà à ce moment-là il souligne un point sur lequel il insistera beaucoup plus vingt ans plus tard : la Prusse fut tout de même une complice consentante. Ainsi déclare-t-il en 1850 :

« ...après tout, les Russes n'ont pas encore eu un Parlement de Francfort pour décréter de son plein gré l'annexion du Grand Duché de Posen en violation des traités et au mépris de la nationalité, et pour saluer avec des transports de joie les

victoires de Radetzky sur le peuple lombard luttant pour sa liberté. »

Par ailleurs, les Allemands n'ont jamais manqué, à leur tour, lorsqu'ils dominaient un autre peuple, de se montrer « extrêmement tyranniques dans tous leurs rapports avec les nations étrangères ; en Italie, contre les Polonais, contre les autres Slaves, partout où ils sont venus, ils ont amené avec eux l'esclavage » – ce qu'Engels a reconnu, dans les premiers mois de la révolution, pour ensuite rapidement changer de registre.

Bakounine demande à son interlocuteur de lui pardonner sa franchise sur cette question, mais il souligne que c'est là une situation « née de circonstances historiques ».

Quelles perspectives s'ouvrent à l'Allemagne, que Bakounine décrit comme « un pays magnifique », dont le peuple « béni » est « doué de tout ce qui peut constituer la civilisation, la richesse et le progrès » et qui possède « une culture dont l'universalité et la profondeur ne se retrouvent nulle part ailleurs » ? Un constat : l'Allemagne n'est pas une nation, elle n'est pas une puissance, bien que « ces derniers temps, l'Allemand a beaucoup ruminé sur sa nationalité ». Là encore, surgit le spectre de la Russie : « Aucune fraction particulière de l'Allemagne n'est en effet assez puissante pour résister à la longue à cette pression de l'Empire russe toujours plus menaçante et plus pesante. » L'Allemagne est divisée en « trente morceaux » gouvernés par autant de princes dont les intérêts dynastiques ne coïncident pas avec les intérêts de l'Allemagne : « celle-ci, pour maintenir son existence en face de la pression russe, a besoin d'unité, elle a besoin d'un resserrement *effectif et résolu*. » Seul le peuple allemand, clame Bakounine, peut « créer l'unité organique de l'Allemagne ».

« Il se peut que le temps soit proche où la question allemande devra être réglée – et sera réglée ! – d'une façon ou d'une autre par une violente catastrophe extérieure ou intérieure, peut-être par les deux à la fois. »

Bien entendu, Bakounine ne pouvait prévoir que cette catastrophe extérieure et intérieure surviendra vingt ans plus tard avec la guerre franco-prussienne qui scellera l'unité allemande.

Bakounine invite son lecteur à se reporter à un ouvrage « connu, tout au moins du public allemand », la *Pentarchie*, dont le titre complet est *la Pentarchie européenne*, de K.E. von Goldmann, publié en 1839. Cet ouvrage contiendrait d'« intéressants renseignements » sur les intentions de la Russie à l'égard de l'Allemagne. Goldmann y développe l'idée d'un système étatique européen fondé sur les puissances signataires du congrès de Vienne, c'est-à-dire la Prusse, l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, auxquelles la France s'est jointe en 1818. A la chute de Napoléon, le prince Metternich, au nom de l'Autriche, avait voulu consolider une Europe réactionnaire et éradiquer toute trace des idées de la Révolution française. Il s'agissait de remettre en selle les institutions de l'Ancien régime et de garantir leur pérennité. Pour beaucoup de réactionnaires allemands des années 1840, effrayés par les mutations subies par une société allemande en train de se moderniser, la Russie était perçue comme le dernier bastion des idées conservatrices et de la religion <sup>35</sup>.

La Russie n'est pas le seul obstacle à l'unité allemande et à la démocratie. Comme la Prusse, l'Autriche s'est fait piéger par l'occupation de la Pologne, qui la lie à la Russie. Si l'Autriche a des raisons qui lui sont propres pour s'opposer à l'unité allemande – que Bakounine ne développe pas dans « Ma défense » mais qu'il exposera plus tard – elle s'y oppose

---

<sup>35</sup> En 1841, Moses Hess publia, en réponse à la *Pentarchie européenne*, un ouvrage intitulé *la Triarchie européenne*. Il défend l'idée d'une alliance entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, symbolisant respectivement la politique, l'industrie et la philosophie. Le livre attira sur le communiste Hess l'attention d'industriels libéraux du Rhin qui cherchaient à publier un journal faisant la promotion de réformes libérales en Prusse et en Allemagne. Ce fut la *Rheinische Zeitung* (Gazette rhénane), qui ne dura pas longtemps ; harcelé par les autorités prussiennes, Hess se réfugia à Paris où il fit la connaissance de Marx.

également parce qu'elle est « liée corps et âme à la Russie » : elle est « le principal allié de la Russie contre l'Allemagne ».

Rappelons qu'une armée russe de 150 000 hommes est intervenue, à la demande de l'Autriche, pour mater la révolte des hongrois fin août 1849 : maintenant que « le Cabinet de Saint-Pétersbourg a pris cette dernière dans les filets de son amitié », cette « amitié » se paiera très cher, avance Bakounine, qui considère que l'Autriche n'est plus une puissance allemande : « c'est un Etat malade qui ne jouit plus de son ancienne liberté de mouvement, car il est blessé au cœur : il a bu le poison irrémédiablement mortel de l'assistance russe. » Elle a « cessé de faire partie de l'Allemagne ».

« Qu'on jette seulement un regard sur la carte : sur environ trente-huit millions de sujets que compte la monarchie autrichienne, il y a à peine huit millions d'Allemands, et on voudrait que ces huit millions germanisent les trente autres millions ! »

Trente millions qui ne sont pas près d'être germanisés, commente Bakounine. On retrouve un écho des reproches faits par Engels dans la *Nouvelle Gazette rhénane* contre l'Autriche qui avait achevé son rôle historique en se montrant incapable de germaniser les slaves.

Dans la même veine que les analystes de la *Nouvelle Gazette rhénane* – il est tout à fait possible que Bakounine ait lu au moins certains des articles de Marx et Engels ; il a en tout cas lu le numéro 36 dans lequel figurent les accusations d'agent russe publiées par Marx – le révolutionnaire russe précise que l'Autriche manque à sa fonction historique sur au moins un autre point : celui de garantir la circulation sur le Danube jusqu'à son embouchure, pour les produits allemands. « L'Autriche devait ouvrir les portes de l'Orient aux intérêts allemands » ; sa « défection » met en danger « le trafic sur le Danube, c'est-à-dire tout le commerce de l'Allemagne du Sud, le commerce avec l'Italie, la mer Adriatique et avec elle la moitié de la flotte allemande, toute une moitié des forces navales allemandes ». Ce constat rejoint totalement celui que fait Engels : dans *le*



*Panslavisme démocratique*, il affirme que l'Allemagne ne peut se laisser couper de la mer Adriatique : c'est pour elle une question vitale, « au même titre que, par exemple, la côte de la Baltique de Dantzig à Riga ».

Reste la Prusse, dont la force ne repose pas sur une situation naturelle favorable – son territoire est « trop étiré en longueur et trop réduit en largeur » – qui est isolée, sans alliés, et qui ne dispose comme atout que sa remarquable organisation militaire. Mais la faible population du pays et le peu de sympathie qu'elle suscite auprès des Allemands rendrait cette organisation militaire, si efficace soit-elle, inefficace en cas de conflit avec la Russie. C'est pourquoi, dit Bakounine, pour devenir une « puissance de premier ordre réelle et authentique », « il lui faut absolument s'arrondir, se renforcer ».

La question est de savoir si la Prusse est capable de « se mettre résolument à la tête de la nation allemande contre la Russie et l'Autriche ».

Piégée par le partage de la Pologne, qui lui donne une certain « profondeur stratégique », selon un terme moderne, la Prusse est incapable de la moindre initiative en faveur de l'unité allemande, à laquelle la Russie est opposée. Toute initiative dans cette direction conduirait à une guerre avec la Russie ; dans cette perspective,

... « indépendamment même des difficultés qu'entraîneraient nécessairement pour la Prusse ses possessions polonaises, il lui faudrait, malgré sa Landwehr et son organisation militaire par ailleurs si parfaite, succomber sous les coups répétés des armes russes. Je ne dis certes pas cela par orgueil patriotique, car je ne ressens vraiment pas la moindre sympathie pour les conquêtes de l'Etat russe ; il écraserait la Prusse rien qu'avec le poids de sa masse, elle serait de nouveau forcée, comme en 1813, de faire appel à ses frères allemands, même au peuple allemand, et ce serait la Révolution allemande, que la Prusse redoute par dessus tout. »

En cas de conflit, la Pologne ne resterait pas spectatrice et tenterait une fois de plus de se libérer : une telle guerre se terminerait pour la Prusse « soit par la cession forcée de ses provinces polonaises à la Russie, soit par leur libération dirigée contre la Russie ». La Prusse perdrait sa position dans l'équilibre des forces internes à l'Allemagne et, dit Bakounine, elle serait « incorporée à l'Allemagne » ; la Prusse serait germanisée. C'est pourquoi elle doit éviter toute guerre avec la Russie.

Refusant de se laisser germaniser, la Prusse a-t-elle le pouvoir de « rendre l'Allemagne prussienne » ? Non, pense Bakounine, parce que ce projet-là ne convient pas à la Russie, ni à l'Autriche. « Le fait de se mettre à la tête de l'Allemagne équivaut pour la Prusse à une déclaration directe de guerre à la Russie et à l'Autriche », risque que la Prusse ne peut pas courir, d'autant qu'elle aurait également à affronter l'opposition de tous les princes allemands.

Bakounine semble un peu gêné d'expliquer à son avocat – un Allemand – à quel point les Slaves haïssent les Allemands. Bien entendu, il « réproouve au plus haut point cette antipathie quand elle s'adresse à toute la nation allemande et non point seulement aux Allemands oppresseurs ». Malheureusement, la haine entre Slaves et Allemands a des conséquences malheureuses pour la cause commune de l'humanité. Cette haine est un produit de l'histoire créé par une « suite ininterrompue de vexations, d'injustices, d'oppressions et de cruelles souffrances ».

« Je touche ici, cher Monsieur, à un sujet extrêmement délicat et irritant, et je l'aurais volontiers passé sous silence, si sa grande importance politique ne donnait pas à réfléchir. »

La haine et le mépris des Allemands imprègnent toutes les nations slaves. C'est un « instinct puissant » qui crée entre eux un « lien indissoluble ». Et c'est précisément sur cette antipathie que se fonde l'ensemble des plans du panslavisme russe. La Russie n'a aucun mal à jouer sur les contradictions nées de l'occupation de terres slaves par les Allemands. Ainsi, lorsque

l'Autriche a attisé la haine des paysans de Galicie contre les nobles polonais, en 1846, la Russie se posa comme « protectrice des biens et des droits de cette fraction des propriétaires terriens qui restaient étrangers à la politique, et essaya de se concilier l'égoïsme de la noblesse galicienne ».

Aujourd'hui, les Polonais commencent à se rendre compte qu'il y a une différence de nature entre la domination allemande et la domination russe. Tous les efforts de russifier la Pologne ont échoué. Bakounine va même jusqu'à dire que les Russes installés en Pologne finissent insensiblement par se poloniser.

« La germanisation est beaucoup plus à redouter, car les moyens dont elle se sert sont non seulement les mesures gouvernementales, mais aussi l'action puissante d'une culture fortement accusée sous toutes ses faces et, par dessus tout, cette application au travail infatigable et dévorante, qui caractérise l'industrie allemande. »

Ainsi, le grand-duché de Posen, une province qui n'est pas coupée de l'Europe, où les propriétaires terriens, la classe cultivée jouissent des agréments d'un « pays européen civilisé », est précisément la région où la haine des Allemands est la plus forte. En 1848, la « brutalité inouïe » de la population allemande et le décret d'annexion du parlement de Francfort n'ont pas contribué à diminuer le ressentiment de la population polonaise, toutes couches sociales confondues. Bakounine affirme s'être querellé avec des Polonais de Posen et de Galicie qui souhaitaient en appeler à l'aide russe contre les Allemands.

« L'Allemand est absolument étranger au Polonais, sa nature même lui est antipathique ; toutes ses manières, son mode de vie, ses habitudes, sa patience inépuisable ainsi que sa satisfaction, son esprit cosmopolite orienté seulement vers le gagne-pain, d'autre part aussi son ardeur au travail immense et dévorante qui, avec l'appui des gouvernements allemands, s'implante de plus en plus en Pologne : tout, même ses vertus, paraît au Polonais ridicule ou hostile. »

En plusieurs occasions Bakounine fait allusion au caractère industriel des Allemands, à leur ardeur au travail : il est évident que l'occupation russe ne devait pas modifier les structures sociales traditionnelles de la Pologne, notamment dans l'agriculture. Là où les Allemands sont implantés, au contraire, apparaissent de profondes modifications dans l'infrastructure économique, dans les relations sociales, bouleversant les habitudes, créant des situations irréversibles, provoquant des changements en profondeur. Cela doit également induire chez les populations germanophones des comportements perçus comme insupportables aux slaves des régions occupées, provoquant l'« antipathie à l'égard de tout ce qui est allemand ». C'est, dit Bakounine, « *sur cette antipathie des Slaves à l'égard des Allemands que repose l'ensemble des plans du panslavisme russe* ».

Cependant, il faut distinguer l'attitude des Polonais de celle des autres Slaves. Les premiers semblent conscients de la fonction géostratégique qu'occupe leur pays, situé entre Allemagne et Russie. Les Allemands, fait dire Bakounine aux Polonais, « seront bien forcés, bon gré mal gré, de nous rendre libres pour nous opposer, tel un rempart vivant, à l'hégémonie de la Russie : leur propre sécurité leur imposera notre libération. » Bakounine a-t-il lu l'article de la *Nouvelle Gazette rhénane* dans lequel les Polonais sont présentés comme un « rempart de vingt millions de héros » contre la Russie<sup>36</sup> ? Au moment de la parution de l'article, il participait au congrès slave de Prague ; il est possible qu'il l'ait lu. Cette conscience de leur rôle potentiel a pu donner l'espoir aux Polonais que l'Allemagne favoriserait l'indépendance de leur pays : « Le nombre des gens en Allemagne qui peuvent concevoir une Allemagne sans la Pologne, qui considèrent même la libération de la Pologne comme la condition indispensable à la liberté de l'Allemagne et

---

<sup>36</sup> *Nouvelle Gazette rhénane*, Engels, « La Pologne, la Russie, l'Europe », 9 juin 1848.

qui sympathisent avec la Pologne, ce nombre est très grand », dit Bakounine <sup>37</sup>.

La question est totalement différente pour la Bohême et la Moravie. Très peu d'Allemands sont favorables à leur indépendance, car « on a trop pris l'habitude de considérer ces Slaves comme des ressortissants allemands, et à cela vient encore s'ajouter la théorie de l'arrondissement du territoire : “la Bohême, dit-on, s'enfoncé absolument comme un coin dans le cœur de l'Allemagne” » <sup>38</sup> – lire : un coin slave. C'est une allusion évidente au « Panslavisme démocratique », l'article qu'Engels publia le 14 février 1849 dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en réponse à son « Appel aux Slaves » de Bakounine. En février 1849, Bakounine est à Leipzig, puis à Dresde à la fin du mois.

Engels tient des propos surprenants dans cet article, qui le qualifient encore une fois comme le « gaffeur » du couple Marx-Engels, celui qui dit tout haut ce qu'il vaudrait mieux garder pour soi :

« Un État moravo-bohémien indépendant enfoncé comme un coin entre la Silésie et l'Autriche, l'Autriche et la Styrie coupées par la “république des Slaves du Sud”, de leur débouché naturel l'Adriatique et la Méditerranée, l'Est de l'Allemagne déchiqueté comme un pain rongé par des rats ! Et tout cela en remerciement de la peine prise par les Allemands pour civiliser les Tchèques et les Slovènes à la tête dure, et pour introduire chez eux le commerce, l'industrie, une exploitation agricole rentable et la culture ! »

Engels est-il en train de délirer ? Est-il en train de renier les principes énoncés dans le *Manifeste communiste*, qui vient d'être publié ? Pas du tout. Le *Manifeste* est en réalité une glorification du développement des forces productives qui aplanit tous les particularismes nationaux. Dans la mesure où le développement

---

<sup>37</sup> « Ma défense », janvier-mars 1850, longue lettre de Bakounine à son avocat écrite dans la forteresse de Königstein.

<sup>38</sup> *Ibid.*

des forces productives est le critère définissant le « progrès » en histoire, l'Allemagne est le seul pays d'Europe centrale qui puisse prétendre à cette distinction. Il est certain que ce genre de propos, ajoutés à la caution donnée par la revue dont Marx était le rédacteur en chef, n'a pas dû contribuer au rapprochement des démocrates slaves et de leurs homologues allemands... Les propos d'Engels sont d'ailleurs parfaitement cohérents avec ceux de H. von Gagern, le démocratique président du Parlement de Francfort, qui déclara en 1848 : « L'Allemagne a reçu la mission de civiliser l'Orient, et les peuples du Danube qui n'ont pas encore atteint la conscience d'eux-mêmes, doivent être nos satellites dans cette marche continuelle vers le monde oriental. » Propos d'une arrogance surprenante, tenus à la tribune d'un parlement qui ne fut pas capable de réaliser l'unité nationale de son propre pays<sup>39</sup>.

Aux Allemands qui s'accrochent à ce « coin slave » enfoncé dans l'Allemagne, Bakounine lance un avertissement : « le danger deviendra beaucoup plus inquiétant, si ce coin se transforme en un coin russe », autrement dit si les Slaves de Bohême et de Moravie choisissaient de se mettre sous la protection russe. On comprend dès lors la terreur de Marx et Engels devant le panslavisme. Ce qui est totalement incompréhensible, c'est leur attitude haineuse envers Bakounine, leurs tentatives de le décrédibiliser par des calomnies odieuses, alors même qu'il aurait été *leur meilleur allié* contre la politique de l'Etat russe. Il fallait une bonne dose d'imbécillité politique pour en arriver là.

Les positions exposées par Marx et Engels dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848 et 1849 sont sans doute représentatives de ce que la démocratie bourgeoise de l'époque pouvait produire de plus avancé : ça ne dépassait pas la reconnaissance d'une Pologne libre dont les territoires de Posen et Dantzig resteraient

---

<sup>39</sup> Pour rappel, la Confédération germanique, c'est-à-dire l'Allemagne du Nord hors empire autrichien, était constituée de trente-neuf Etats souverains.

allemands ; et le maintien de la Bohême-Moravie (c'est-à-dire la Tchéquie et la Slovaquie) dans la sphère allemande.

Les Polonais finirent par comprendre que jamais l'Allemagne ne serait à l'initiative de leur indépendance. C'est pourquoi Bakounine peut-il affirmer que s'ils avaient à choisir entre devenir allemands, jouir d'institutions démocratiques allemandes mais renoncer à tout particularisme polonais ; ou bien « tomber sous le joug pesant de la Russie », ils choisiraient la Russie. Car l'Etat russe est une « mécanique fabriquée de toutes pièces qui, en raison de sa tension constamment et nécessairement croissante, éclatera forcément tôt ou tard » ; le Polonais conserve donc l'espoir de devenir un jour libre. En somme, l'occupation russe est celle d'une puissance militaire socialement et culturellement inférieure qui ne transforme pas en profondeur la société polonaise et qui ne parviendra jamais à russifier la Pologne. En revanche, la germanisation introduit des modifications dans l'infrastructure économique et sociale qui modifie de manière irréversible les régions où elles sont mises en œuvre. Aux antagonismes nationaux qui opposent Allemands et Slaves s'ajoutent également des antagonismes de classe entre bourgeoisie et aristocratie foncière. Bakounine le sent bien dans son texte ; c'est pourquoi il déclare à son interlocuteur qu'il se trouve des Polonais « que leur naissance, leur richesse, toute leur culture et toutes leurs habitudes appelaient à être des ultra-conservateurs parmi les conservateurs, qui certainement se seraient montrés sous ce jour s'ils étaient nés dans un autre pays ou dans une Pologne indépendante, et qui maintenant font preuve du plus grand libéralisme et se déclarent même en faveur des idées démocratiques ». Ces hommes-là sont prêts à « sacrifier pour sa résurrection leurs privilèges personnels et même leurs préjugés ».

Il reste que l'image que Bakounine donne des Polonais dans ce texte sonne un peu faux lorsqu'on songe à d'autres écrits où il se plaint de leur absence de perspective globale, de leurs querelles et de leur acharnement à réclamer une indépendance qui leur restituerait les territoires non polonais qu'ils occupaient avant le partage de leur pays : « ...ils me paraissaient bornés, mesquins, exclusifs, ne voyant rien d'autre au monde que la

Pologne, incapables de comprendre les changements survenus en Pologne même depuis l'assujettissement complet de ce pays », écrit-il dans sa Confession un an plus tard. Certes, ce document a été écrit dans des circonstances particulières, mais il n'y a pas lieu de croire que le révolutionnaire russe dise autre chose que ce qu'il pense.

Bien entendu, à son avocat, en 1850, il n'éprouve pas le besoin de s'attarder sur ces questions.

Rappelons que Bakounine développe dans ce texte, au bénéfice de son avocat, les arguments expliquant son activité pendant la période qui a précédé son arrestation. Ses analyses le conduisent à affirmer la nécessité pour la Prusse et l'Autriche de prendre l'initiative de l'indépendance des territoires polonais qu'ils occupent parce que cela déclenchera un mouvement général qui conduira à la libération de la partie occupée par la Russie.

« Si les Polonais d'Autriche et de Prusse ne se libèrent pas bientôt des prétentions allemandes, si, devenus libres, ils ne font pas face à la Russie pour restaurer la Pologne dans son intégralité, alors ils tomberont rapidement sous la domination russe et deviendront, aux mains de la Russie, des armes très dangereuses dirigées contre l'Allemagne. Que gagnera l'Allemagne à cela ? Je laisse aux Allemands le soin d'y réfléchir. »

Le reste des peuples slaves sont eux aussi une menace potentielle s'ils ne parviennent pas à leur indépendance, car ils risquent de tomber sous influence russe : « Ou ils deviennent indépendants et libres, ou ils deviennent russes ». Devenus libres, réconciliés avec l'Allemagne, « ils combattront le despotisme russe ». Dans le cas contraire, ils deviendront « les plus implacables ennemis de l'Allemagne ».

Bakounine se propose alors de développer cette question mais, comme cela arrive souvent chez lui, le manuscrit s'arrête là et n'a pas de suite.



« Ma défense » présente certaines similarités avec un texte qu'il rédigera de sa prison russe, la fameuse « Confession » au tsar, en ce sens que s'il ne dit pas toute la vérité ou tout ce qu'il pense, ce qu'il dit correspond réellement à sa pensée. Le tsar attendait de Bakounine qu'il dénonce ses complices. Or, faisant semblant de jouer le jeu, Bakounine déclare d'emblée qu'on ne peut confesser que ces propres fautes, pas celles des autres : il ne donne aucun nom, ce qui fait dire au tsar que cette confession n'avait aucune valeur. Alors, des péchés, il en confesse. Le mot revient 27 fois dans le texte. Il raconte tout, ses intentions, ses projets. Quand il cite un nom, c'est pour dire qu'il est aux Etats-Unis, c'est-à-dire hors de portée de l'empereur. Mais il va plus loin encore :

« Sire, je ne tâcherai point d'excuser mes crimes impardonnables, ni de Vous parler d'un tardif remords ; le repentir dans ma situation est aussi vain que celui du pécheur après sa mort, j'exposerai uniquement les faits. »

En d'autres termes, en affirmant que le repentir est inutile et qu'il se limite à exposer les faits, il reconnaît tout simplement qu'il ne regrette rien de ce qu'il a fait.

Sachant qu'il va être jugé par des juges allemands, Bakounine oriente un peu son argumentaire, sans pour autant dissimuler le fond de sa pensée : il insiste sur la question de l'unité allemande plutôt que sur celle de la démocratie.

On ne peut écarter qu'il y ait une part d'opportunisme dans le discours de Bakounine – ce qui serait somme toute normal vu les circonstances – opportunisme qui apparaît dans l'analyse du discours et la récurrence (ou l'absence de récurrence) de certains mots. Libre, Bakounine s'est moins battu pour *l'unité allemande* que pour la *démocratie en Allemagne*, même si on peut considérer que les deux concepts sont liés. Or le substantif « démocratie » apparaît une fois appliqué à l'Allemagne, mais trois fois appliqué à la Pologne, de même que l'adjectif « démocratique ». Le mot « unité » en revanche apparaît 14 fois appliqué à l'Allemagne mais une seule fois à la Pologne.

Bakounine n'oublie donc pas qu'il s'adresse à des juges allemands.

On trouve dans « Ma défense » l'essentiel des thèmes qu'il abordera vingt ans plus tard dans sa période anarchiste, dans *L'empire knouto-germanique* et *Etatisme et anarchie* ; mais le texte est aussi la synthèse des positions de Bakounine dans la période allant de la fin de 1848 au début de 1949 : il s'y trouve de nombreuses analogies avec un texte écrit à cette période, avant son arrestation, « La situation en Russie ».

Il y a cependant un grand absent : Bismarck <sup>40</sup>. Ce n'est qu'à partir de 1864 que le metteur en scène de l'unité allemande apparaîtra dans les écrits de Bakounine, mais seulement après 1869 qu'il deviendra à ses yeux le grand leader de la réaction européenne et son ennemi intime.

## **Sauvé par l'Amour**

A partir de son incarcération dans les geôles du tsar, il ne sera plus question de l'Allemagne, de la question germano-slave ni de réflexions relatives à la politique européenne. Il est vrai que le contexte s'y prêtait peu.

Le 11 mars 1854 Bakounine est transféré à la forteresse de Schlüsselbourg, à l'est de Saint-Pétersbourg, car la guerre de Crimée a éclaté et on craint des troubles. La santé du révolutionnaire est mauvaise. Sa mère tente à plusieurs reprises de faire alléger sa peine mais le nouveau tsar Alexandre II lui répond que jamais il ne sera libéré.

A la suite d'une lettre qu'il écrivit au tsar, dans laquelle il invoque sa mauvaise santé, sa peine est commuée en relégation en Sibérie.

Cette lettre est construite sur le même modèle que la Confession qu'il écrivit au père du nouveau tsar : formules consacrées d'humilité et de gratitude. Allusion à cette Confession, Bakounine rappelle qu'il avait « exécuté sans nulle fourberie la volonté du défunt souverain que m'avait transmise le

---

<sup>40</sup> Le nom de Bismarck (qu'il écrit aussi Bismark) apparaît pour la première fois, mais incidemment, dans une lettre qu'il écrivit à Franz Otto le 2 mars 1850.

comte Orlov, me priant de me confesser à lui, comme un fils spirituel se confesse à un père spirituel, et quoique ma confession écrite, autant que je m'en souviens, dans l'ivresse d'un passé récent n'eût pu, eu égard à son esprit, mériter l'approbation du souverain, je n'eus jamais, jamais de motif de me repentir de sa sincérité, mais au contraire ». Sachant que le défunt tsar avait considéré cette Confession comme nulle et non advenue, affirmer par conséquent qu'il ne se « repent » pas de la sincérité qu'il y avait mise signifie que pour lui la situation n'a pas changé. Dans sa lettre à Alexandre II, Bakounine réitère d'ailleurs qu'il entend continuer de faire preuve d'une « franchise totale ». Bien entendu, il ne peut pas ne pas reconnaître ses « crimes » et, affirme-t-il, « si je pouvais recommencer de nouveau ma vie, je la conduirais autrement » ; mais la formulation est plutôt ambiguë : elle peut tout aussi bien vouloir dire : je referais la même chose mais je serais plus prudent.

Confiné à Irkoutsk, au cœur de la Sibérie et loin de toute frontière, Bakounine cherche un moyen de s'évader. Un marchand lui confie une mission d'exploration commerciale à l'embouchure du fleuve Amour. Le gouverneur Korsakov hésita à lui accorder l'autorisation, mais l'ancien révolutionnaire montre tous les signes d'un homme qui s'est assagi. N'est-il pas l'ami de Mouraviev ? Ne s'est-il pas créé une situation à Irkoutsk ? Et surtout, jeune marié, abandonnerait-il sa femme en Sibérie ? Korsakov accorde son autorisation.

Son périple le mène jusqu'au port de Nikolaïevsk. Il embarque sur un bateau russe qui doit le débarquer au sud de la Sibérie. La surveillance dont il est l'objet se relâche : son gardien, tombé amoureux d'une fille de Nikolaïevsk, fête ses fiançailles... Bakounine saute sur un bateau américain qui le débarque le 14 août 1861 dans le port japonais de Hakodate.

De San Francisco, il écrit à son ami Karl Vogt : « C'est l'*Amour* qui m'a sauvé ! »

Arrivé à Londres, il écrira à Tourgueniev le 31 décembre 1861 : « J'ai cessé d'être un révolutionnaire abstrait et je suis devenu cent fois plus russe que je l'étais jadis, et quoique je n'aie pas cessé de sympathiser ardemment avec les victoires de la liberté dans le monde entier, j'ai compris que le Russe doit de

préférence agir en Russie et sur la Russie et si vous le voulez, dans un sens plus large, exclusivement sur le monde slave. »

On sent bien que l'histoire n'est pas terminée...

## « Ma défense »

**A Monsieur l'avocat Franz Otto** <sup>41</sup>

Monsieur,

J'ai longtemps hésité à vous adresser une défense personnelle, et surtout avant de prendre la résolution d'en écrire une. Dois-je vous exposer les raisons de cette hésitation ? Si j'avais à me défendre devant une juridiction libre et publique, je n'aurais pas balancé un seul instant. Mais devant un tribunal qui juge à huis clos et qui, par sa nature, est condamné à rendre sa sentence bien plus selon la lettre d'une loi vétuste que selon l'esprit vivant de l'époque actuelle : en quoi peut m'être utile une défense qui ne renferme – et ne peut renfermer – que les raisons morales de mon activité en Allemagne ?

Cependant, je veux essayer de me défendre même devant ce tribunal et je le ferai dans cette lettre, sous la forme d'une confession politique à vous adressée. Comme je vous l'ai écrit dans une lettre précédente en vue de ma défense, je m'en remets à vos bons soins pour tout ce qui concerne ma participation aux événements de Dresde. Je ne peux rien dire de plus que ce que j'ai déclaré déjà à la Commission Criminelle de Dresde. Le

---

<sup>41</sup> Janvier-mars 1850, Forteresse de Königstein.

dossier contient la pure et entière vérité. Je me contenterai, à la fin de cet écrit, de faire allusion à quelques points que l'acte d'inculpation n'a pas, à mon avis, présentés sous leur vrai jour.

Je m'efforcerai avant tout de vous faire comprendre et de faire comprendre à mes juges actuels par votre intermédiaire, comment je suis arrivé, moi, un étranger, un Russe à prendre une part active à l'insurrection de Dresde. De la part d'un Polonais on attend toujours un pareil comportement, et même les gens qui sont loin d'être favorables à de tels mouvements reconnaissent aux Polonais comme une espèce de droit de se manifester partout où éclate le moindre désordre. Bien plus, on est tellement convaincu de ce droit qu'on leur fait même volontiers endosser de tels actes auxquels ils n'ont en rien participé ! On les maudit, on les appelle la plaie de l'Europe, et pourtant rares sont ceux qui ne voient pas dans leur action présente comme une Némésis, une vengeance historique pour le crime dont ils ont été les victimes. Mais un Russe !

Un Russe qui participe à cette aspiration universelle vers la liberté : cela apparaît si singulier que beaucoup ne peuvent expliquer ce phénomène que par des motifs contre nature. C'est ainsi que durant ces deux dernières années, certains m'ont pris pour un espion du gouvernement russe, d'autres au contraire pour un émissaire à la solde de Monsieur Ledru-Rollin, chargé d'assassiner l'Empereur de Russie. Je vous montrerai plus loin que ces deux bruits proviennent de la même source.

Je lis dans l'acte d'accusation, entre autres points, ce qui suit :

« D'après la note p. 65 de la pièce de côte B NE 37, Vol. 1, il est probable qu'il (Bakunin) est devenu l'émissaire de Ledru-Rollin pour soulever les pays de langue slave, pour en faire des Républiques ainsi que pour provoquer une guerre entre la Prusse et la Russie, et qu'il a été chargé par le Comité révolutionnaire polonais à Paris de missions spéciales pour le Grand Duché de Posen et en vue de l'assassinat de l'Empereur de Russie, enfin qu'il a été à Berlin en contact le plus étroit avec l'extrême-gauche. »

Je n'avais pas cru tout d'abord devoir répondre à cette dénonciation : la Commission elle-même me déclarait en effet qu'elle avait été adressée aux autorités d'ici par la police de

Berlin sans signature et sans plus amples preuves. La Commission y attachait même si peu d'importance qu'à vrai dire elle ne me posa sur ce point aucune question. Malgré cela, lors d'une autre occasion, je lui ai donné maints éclaircissements qui devaient la persuader encore davantage du caractère insoutenable d'une telle accusation : et pourtant je la retrouve mot pour mot consignée dans l'acte d'inculpation. Cela ne me gêne pas, car c'est à cette accusation que je veux rattacher toute ma défense.

L'accusation porte, comme vous voyez, sur trois points distincts : *premièrement*, j'ai été un émissaire de Ledru-Rollin ; *deuxièmement*, un comité révolutionnaire polonais m'a envoyé dans le Grand Duché de Posen pour assassiner l'Empereur de Russie ; et *enfin*, j'ai été à Berlin en contact étroit avec des hommes de l'extrême gauche. Trois points, dont le dernier n'apportait aucun élément à l'accusation, si le dénonciateur de Berlin ne l'avait associé aux deux autres avec autant d'adresse que de malignité.

Commençons donc par Monsieur Ledru-Rollin. Le reste sera liquidé de lui-même au cours de cet écrit. Certes, si j'avais l'honneur de faire plus ample connaissance avec Monsieur Ledru-Rollin, je serais fier d'une telle relation. Car il est sans aucun doute un des hommes les plus importants et les plus distingués de notre époque et il prendra vraisemblablement encore une grande place dans les destinées de sa grande patrie. Mais le hasard a voulu que, dans toute mon existence, je n'aie parlé avec lui qu'une seule fois, et encore pas plus de cinq minutes : un temps bien trop court pour être devenu son agent.

Et je proteste d'une façon absolue et de toutes mes forces contre cette affirmation impudente que j'ai été l'agent de quelqu'un, que ce soit d'un individu ou d'un Comité. Après l'explosion de la troisième révolution française ou plus exactement de la première révolution européenne, je suis allé en Allemagne seul et de ma propre volonté. Vous comprendrez sans peine les mobiles qui m'ont poussé à cette détermination, si vous me permettez, Monsieur, de vous exposer mes vues politiques ainsi que ma position à l'égard de ma patrie.

Complètement retranché du monde extérieur, j'ignore quel est l'état d'esprit qui y règne actuellement et je ne sais jusqu'à quel

point on a le droit d'oser exprimer la vérité. Mais quelque grand puisse être le changement qui s'est produit en Allemagne depuis 1848, il est sans doute permis, même si l'on est l'hôte d'une forteresse allemande, de proclamer son amour de la liberté et sa haine du despotisme. Nulle part ces deux sentiments ne sont aussi vivaces qu'en Russie où la liberté n'apparaît presque que comme un au-delà inaccessible et où la réalité est l'esclavage sous sa forme la plus brutale.

On peut dans d'autres pays contester le droit à la Révolution, mais en Russie ce droit ne saurait être mis en doute. Là où la société existante n'est que l'immoralité organisée, toute révolte est un acte moral et être libre est non seulement le droit mais aussi le devoir suprême de tout individu.

Que dans ma patrie règne le despotisme le plus insupportable et le plus pernicieux, c'est ce que tout le monde sait en Allemagne. On a, ces temps derniers, tellement écrit sur la Russie, qu'il n'est plus permis à aucun homme cultivé, s'il se prétend un tant soit peu honnête, d'exprimer des doutes sur ce sujet. On sait qu'il n'y a en Russie ni droit, ni reconnaissance de la dignité humaine, ni asile pour la pensée libre. Même la religion est en Russie un simple moyen de gouvernement, le knout est le symbole du pouvoir absolu, et l'argent le seul moyen de se faire rendre justice ou, pour mieux dire, d'obtenir satisfaction : de justice, en effet, il ne peut en être question, il y a longtemps qu'elle a disparu dans le marais de la législation russe.

On connaît bien moins ce détail extrêmement important : la nation russe est de plus en plus étrangère à l'Etat impérial, et actuellement n'a autant dire rien de commun avec lui. Ce divorce commença précisément avec Pierre I, lorsqu'il soumit le peuple russe à une dure contrainte. Pierre a pris un peuple inculte, aux mœurs patriarcales, démoralisé par la tyrannie tartare et les guerres civiles ultérieures, déchiré et cependant uni par un puissant instinct, et il a greffé sur lui d'une main brutale la civilisation européenne telle qu'elle existait alors en Allemagne et qui, comme vous le savez bien, ne valait pas grand-chose. A cette époque on ne faisait pas grand cas en Allemagne de la moralité et des droits de l'homme, on n'avait même aucun souci des peuples qu'on vendait et qu'on traitait comme des objets inanimés. Le

droit divin des dynasties régnantes, le désir d'arrondir les territoires, l'expansion par tous les moyens de puissants Etats fonctionnant comme des machines : c'est à cela que se résumait le code politique au début de ce XVIII<sup>e</sup> siècle, qui fut en Europe le siècle de l'immoralité politique et de l'absence de scrupule. C'est cette politique qui est devenue en Russie le système permanent et c'est elle qui inspire encore maintenant les maîtres de la Russie.

Pierre a seulement transformé la Russie en un véritable Etat, un Etat selon les conceptions de l'époque, organisé en vue de s'accroître par la violence, une machine destinée à réduire en esclavage les nations étrangères, un Etat dans lequel le peuple lui-même n'était pas considéré comme une fin, mais comme un simple moyen de conquête. C'est en partant de cette base que l'Etat russe a progressé et, dans l'espace d'un siècle, s'est élevé au rang des plus grandes puissances européennes, si ce n'est au premier rang. Son influence se fait sentir aujourd'hui jusqu'aux parties les plus reculées du continent européen. Mais plus il gagnait en étendue, plus il devenait étranger à son propre peuple : et ceci s'explique d'une façon toute naturelle.

Un Etat-machine, organisé seulement en vue de la conquête, ne peut exiger de son peuple que trois choses : de l'argent, des soldats et la paix intérieure, et, pour cette dernière, peu importent les moyens qui l'assureront. Un tel Etat traite son propre peuple comme un peuple conquis, c'est un Etat dictatorial à l'intérieur comme à l'extérieur. Le gouvernement tout entier se transforme en police. C'est ainsi, par exemple, que Pierre le Grand a attaché à la glèbe le paysan qui avait jadis été beaucoup plus libre : il n'était pas guidé par un quelconque principe politique, il ne désirait pas accroître peut-être ainsi la puissance d'une aristocratie. Il ne voulait pas entendre parler d'une aristocratie, et en supposant qu'il en ait jamais existé une en Russie – les Boyards étaient déjà avant Pierre, sur un signe du Tsar, soumis à la punition de la bastonnade – il l'a complètement détruite en la transformant en un Service ou, plus exactement, en une noblesse de Service. S'il a fait du paysan un serf, c'est uniquement pour des raisons policières, pour charger le propriétaire terrien d'une



double responsabilité : faire tenir tranquilles les paysans et assurer l'exacte livraison des redevances et des recrues.

C'est dans le même esprit que ses successeurs ont continué à gouverner. Plus la Russie étendait son territoire, plus on avait besoin de soldats et d'argent, et plus augmentait la pression du gouvernement. Jamais on ne pensa sérieusement à civiliser le peuple, à accroître son bien-être matériel, à le développer intellectuellement, et ceci pour une raison bien compréhensible : tout progrès de la conscience populaire aurait causé de très graves perturbations dans le mécanisme d'un tel Etat, il fallait donc plutôt l'étouffer que le favoriser. Il y a, à ce point de vue, un mot bien caractéristique de Catherine II, de cette Grande Catherine, impératrice de Russie, dispensatrice des « lumières » et célébrée comme telle par tous les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle ; répondant à une lettre d'un Gouverneur-Général de Moscou, dont j'ai oublié le nom, et qui se plaignait de l'insuffisance des écoles primaires, cette femme éminente écrivait de sa propre main : « Nous avons besoin d'écoles dans notre Empire, pour que l'opinion publique ne nous bannisse pas du concert des nations civilisées ; mais il ne faut pas considérer comme un malheur le fait que, chez nous, les écoles végètent, car, si *notre* peuple était vraiment capable un jour de lire et d'écrire, il nous serait difficile de conserver notre place, aussi bien vous que moi. »

Le peuple russe n'a pas encore appris à bien lire et écrire et cependant il a fait de grands progrès, mais à la vérité des progrès dans un sens radicalement opposé et hostile au gouvernement. Le contact avec cette Europe, où nous a conduits le désir de conquêtes de nos maîtres, a produit un effet bienfaisant, et cela malgré toutes les mesures préventives contre la « peste intellectuelle », malgré cette quarantaine peureuse qui, depuis près de vingt-cinq ans, a dressé une muraille autour de la Russie.

Il s'est formé en Russie une grande masse de gens éclairés, jeunes et plus âgés, issus aussi bien de la noblesse que de la bourgeoisie, qui supportent ce joug effroyable avec impatience et même un sentiment de honte, et qui sont prêts à saluer avec joie et avec une sympathie active tout changement, tout pas en avant vers la libération. Que ce ne soit pas un simple effet de mon

imagination, un vœu pieux de ma part, mais bien au contraire une réalité, je n'en veux pour preuve que la révolte étouffée de la noblesse en 1825. En Allemagne et plus encore à l'étranger, on est très peu instruit du caractère de cette révolte. On la confond souvent, et certainement à tort, avec ces fréquentes révolutions de Palais et révoltes de Janissaires qui, de la mort de Pierre le Grand à celle de Paul, ont eu presque toujours pour instigateurs les héritiers du trône eux-mêmes et qui ont coûté la vie à tant d'Empereurs de Russie. La révolte de 1825 avait une tout autre signification. Elle prenait naissance à cette même source, d'où l'Allemagne a commencé à puiser une vie nouvelle, dans cet entrechoquement des peuples entre 1812 et 1816. Elle ne se proposait pas moins que la libération du paysan jouissant d'une propriété libre, une libre Constitution, la libération de la Pologne conquise et l'établissement d'une République slave fédérée. Elle a échoué peut-être parce qu'elle a été un peu prématurée et romanesque comme la jeunesse. Elle a été écrasée et, comme tous les vaincus, méconnue et calomniée. Mais son souvenir est resté vivace en Russie et les héros tombés ont répandu une semence qui n'est point perdue. Sous la poigne sévère du gouvernement actuel, la jeunesse russe est devenue plus sérieuse et plus réfléchie et le redoublement de cette surveillance ne pouvait qu'éveiller dans tous les cœurs un amour d'autant plus grand pour la liberté.

Beaucoup plus important encore est le grand changement qu'on perçoit depuis les quatre dernières décennies dans le peuple proprement dit. C'est chose courante en Allemagne de parler de l'attachement fanatique du peuple russe pour son gouvernement : rien n'est moins fondé que cette opinion. La vénération religieuse à l'égard du tsar considéré comme l'incarnation visible de la volonté divine appartient depuis déjà longtemps à une ère révolue. L'époque actuelle ne veut plus entendre parler de cela, elle a d'autres exigences et est animée d'autres sentiments. Bien plus, la plupart des sectes religieuses qui pullulent sur la terre russe et qui, en dépit des persécutions de l'église officielle, se livrent à une propagande acharnée considèrent tout simplement le tsar comme l'Antéchrist et le temps de son règne comme cette période d'épreuve annoncée par l'Apocalypse à laquelle

succèdera, ainsi qu'il est promis, le Royaume millénaire de Dieu. Ainsi le tsar n'est plus que le chef suprême d'une Eglise morte et transformée en police qui n'exerce plus sur le peuple la moindre influence. Les popes n'inspirent que moquerie et mépris. L'Eglise vivante, ou plutôt les Eglises, car il en existe en Russie une infinité, sont toutes dressées contre le tsar. Il y a moins de deux ans, à Prague, j'ai eu encore une fois l'occasion de m'assurer par moi-même que les Vieux-croyants, les plus dociles de tous, les seuls que tolère encore dans une certaine mesure le gouvernement, même eux lui sont au plus haut point hostiles. Le gouvernement sait fort bien tout cela et persécute impitoyablement cette rébellion religieuse : chaque année, des centaines de ces rebelles sont livrés au knout, des milliers sont envoyés en Sibérie et dans les colonies insalubres du Caucase. Rien n'y fait. Le fanatisme croît après chaque nouvelle persécution, les victimes du knout et de l'exil sont honorées par le peuple comme de saints martyrs. Pour un rebelle exterminé, dix autres se lèvent et rien ne peut venir à bout de cette propagande menaçante, car il est impossible pour le gouvernement de pénétrer dans la vie intime et secrète de ces énormes masses populaires. Pour vous montrer l'énergie qui anime les adhérents de ces sectes en Russie, je ne vous raconterai qu'un seul fait survenu en 1838, durant mon séjour à Pétersbourg. Un jeune paysan venant d'un des Gouvernements les plus reculés, se rendit à pied à la capitale dans l'unique intention de gifler le Métropolitain. Il savait très bien quelle cruelle punition l'attendait, et c'est joyeusement qu'il périt sous le knout, fier d'avoir accompli cet acte et avec l'enthousiasme d'un martyr.

Il me faudrait écrire tout un livre, si je voulais vous entretenir de toutes les singularités qui caractérisent les sectes en Russie. Je ne me serais d'ailleurs pas permis d'entrer dans tous ces détails s'ils n'étaient indispensables pour donner à mon mémoire des bases plus solides. Il existe en Russie des sectes communistes qui vivent déjà maintenant dans la communauté des biens et des femmes. Même le protestantisme n'est pas demeuré sans influence sur le peuple russe. On trouve aussi des sectes anarchiques qui sont fermement convaincues que tout gouvernement est d'inspiration diabolique. Dans l'imagination

fruste d'un sectateur russe, c'est habituellement un pêle-mêle confus où se mêlent aux conceptions les plus baroques des tendances humanitaires et l'intuition profondément enracinée d'un avenir meilleur non au ciel mais sur la terre. Il faut remarquer que c'est cette fraction du peuple russe qui vit avec le plus de bien-être, le plus de propreté, le plus d'humanité ; on trouve parmi elle un très grand nombre de gens sachant bien lire et écrire, et elle se distingue des autres par des rapports plus humains, par un net sentiment de sa dignité et par une estime mutuelle. Ceci est la preuve que les sectes en Russie contiennent un germe vivant de civilisation qui pourrait être d'une grande importance pour le futur développement de ce pays. Mais j'y vois surtout le témoignage, qu'aucune stagnation, source de mort, n'est intervenue dans la vie du peuple russe, et que ce peuple, malgré l'abandon total où l'a laissé son gouvernement, malgré toutes les formes possibles de répression qui l'ont accablé, s'efforce d'aller de l'avant de sa propre volonté et de la façon qui lui est propre, et saura se frayer un chemin vers la lumière et la liberté en dépit de toute la police, de la Sibérie et du knout.

La signification politique des sectes en Russie s'est révélée dès la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. La révolte de Pugacev n'a pas été appréciée de longtemps à sa juste valeur en Europe. Ce fut en Russie la première révolution paysanne, mais non la dernière. Tandis que Catherine II était occupée par le partage de la Pologne, Pugacev, simple cosaque du Don, réunit de grandes masses de paysans à la frontière de la Sibérie, se proclama empereur sous le nom de Pierre III : avec ses bandes dont les effectifs croissaient sans cesse, entraînant tout à sa suite, ravageant tout dans sa marche foudroyante, il déferla jusque sous les murs de Kazan qu'il prit d'assaut et incendia. Avec ses bandes indisciplinées, il mit en déroute des armées disciplinées ; son nom seul faisait trembler tout l'empire et se propagea parmi le peuple à la vitesse de l'éclair. A Moscou, les masses déjà soulevées l'attendaient avec impatience, et s'il avait pu parvenir jusque là, qui sait si le destin de la Pologne et de la Russie n'eût pas pris un tout autre cours ? Ses troupes étaient, au début, composées pour la plus grande partie d'adhérents des sectes, son

mot d'ordre était la libération des paysans et son nom vit encore aujourd'hui dans la mémoire du peuple russe.

L'année 1812, elle aussi, n'est pas restée sans conséquences. La Russie s'est libérée du joug de Napoléon moins par la résistance de ses armées qui, en fait, furent presque toujours battues, que par le soulèvement de son peuple. Même la rigueur du climat n'aurait pu triompher de Napoléon, s'il avait trouvé en Russie un peuple bien disposé à son égard et prêt à lui fournir du ravitaillement et des quartiers d'hiver à l'abri de surprises. Mais le peuple s'était soulevé en masse, détruisant et brûlant ses propres villages ; il s'était réfugié dans les forêts, n'abandonnant à Napoléon que des champs désolés et lui faisait une terrible guerre de partisans. Ainsi, c'est lui qui a la plus large part dans la libération du pays et la conscience qu'il a de son rôle est fortement enracinée en lui. Durant les années 1813 et 1814, il y eut dans toutes les parties de l'Europe d'importantes révoltes populaires : les paysans soulevés déclaraient qu'ayant contribué à chasser l'ennemi, ils méritaient leur liberté et ils ne voulaient plus revenir au travail forcé. Il y eut bien des scènes sanglantes dont, à vrai dire, l'étranger n'eut que bien peu connaissance, de même qu'en général l'Europe n'apprend que rarement ce qui arrive dans cet Empire. On peut même dire que, depuis 1812, les révoltes de paysans se sont succédées en Russie sans interruption ; elles s'aggravent, elles s'étendent de façon menaçante et gagnent chaque année en puissance et en profondeur. Le peuple a désormais une conscience, une volonté commune clairement exprimée et il réclame avant tout sa libération du joug du servage et sa propre liberté. Ses exigences sont déjà devenues si véhémentes et si menaçantes qu'elles ont même effrayé le gouvernement et qu'il s'est mis très sérieusement à envisager les moyens de satisfaire le peuple au moins dans une certaine mesure. Le péril est trop évident et trop grand pour ne pas attirer sur lui toute l'attention du gouvernement. Mais ce dernier est impuissant et ses tentatives de réformes ne font qu'aggraver encore davantage la condition déjà intolérable du paysan.

Il est remarquable de voir combien ce gouvernement despotique, si puissant à l'extérieur, se révèle sans force dès qu'il entreprend d'apporter quelque amélioration à la situation

intérieure de l'Empire. Et qu'on n'aille pas croire que sa bonne volonté échoue par le fait d'obstacles extérieurs ou d'une quelconque résistance politique. A mon grand étonnement, j'ai très souvent en Allemagne entendu des gens hautement cultivés parler d'une aristocratie de boyards russes, d'un Sénat qui aurait le droit et le pouvoir de mettre des bornes à la volonté impériale. Comme l'on connaît encore peu la Russie en Europe ! Bien plus, on m'a raconté qu'il existe une loi fondamentale selon laquelle les tsars ne prennent en mains le pouvoir absolu qu'après avoir régné vingt-cinq ans, et c'est pourquoi en général ils sont, peu avant ce terme, assassinés par la haute noblesse ! Il n'y a en Russie ni une aristocratie, ni une autre classe privilégiée qui aurait, en tant que telle, le droit légal, la force ou le courage de s'opposer de quelque façon que ce soit à la volonté de l'Empereur. Le tsar est un souverain absolu au sens le plus large du terme, les prétendus aristocrates russes sont ses serviteurs très soumis et très obéissants qui vivent de Son sourire, meurent d'un froncement de Ses sourcils, et dans le cas où ils exerceraient quelque influence, ce ne serait que cette influence toute naturelle qu'un domestique a sur son maître, une influence qui se résume brièvement en trois mots : tromper, voler et aveugler. Si donc les tentatives du gouvernement russe d'améliorer la condition du peuple échouent toutes, la faute n'en est point à une résistance extérieure. Elles échouent beaucoup plus à cause de la nature intime du gouvernement, une nature si étroitement liée à tous les vices fondamentaux de l'Empire que toucher tant soit peu à ces derniers fait courir le risque de porter atteinte au gouvernement ou même de provoquer son effondrement. Toute réforme en Russie n'est plus qu'un pas en avant vers la Révolution. Un état policier, tel que Pierre l'a constitué et tel qu'il existe encore, ne peut rien améliorer, rien libérer, rien réformer. Il est seulement capable d'opprimer et de réprimer, – de réprimer aussi longtemps qu'il peut le faire.

C'est ainsi, par exemple, que l'organisation des paysans de la Couronne devait servir de modèle pour tous les propriétaires de domaines privés. Mais alors qu'arriva-t-il ? Les paysans de la Couronne sont bien plus mal lotis, bien plus opprimés et volés que ceux qui dépendent de particuliers : ils sont en effet sous la

direction de fonctionnaires russes, et c'est tout dire ! Avant de penser entreprendre en Russie la plus petite réforme, il faudrait nettoyer les écuries d'Augias du fonctionnarisme russe. Mais comment ? Et qui le fera ? Ce gouvernement n'a pas – et ne peut avoir – d'autres agents d'exécution que ces fonctionnaires dont on n'a certes pas à attendre qu'ils se suicident de leur plein gré ! Il y a près de quatre ans, l'Empereur voulut lui-même entreprendre ce travail d'Hercule et on créa une Commission spéciale soumise à sa haute surveillance : tous les voleurs et malfaiteurs devaient être chassés de leur emploi, frappés d'indignité, rayés de la surface de la terre. Quel fut le résultat ? On révoqua environ deux-cents petits fonctionnaires, précisément les plus naïfs, ceux qui n'étaient pas encore assez habiles pour dissimuler leurs intrigues. Rien que deux-cents ! Une goutte dans la mer ! Et l'on clôtura les débats de la Commission, car on acquit vite la conviction que, si l'on voulait procéder en toute logique, on serait forcé de chasser de Russie tous les chargés de fonctions et avec eux leurs familles et leurs femmes. Cette plaie de la Russie, ce cancer qui ronge le gouvernement jusqu'au tréfonds de la moelle, en un mot ce fonctionnarisme, ne sont pas des maux fortuits, mais découlent naturellement, nécessairement du système gouvernemental russe. Le gouvernement ne peut toucher à son corps de fonctionnaires sans se porter préjudice à lui-même, il est obligé de s'en servir, obligé de se laisser ainsi mener à sa perte, car ce gouvernement ne peut pas avoir d'autres serviteurs. Seuls des esclaves peuvent assurer l'existence du despotisme et on n'a le droit d'attendre d'esclaves ni honnêteté, ni dévouement, ni humanité.

Et il arrive ainsi que même les meilleures intentions de ce gouvernement n'entraînent, lorsqu'il passe à l'exécution, qu'une oppression encore plus insupportable. Les souffrances, le mécontentement et l'impatience du peuple croissent avec chaque palliatif par lequel le pouvoir suprême tente d'améliorer sa condition. Le gouvernement russe ne peut en effet user que de palliatifs, car l'emploi de tout autre moyen lui est interdit par la nature et la finalité de son organisme qui a été créé non pour libérer mais pour opprimer les peuples. Pour procurer au peuple un adoucissement substantiel de sa condition, pour le rendre

vraiment libre, il lui faudrait saper les piliers de sa propre puissance, de cette puissance qui est uniquement fondée sur l'asservissement du peuple.

Pierre, comme je l'ai déjà signalé plus haut, a placé le peuple russe sous la domination de la noblesse, mais il ne l'a pas fait pour favoriser cette dernière : bien plus, il a par cette mesure transformé tous les propriétaires de domaines en fonctionnaires de la police impériale non rétribués qui rendent dans ce système des services irremplaçables et exercent une activité d'intermédiaires sans laquelle toute la machine de l'Etat s'arrêterait. Ce n'est pas comme en Autriche, où fonctionnaires et propriétaires de domaines constituent deux classes distinctes : séparation qui, en l'an 1846 de sanglante mémoire, a permis à cet état aristocratique monarchique de prêcher le communisme en Galicie et de tirer un bénéfice momentané d'une atroce révolte de paysans. En Russie, tout propriétaire de domaine est pour ainsi dire fonctionnaire et tous les fonctionnaires sont propriétaires de domaines ou tout au moins apparentés à de tels propriétaires. Le peuple russe a pour le fonctionnaire proprement dit encore plus de haine que pour le propriétaire de domaines : ceux-ci, en effet, durant ces derniers temps, en partie par crainte et en partie sous l'influence bienfaisante d'une instruction plus développée, – ce qui se remarque surtout chez la plus jeune génération –, ceux-ci traitent leurs paysans avec beaucoup plus d'humanité et leur rendent justice bien plus qu'auparavant. La vengeance du peuple se tourne donc avant tout contre les fonctionnaires de l'Empire, ensuite aussi en partie contre les propriétaires de domaines appartenant à la noblesse, c'est-à-dire qu'elle tend à paralyser tous les organes du gouvernement et à détruire le gouvernement lui-même.

L'Etat autrichien, en 1846, pouvait du moins estimer que la tempête soulevée par lui, se limitant à la Galicie, lui permettrait de tirer de ses autres provinces les ressources indispensables à son gouvernement. Toute autre est la situation en Russie. Là n'existent pas ces différences radicales de nationalités, la population rurale est dans presque toutes les provinces animée du même esprit, tout l'Empire est en proie à la même agitation. D'où alors tirer l'argent nécessaire ? D'où recruter des soldats ?



Certainement pas des redevances volontaires, ni de l'engagement du peuple révolté qui, souvent maintenant, se mutile et s'estropie pour échapper à ce terrible fléau qu'est le service militaire en Russie. Il faut enfin souligner que le paysan russe est un être bien différent du paysan de Galicie. Il fait preuve de bien plus d'énergie et d'indépendance que ce dernier, il a même une conscience beaucoup plus libre, bien qu'il soit certainement écrasé par une plus dure oppression que celle endurée par le Galicien. On n'observe en lui aucun trait de cet esprit apathique et borné qui ne peut s'expliquer que par l'emprise du catholicisme et qui a fait du paysan galicien un instrument aveugle aux mains des curés et autres suppôts de l'Empire. Le paysan russe ne vit sous aucune influence officielle, il porte en lui un monde d'idées entièrement personnelles, un monde illimité de désirs, d'espérances et de vengeance. Une révolution paysanne en Russie portera au gouvernement un coup mortel, détruira cet Etat, et une telle révolution est inévitable. Rien ne peut la détourner, tôt ou tard il faut qu'elle éclate et elle éclatera, d'autant plus terrible, d'autant plus destructrice, qu'elle sera plus tardive.

Telle est la situation intérieure de ma patrie. J'ai essayé de vous la peindre à grands traits, car elle est si étroitement liée à la politique extérieure de l'Etat russe qu'il est presque impossible de comprendre cette dernière si on ne connaît pas la première. Je l'ai décrite pour montrer qu'un Russe qui aime sa patrie peut haïr l'Etat russe et même est obligé de le haïr. En ne me limitant qu'à ce que l'étranger connaît le moins, j'ai essayé de mettre en évidence la situation présente ainsi que l'état d'esprit du peuple proprement dit : en effet, la totale ignorance de la question donne lieu aux plus grossières méprises dans les jugements qu'on porte sur la Russie.

Cette situation est effroyable. Tout ce que seul le despotisme peut amasser d'oppression, d'outrages et de cruelle injustice sur le corps violenté d'une nation asservie, toutes les flétrissures de l'esclavage, les violations les plus criantes de toutes les lois de l'humanité et de toute dignité humaine : tout cela constitue dans ma malheureuse patrie des manifestations quotidiennes et banales. Oui, les violences perpétrées par ce gouvernement corrompu du sommet à la base sont devenues si monstrueuses, si

excessives, qu'on ne peut en faire le récit en Europe : personne en effet ne voudrait y croire. Et dans ce labyrinthe de honte et de malheur, il n'y a plus d'issue pacifique : la situation est si désespérée que si Pierre le Grand, qui en fut le premier artisan, pouvait revenir, il reculerait d'effroi et avouerait son impuissance à y porter remède. Un seul individu, quelque grand soit-il, peut bien fonder une puissance d'ordre mécanique, il peut asservir des peuples mais il ne peut pas créer un peuple libre. La liberté et la vie sortent seulement du peuple et il y a dans le peuple russe assez d'éléments pour un avenir plein de grandeur et d'humanité.

L'actuel maître de la Russie suit fidèlement les directives politiques prescrites par Pierre et même avec une bien plus grande logique que celui-ci. Son gouvernement n'est rien d'autre que le système du génial fondateur de l'Etat russe, mais mené à maturité et ayant pris conscience de lui-même, et jamais cet Etat n'a été aussi menaçant à l'extérieur et aussi oppressif à l'intérieur que précisément à notre époque.

La Russie est un Etat organisé en vue de la conquête. Inutile de le démontrer, l'histoire est là, et la Pologne, la Finlande et une partie de la Turquie en sont des témoignages. Mais de quelle manière a-t-il conquis ces pays ? Ce ne fut pas à la façon des barbares qui détruisaient la civilisation romaine pour apporter au monde une nouvelle forme de vie et même de nouveaux éléments de liberté. C'était un mouvement de peuples, un mouvement de masses jeunes, pleines de vie, riches en avenir bien que barbares. Ce ne fut pas non plus à la façon des Mahométans qui, au nom d'une conception religieuse brûlante de ferveur et avec le fanatisme qu'elle leur inspirait, submergèrent le monde. Ce ne fut davantage comme Napoléon à la tête de ses troupes enthousiastes qui, partout où elles étaient victorieuses, inconsciemment au service d'une grande révolution, détruisaient les derniers soutiens de la féodalité, instauraient leur Code civil et avec lui l'égalité des citoyens. Et enfin, non plus comme aujourd'hui les Américains du Nord qui, dans l'intérêt de la civilisation, de la démocratie et du travail, se répandent irrésistiblement sur le continent américain. Le peuple russe ne participe pas en tant que peuple aux conquêtes de la Russie ; on le pousse contre les peuples étrangers avec ce même knout qui, encore aujourd'hui,

sert dans son propre pays à le contraindre au travail servile. Il n'est en aucun cas question de fanatisme religieux, de civilisation, d'égalité et encore moins des intérêts des travailleurs. La Russie fait des conquêtes sans plaisir, sans enthousiasme, seulement dans l'intérêt du despotisme. *La Russie n'est pas une nation joyeuse de conquérir, elle est un Etat avide de conquêtes*, un Etat qui, étranger et hostile à son peuple même, s'en sert pour asservir les autres peuples : principe abstrait qui pèse sur la nation russe contrainte à lui servir d'outil et de champion, un Etat qui s'est fait de soixante-millions d'âmes autant d'esclaves pour faire disparaître du reste du monde la lumière de la liberté et de la vie et éteindre toute étincelle d'une conscience humaine.

Je n'exagère en rien, je dis la stricte vérité et ce que je dis, je vais le démontrer.

Y a-t-il une seule conquête de la Russie qui ait été le déferlement de tout un peuple ? Jamais et nulle part. Toutes ces conquêtes furent l'œuvre seulement de l'Etat avec le concours d'armées bien disciplinées et surtout d'une diplomatie bien connue pour ses artifices particuliers et son esprit de suite. La Russie s'est-elle jamais battue au nom d'une religion ? Certes pas. Le peuple russe est au contraire le plus tolérant du monde, il entretient des relations amicales et pacifiques avec les Tartares et les Juifs, les Catholiques et les Protestants, voire même avec les Païens, car toutes les religions possibles sont représentées dans mon immense patrie, mais il ne lui est jamais venu à l'idée de les convertir. Seule la répression a fanatisé les Sectes en Russie, mais leur fanatisme se tourne seulement contre le culte officiel, c'est-à-dire contre le gouvernement. Par contre, elles se supportent fort bien, bien qu'elles soient en matière de dogme aux antipodes les unes des autres, et on n'a jamais entendu parler d'une querelle entre elles. Il n'y a que le gouvernement qui soit intolérant en Russie, et encore pour des raisons politiques. Il n'y a pas encore très longtemps, il se vantait d'être, à l'égard des sectes religieuses, le plus tolérant des gouvernements, et même maintenant, à bien regarder, il manifeste de la tolérance ou plutôt une indifférence absolue pour tous les dogmes chrétiens et païens, tant que ceux-ci ne soulèvent pas d'agitation particulière et n'empiètent pas sur le domaine strictement interdit de la

politique. Il accueille avec la même sympathie toutes les sornettes et momeries religieuses, chrétiennes ou païennes, pourvu qu'elles puissent servir – telle une bonne dose d'opium – à abêtir et à endormir le peuple : la religion n'est pour lui qu'un moyen de gouvernement. C'est ainsi, par exemple, qu'il ne s'est jamais donné la peine de convertir au christianisme les Mahométans ou les nombreux Païens habitant en Russie, ce qui, semble-t-il, serait le devoir le plus sacré d'un gouvernement si féru d'orthodoxie ; il est au contraire très souhaitable pour le gouvernement russe de compter des Mahométans au nombre de ses sujets, car il peut se servir d'eux pour faire pression sur les Mahométans de l'Empire turc. Tout autre est son comportement à l'égard de ses Sectes chrétiennes ; il met toute son énergie et tout son zèle à les persécuter car elles présentent pour lui un caractère politique menaçant. Tout autre aussi, la façon dont il traite les Catholiques et les Unitariens en Pologne, en Lithuanie et en Russie Blanche : l'Unitarisme, tout autant que le Catholicisme qui lui est apparenté, sont pour l'Etat russe orthodoxe qui ne reconnaît pas le pape des religions gênantes et rebelles et servent d'armes aux Polonais ; aussi a-t-on dans les temps modernes – comme tout le monde le sait – prêché le Credo grec-orthodoxe hors duquel il n'y a point de salut, en mitraillant et massacrant le peuple <sup>42</sup>.

---

<sup>42</sup> *Note de Bakounine.* – En 1832 et 1833, étant officier russe dans les Gouvernements de Minsk, Wilno et Grodno, j'ai été moi-même témoin de ces conversions sanglantes : Dieu merci ! rien de plus que témoin ! Elles continuèrent encore sous la direction du renégat *SimaÓko*, ancien évêque de l'Eglise unitarienne et maintenant archevêque de l'Eglise russe. On sait que l'unitarisme a pris naissance à la suite de la tentative malheureuse du Concile de Florence de réunir les Eglises grecque et romaine. Il conserva les rites du culte grec tout en reconnaissant le pape ; plus tard, sous l'action des jésuites polonais, il se rapprocha du culte romain. L'unitarisme s'étend sur toute la Russie occidentale jusqu'au Gouvernement de Kiev, y compris la Lithuanie, et, dès ses débuts, il eut à endurer bien des tourments : d'abord du fait des catholiques polonais, et maintenant du gouvernement russe. Officiellement, il n'existe plus en Russie, depuis qu'il fut aboli solennellement par un concile tenu à Polock – en 1838, si je ne me trompe pas – et composé de quelques renégats, de prêtres unitariens achetés ou contraints (car la majorité du clergé unitarien a été envoyée en Sibérie ou emprisonnée). Mais le peuple est resté fidèle à son ancienne foi, et jusqu'à présent, malgré les canons et les baïonnettes, il ne veut

De même, on s'est livré récemment à une propagande officielle en Livonie, Courlande et Esthonie et l'on a poussé le pauvre peuple protestant sans instruction, par des promesses mensongères, à se convertir à la religion grecque, car on craint que le protestantisme puisse servir de trait d'union entre ces provinces et l'Allemagne ou la Suède <sup>43</sup>.

Ces témoignages suffisent, me semble-t-il, pour se convaincre que jamais le peuple russe n'a entrepris une conquête ou n'en entreprendra une par fanatisme religieux ou pour tout autre motif : ce que fait au contraire l'Etat russe, d'autant plus que sa seule raison d'être est de conquérir et d'asservir. Qu'il ne se soucie pas de civiliser les peuples qu'il a soumis, cela résulte du fait que la plupart d'entre eux ont atteint un bien plus haut degré de civilisation que la Russie. Qu'il s'évertue, au contraire, de toutes ses forces à étouffer tous les germes de vie et de civilisation, c'est ce que démontre suffisamment ce qui s'est passé en Pologne, en Lithuanie, dans les provinces baltiques aussi bien qu'en Finlande. Qu'est-il advenu des universités de Varsovie, de Wilno, de Dorport et de tous ces pays jadis si florissants ? Des cimetières silencieux remplis de victimes égorgées ! Le Code civil et criminel russe, les fonctionnaires russes, la pauvreté, l'esclavage, ténèbres et pourriture : voilà les cadeaux dont cet Etat menace les peuples qu'il n'a pas encore conquis.

---

pas reconnaître les prêtres russes ou devenus russes, ni les églises récemment installées : il arrive ainsi que, dans des provinces entières, il n'y a ni baptêmes, ni mariages, ni enterrements religieux. Fait curieux, ces unitariens sont les mêmes *dissidents* que Catherine II avait soutenus avec tant d'empressement à la grande joie des milieux philosophiques remplis d'admiration – Voltaire lui écrivit à ce sujet une lettre de félicitation – et dont l'oppression par la noblesse polonaise si mal conseillée à cette époque lui servit de prétexte pour s'immiscer dans les affaires de la république polonaise afin de procéder par la suite à son partage.

<sup>43</sup> *Note de Bakounine.* – On promet, en effet, à tous les convertis le libre établissement avec des terres dans le sud de la Russie. L'instigateur de tout ce mouvement fut publiquement l'évêque du lieu, Irinarch, c'est-à-dire le gouvernement lui-même. Des communes entières voulurent se convertir et émigrer, au point que le gouvernement se vit bientôt obligé d'employer les canons contre ces masses de pauvres gens qu'il avait soulevés et égarés par ses promesses. On sait aussi par ailleurs avec quel zèle le gouvernement s'emploie à russifier ces provinces.

Pourquoi ces conquêtes ? Continuera-t-il dans cette voie ? Il ne peut faire autrement, il y est obligé. Il le faut pour sa propre conservation. En Russie même, en effet, il n'a pas de vie intérieure, pas d'activité, pas de progrès à attendre, pas de but. Toute sa nature le tourne vers l'extérieur, et seule cette perpétuelle expansion, seuls ces efforts infatigables pour étendre toujours plus loin ses frontières lui donnent sa force toujours tendue et sa monstrueuse vitalité messagère de mort. Dans le monde des idées morales comme dans la nature, tout être ne vit que le temps nécessaire à l'accomplissement de son destin. L'immobilité, c'est la mort, et comme l'Etat russe ne peut progresser que vers l'extérieur, il lui faudrait mourir dès qu'il cesserait de conquérir. J'ai déjà dit que l'Etat russe n'était pas la nation russe, mais c'est seulement un principe abstrait qui pèse sur cette nation. C'est le principe d'une puissance fondée sur l'absolutisme et ne poursuivant que des fins égoïstes, un principe qui plonge les peuples dans les ténèbres et les foule aux pieds au nom du droit divin. C'est le démon du despotisme traqué de partout, qui s'est maintenant réfugié en Russie et s'est retranché dans cet Empire comme dans son dernier bastion : de là il se propagera de nouveau, si possible à travers toute l'Europe, plus sinistre et plus redoutable que jamais. J'ai déjà montré que le peuple russe n'était pas le moins du monde aussi servile et aussi patient qu'on le pense communément ; sous la neige qui semble vouer à la mort cet immense empire, gronde un volcan dont l'éruption est seulement empêchée ou plutôt retardée, parce qu'on éloigne de lui les souffles vivifiants venus de l'Europe. Ce péril est actuellement devenu encore plus grand, depuis que la Pologne est incorporée à la Russie : la Pologne sert de guetteur au peuple russe, elle est un vivant intermédiaire entre l'Europe et lui. La Pologne, selon la belle expression de Jean-Jacques Rousseau, a été avalée par la Russie qui ne l'a pas digérée et même ne la digèrera jamais. La Pologne est la mauvaise conscience de l'Etat russe, elle en est la partie la plus malade, c'est un morceau de chair à vif qu'il ne peut arracher de son organisme sans par là-même le détruire absolument et qui, s'il le conserve, infectera tout le reste de son corps et y portera un feu dévorant. Il est impossible à une Russie soumise au despotisme de vivre à côté

d'une Pologne libre, mais il est aussi impossible à une Pologne asservie de vivre à côté d'une Allemagne vraiment libre, indépendante et unie. Et c'est bien pour cela que la Russie, en tant qu'Etat, est l'ennemi naturel de la puissance allemande, de la liberté et de l'honneur de l'Allemagne et qu'elle ne veut en aucun cas l'unité allemande. Il lui faut donc étendre aussi loin que possible en Allemagne ses conquêtes et son influence pernicieuse, elle y est contrainte pour sa propre conservation. *L'Etat russe en est même arrivé à ce point que sa position d'équilibre, son principal point d'appui se trouvent bien plus en Allemagne, –en Prusse et en Autriche pour plus de précision-, qu'en Russie.* Et pour conserver cet appui, il lui faut mettre toute l'Allemagne sinon immédiatement sous sa domination, mais tout au moins sous son influence directe.

N'est-il pas déjà maintenant installé en Allemagne ? Je ne répondrai pas moi-même, je laisserai parler à ma place un journal allemand, un journal bien connu pour ses principes conservateurs et qu'on pourrait appeler, en raison de sa tendance politique, le « Journal des Débats » allemand, si tant est qu'il puisse exister un « Journal des Débats » dans un pays aussi déchiré que l'Allemagne. Dans le numéro 86 (page 1369, année 1848) de « *Allgemeine Augsburger Zeitung* », je lis ce qui suit :

« Ce n'est qu'en passant sur le cadavre de la Pologne que la Russie pouvait s'avancer jusqu'au cœur de l'Allemagne, et ce n'est que l'écrasement de toute liberté en Allemagne qui pouvait consolider en Pologne la domination du knout. »

Il est ici superflu d'entrer dans le détail de la vieille et fatale histoire des violences perpétrées à l'égard de la Pologne : elles sont dans toutes les mémoires et nous rappellerons simplement un épisode dans la suite des événements qui, depuis quatre vingts ans, se sont abattus sur ce malheureux pays. En 1790, la Prusse s'éveilla à l'idée que la destruction de la Pologne constituait pour elle un péril menaçant et elle conclut un pacte avec la Pologne, la Hollande et l'Angleterre, pour maintenir le statu quo de la « République ».

Deux ans plus tard, elle se laissa de nouveau circonvenir par la Russie et reçut la part la plus importante du butin en paiement de sa trahison politique. *La part de la Prusse, lors du troisième partage de la Pologne, fut la plus forte car il s'agissait alors de retenir la Prusse dans le cercle enchanté de la politique russe. La suite est connue : la Prusse perdit à nouveau la plus grande part de son butin et la Russie atteignit son but qui était de ne laisser subsister aucune Pologne indépendante.* On sait à quels tristes résultats a conduit la politique de blocus pratiquée par la Russie, – politique à laquelle la Prusse elle-même a prêté la main par son traité d'alliance –, et nous n'hésitons pas à voir dans la politique russe menée par la Cour prussienne la véritable et presque unique origine de la Révolution. Le peuple avait le sentiment profond que l'ennemi héréditaire le tenait à la gorge et que le berceau de la monarchie était presque sans défense exposé à ses attaques ; de plus, le système russe de blocus est la cause de l'appauvrissement d'une grande partie de la Silésie ainsi que de la Prusse occidentale et orientale. Tant que ce système de blocus isolera la Pologne, il ne faut point penser assister à un vigoureux épanouissement de ces provinces, et l'on peut facilement se représenter l'état d'esprit que cette situation a suscité et continuellement tenu en éveil. On aspirait à la liberté, non en raison d'une préférence (!) théorique, mais pour se dégager, par la force de l'opinion publique, de l'amitié traîtresse de la Russie qui, de l'avis du peuple, avait ses partisans soudoyés jusque dans le palais du roi. »

Dans un autre article (même année – numéro 80) je trouve encore ce qui suit :

« Nous montrions dans un article précédent, comment, en raison des circonstances actuelles, un rapprochement de l'Allemagne et des Russes tournerait forcément, quoi qu'il arrive, à notre perte. Ce faisant, nous restions, pour ainsi dire, dans le domaine de la théorie. Mais nous savons aussi parler des questions alors débattues en partant du terrain purement pratique de l'expérience. Il y a, en ce qui concerne l'aide de la Russie, un passé instructif derrière nous.



« La Russie s'opposa de bonne heure à la première Révolution française et lui fut hostile, hostile par principe. En 1793, Catherine II expulsa de son pays tous les Français qui n'abjureraient pas les dogmes de la France révolutionnaire et reconnut le comte de Provence comme régent de la France. Paul, le fils de Catherine, interdit, dès le début de son règne, de porter des costumes à la française ; il ne tolérait pas que l'académie russe parlât des “révolutions” célestes ; il déclarait en juillet 1799 que le gouvernement au pouvoir en France était “anarchique” et “réprouvé de Dieu” ; et il interdit aux bateaux et aux ressortissants danois l'entrée en Russie, “parce qu'il y avait à Copenhague et dans tout le Danemark des clubs et des sociétés dont les principes étaient analogues à ceux qu'avait propagés la Révolution française, et parce que le gouvernement danois l'avait permis.” La seconde Coalition contre la République, si elle ne fut pas directement son œuvre, répondait en tout cas aux vœux les plus chers du tsar. Cependant, dès que commença à surgir en France, – en partie précisément à cause de cette coalition –, la monarchie de type militaire, des relations de caractère amical se nouèrent alors entre notre voisin de l'Est et celui de l'Ouest. Paul entretint une correspondance intime avec Napoléon, *dans laquelle il était discuté du futur Statut de l'Allemagne*. L'assassinat de l'Empereur de Russie ne modifia en rien ces rapports. Son successeur, Alexandre, trouva plus avantageux de marcher avec les Français que contre eux. Dans les clauses secrètes du 11 octobre 1801, le Cabinet de Saint-Pétersbourg et le Cabinet de Paris se mirent d'accord sur un arrangement commun en ce qui concerne l'Allemagne. Le 18 août 1802, les plénipotentiaires français et russes présentèrent à la délégation de l'Empire un plan que les deux puissances avaient établi *en vue d'une nouvelle répartition territoriale de l'Allemagne, et fixèrent un délai de deux mois pour terminer les négociations*. Le plan fut accepté et la première conséquence de cette guerre de principes engagée par la Russie avec l'Allemagne et contre la France fut la suppression des trois Electorats ecclésiastiques de Mayence, Trèves et Cologne, la perte de leur indépendance pour tous les évêchés et abbayes encore

existants, pour tous les petits comtes et chevaliers immédiats, pour toutes les villes libres sauf six, enfin la prise de possession de Salzbourg par le Grand Duc de Toscane et du Brisgau par le Duc de Modène. *Toutes les fois que la Russie combat aux côtés de l'Allemagne, cela aura comme première conséquence la destruction des plus petits Etats, non au profit de la liberté allemande, mais des souverains étrangers et de la puissance de l'absolutisme.*

« L'avertissement de 1802 était parfaitement clair, mais les Cabinets allemands firent la sourde oreille. Lorsque l'Autriche entra de nouveau en guerre contre Napoléon, le reste de l'Allemagne ne se dressa pas à ses côtés. Nos Princes observèrent une honteuse neutralité ou firent plus de cas d'un accroissement de territoires, encore plus honteux, que de l'appartenance à une même nationalité. Le jour de la bataille des trois Empereurs (2 décembre 1805), ce ne fut pas une armée prussienne qui combattit aux côtés de l'armée autrichienne, mais une armée russe. Le Lorrain battu ne trouva pas le moindre appui sérieux auprès du Romanov associé à lui dans la défaite : les officiers russes parlaient de l'Allemagne comme de la partie la plus méprisable du monde <sup>44</sup>.

« Gentz n'était certes pas un superpatriote, mais il eut ses entrailles "allemandes" toutes retournées, lorsqu'il vit les

---

<sup>44</sup> *Note de Bakounine.* – A ce point de vue, il n'y a encore aucun changement. Les dirigeants entretiennent et excitent avec soin chez le peuple russe la haine et surtout le mépris à l'égard de l'Allemagne. Lorsque les Gardes russes rentrèrent à Pétersbourg après les célèbres manœuvres de Kalisz – organisées dans l'intention précise de faire fraterniser les armées russe et prussienne –, ils se rencontrèrent avec le Lieutenant-Général von Bistrom, aujourd'hui décédé, qui commandait alors le corps de la Garde ; dès qu'on eut échangé les premières salutations, il leur demanda : "Eh bien, les enfants ! vous avez vu les soldats allemands : rien que de la merde, n'est-il pas vrai ?" – "De la merde ! Votre Excellence." – "Parbleu, je le savais bien !" répondit le Général qui était lui-même un Allemand et qui ne pouvait même pas parler le russe correctement. Malheur à celui qui se fût permis en Russie de dire que l'Empereur Nicolas était un Holstein-Gottorp et non un Romanov, avait une ascendance allemande et non russe ! La Sibérie eût été pour lui une trop faible punition.

Autrichiens foulés aux pieds par les Russes et qu'il apprit comment le Grand Duc Constantin se comportait à leur égard, et la paix de Presbourg (21 décembre 1805) marqua la fin de l'alliance russo-allemande. Elle fit perdre à l'Autriche 1000 milles carrés de territoires, trois millions d'habitants et quinze millions de florins de revenus. *La deuxième conséquence de la lutte russo-allemande contre la France fut l'affaiblissement de l'une des grandes puissances allemandes sans avantage immédiat pour la Russie.*

« Nous devons subir encore une troisième conséquence.

« Devant le tombeau de Frédéric le Grand, le roi de Prusse et le tsar de Russie s'étaient félicités de leur éternelle amitié. Les liens personnels entre les deux souverains, la même crainte qu'inspirait à tous deux Napoléon, semblaient rendre indissoluble leur alliance contre l'Empereur des Français. Après la bataille de Friedland, Alexandre avait encore des moyens plus que suffisants pour mener contre les Français une longue guerre au profit de la Prusse, mais il ne jugea pas utile de s'y engager. A la paix de Tilsit (7-9 juillet 1807), la Prusse perdit la moitié de ses Etats, *tandis que la Russie recevait le district de Bialystok jusque là prussien* (grand de 206 milles carrés) <sup>45</sup>.

« Une clause secrète précisait que si la Sublime Porte, – *sur les territoires de laquelle la Russie avait jeté depuis longtemps des regards de convoitise* –, se refusait à accepter dans sa guerre avec le tsar la médiation de Napoléon, alors la France et la Russie lui feraient en commun la guerre et lui retireraient toutes ses possessions européennes à l'exclusion de la Roumélie et de Constantinople. *La troisième conséquence de l'alliance russo-allemande fut l'affaiblissement de la seconde grande puissance allemande pour le profit direct de la Russie, les prétentions acquises par la Russie sur les principautés danubiennes, territoire si*

---

<sup>45</sup> *Note de Bakounine.* – Et elle réclamait encore Dantzig, ce que cependant Napoléon ne lui accorda pas.

*important pour nous* <sup>46</sup>, et l'alliance que conclurent dès lors entre elles la Russie et la France.

« Si l'amitié de la Russie nous avait conduits à deux doigts de l'abîme, son inimitié menaça de nous y précipiter tout à fait. Au mépris des clauses de la paix de Tilsit, qui stipulaient le retrait des troupes russes des territoires de la Moldavie et de la Valachie, elles y restèrent avec le consentement de la France jusqu'au Congrès d'Erfurt : là, Napoléon donna son assentiment à la réunion de la Moldavie et de la Valachie à l'Empire russe. Cette réunion fut effectuée peu après, ce fut pour notre sud-est allemand comme une ligature d'artère et *une nouvelle extension de l'Empire des tsars, aux dépens directs de l'Allemagne eut lieu le 14 octobre 1809*. A la paix de Vienne, l'Autriche céda à la Russie alliée de la France une partie de la Galicie orientale, forte de 400.000 habitants. Que l'alliance de la France avec la Russie ait duré encore quelques années, et *l'Allemagne n'était plus qu'un concept démodé, un souvenir historique*. Il est vrai que l'esprit conquérant de Napoléon nous sauva d'un tel malheur, mais avant d'être sauvés nous devions recevoir de nouveaux témoignages des sentiments que nourrit la Russie à l'égard de l'Allemagne.

« Pour être forte contre la France, la Russie signa avec la Suède le 24 mars 1812 un traité d'alliance offensive et défensive, dont le troisième article stipulait ce qui suit : la Suède obtient la Norvège que le Danemark doit lui céder. Si le Danemark le fait de bon gré, *il recevra en échange des compensations en Allemagne*. Dans un quatrième article, Alexandre se faisait reconnaître par la Suède *le droit de porter les frontières de la Russie jusqu'à la Vistule*. En janvier 1813, les Russes étaient dans notre patrie : ce n'était dans leurs proclamations qu'amour pour l'Allemagne et haine pour la France. Voici ce qu'on entendait : « Le peuple russe tend la main aux Allemands pour les libérer », « l'avance des armées russes est guidée par des fins élevées et au-dessus de tout égoïsme ». Que peu après *dans la Saxe conquise un*

---

<sup>46</sup> *Note de Bakounine*. – Mais maintenant, c'est l'Autriche qui livre absolument à la Russie les principautés danubiennes et la Turquie.

*Gouverneur Général russe exerçât un pouvoir absolu, nommât les officiers jusqu'au grade de capitaine, tandis que, sur ses propositions, l'Empereur de Russie choisissait les officiers supérieurs, c'est ce qui passa presque inaperçu dans la fièvre des événements. Par contre, on put voir plus clairement ce que voulait en définitive la Russie, lors des négociations ultérieures entre les puissances européennes.*

« Comme condition préalable à ces pourparlers qui conduisirent le 30 mai au premier traité de Paris, Alexandre stipula que la Lorraine et l'Alsace devaient rester françaises <sup>47</sup>.

« *Au Congrès de Vienne, la Russie réclama pour elle toute la Pologne et prétendit « que cette-exigence était pour l'empire des Tsars un devoir moral, qu'elle était indispensable pour améliorer l'administration des sujets polonais de Sa Majesté Impériale, et pour les habitants du Grand Duché de Varsovie qui, présentement en vertu de l'occupation militaire du Grand Duché, étaient pareillement sujets de l'Empire » : ceci est une indication de ce que la Russie, peut-être maintenant que s'est éveillée l'idée de panslavisme, pourrait considérer à l'occasion comme un devoir moral. C'est avec peine que les puissances récalcitrantes arrivèrent à obtenir d'Alexandre qu'il se contentât de l'actuel royaume de Pologne, constitué au traité de Tilsit pour une bonne part par des cessions de territoires prussiens, c'est-à-dire allemands. Puis, lorsque Louis XVIII fut pour la seconde fois rétabli en France avec l'aide d'armées surtout allemandes, Alexandre obtint du nouveau roi la promesse qu'il appuierait les projets de la Russie concernant la Pologne et l'Orient, et si le second traité de Paris (20 novembre 1815) n'eut pas pour nous Allemands une issue plus favorable, la responsabilité en incombe, outre l'Angleterre, surtout à la Russie.*

---

<sup>47</sup> *Note de Bakounine.* – En cela, il a fort bien agi. Il n'est dans l'intérêt ni de la civilisation, ni de la liberté, ni du bonheur de l'Europe, d'amoindrir la grande France. La Lorraine et l'Alsace, bien que de souche allemande, sont devenues entièrement françaises de sentiment et d'inclination, ce qu'elles ont maintes fois montré de façon éclatante pendant les guerres de la Révolution, et, plus tard, lorsque les Alliés ont envahi la France.

« Durant ces vingt-trois années 1792-1815, la Russie, en tant que notre allié par principe contre la France, nous a fait plus de tort que si elle avait été ouvertement alliée de la France contre nous. *Dans les trente-trois années suivantes, de 1815 à 1848, le dommage tant moral que matériel qu'elle nous a causé, alors qu'elle était également notre allié par principe contre la France, tout le monde en Allemagne peut en parler*, et l'affaire des bouches du Danube en témoigne avec assez de clarté. *Ce n'est pas dans la personnalité d'un empereur russe particulier que réside pour nous le danger de l'Empire des tsars, mais bien dans l'orientation de la politique russe, telle qu'elle résulte du caractère de l'Etat.* Cette aversion que Paul ressentait par principe contre la France se termina par un accord de la France et de la Russie contre nous ; l'aversion de principe d'Alexandre contre Napoléon se termina par un arrangement entre les deux empereurs qui *tendait à livrer l'Est de l'Europe à celui-là et l'Ouest à celui-ci.* L'aversion de principe de l'Empereur Nicolas contre la France constitutionnelle prit fin, *peu avant la Révolution de juillet 1830, par une entente entre le tsar et Charles X, selon laquelle celui-là pouvait étendre ses frontières à l'est de notre continent et celui-ci s'emparer de la rive gauche du Rhin.* Quant à la disparition au cours du temps de l'aversion de principe du même Nicolas contre Louis-Philippe, nous en vîmes, ces derniers mois, un indice très net dans les emprunts de la Russie. Si l'on écrivait l'histoire secrète de ce Roi des Français chassé de son trône, on pourrait y lire que cette amitié récente entre l'Est et l'Ouest était une alliance en vue de détruire l'Allemagne et, quelque résolue que puisse être encore maintenant la haine de principe de la Russie contre la République, le jour ne se fera probablement pas attendre où la République et la Monarchie absolue agiront contre l'Allemagne, d'abord secrètement, puis ouvertement <sup>48</sup>. »

---

<sup>48</sup> **Note de Bakounine.** – L'auteur de l'article juge la France actuelle et la République française actuelle d'après la première République qui portait en elle la possibilité de se transformer en une monarchie militaire. La France, ainsi que les circonstances, ont depuis cette époque entièrement changé.

L'auteur de cet article conclut la première partie en ces termes :

« Nous serons les Polonais du XIX<sup>e</sup> siècle si, dans la tempête qui secoue actuellement le monde, nous n'avons pas la ferme résolution de nous maintenir debout sans l'aide étrangère. »

Ainsi s'exprime l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*. Et d'abord je n'ai pas besoin de dire que je n'approuve en aucune façon l'esprit dans lequel cet article a été rédigé. Son auteur appartient de façon évidente à ce parti conservateur, bruyamment teutomane, mangeur de peuples qui admire dans le secret de son cœur le gigantesque égoïsme de la politique russe et regrette seulement que l'Allemagne ne puisse se mettre à la place de la Russie, à ce parti qui non seulement veut maintenir par la force sous la domination allemande les peuples étrangers qui gémissent encore sous le joug prussien et autrichien, mais encore serait prêt à pleurer parce que le monde entier n'est pas né « teuton », à ce parti enfin qui, durant les deux dernières années, a précisément le plus contribué à ruiner les espérances les plus légitimes de l'Allemagne. Mais les faits restent les faits et quant à la crainte, manifestée par l'auteur à la fin de son article, que l'Allemagne pourrait connaître le triste sort de la Pologne, elle est non seulement fondée mais même en voie de réalisation.

L'Allemagne, considérée dans son ensemble, se trouve déjà maintenant dans la même situation intérieure – et peut-être dans une situation pire – que la Pologne à la veille de son premier partage. La Pologne était déchirée et livrée aux mains de ses ennemis par l'ambition antipatriotique de ses Magnats ; l'Allemagne l'est à son tour par les intérêts contradictoires de ses trente dynasties, par le manque total d'esprit patriotique de son aristocratie, et – dois-je le dire ? – par la mentalité loyale, mais sans patriotisme, de ses militaires ou par leur aveuglement : toutes ces circonstances sont bien connues des diplomates russes qui se sont empressés d'en tirer parti et, en me servant d'une expression que le prince Metternich, peu avant la Révolution de

février, employa au sujet de l'Italie dans sa correspondance avec Lord Palmerston, je dirai que, pour le Cabinet russe, le mot « Allemagne » n'est plus depuis longtemps un concept politique, mais seulement « une expression géographique ».

Pour prendre connaissance des dernières intentions de la Russie à l'égard de l'Allemagne, il suffit d'ouvrir le célèbre *Portfolio* qui ne contient, comme on le sait, que des actes authentiques et officiels ; on peut trouver encore d'intéressants renseignements dans le « *Pentarchie* » qui est aussi connu, tout au moins du public allemand<sup>49</sup>. On peut définir en peu de mots la politique du Cabinet de Pétersbourg : tenir en échec l'Autriche et la Prusse par le moyen de leurs possessions non allemandes et de leur rivalité réciproque, et protéger l'Allemagne du Sud contre ces deux puissances et principalement contre la Prusse. Mais *protéger* signifie dans la langue officielle de la Russie : démoraliser, isoler, dominer. C'est ainsi que la Russie a protégé les Dissidents polonais contre les catholiques polonais, la Pologne elle-même contre la Prusse et l'Autriche, c'est ainsi qu'elle s'est posée en protecteur officiel de la Moldavie et de la Valachie, qu'elle a pris sous sa haute protection la Serbie dans l'Empire Turc, qu'elle protège même la Turquie et la Grèce : bien plus, c'est ainsi qu'elle protège déjà l'Allemagne. Avant de conquérir, la Russie commence toujours par protéger.

Protéger signifie aussi dans cette langue partager. Le Cabinet russe est trop discret pour jamais réclamer le tout pour lui seul ; d'habitude, il se contente pour commencer de la plus petite partie du butin, laissant la plus importante à son complice ; plus tard, il trouve bien une occasion d'obtenir la récompense de sa discrétion. Malgré ses armées, le gouvernement russe ne se sent pas la force, à lui tout seul, d'assassiner la liberté et d'asservir l'Europe ; il sait très bien qu'il n'a pas à compter sur les sympathies de ses propres peuples et qu'il suffit d'une révolte énergique des peuples libres de l'Europe pour la faire éclater aussi chez les siens. Le Cabinet russe sent et sait combien sa situation est périlleuse, aussi n'agit-il qu'avec la plus grande

---

<sup>49</sup> Titre complet : *la Pentarchie européenne*, de K.E. von Goldmann, publié en 1839.



prudence ; le principal effort ainsi que tout le secret de sa diplomatie consistent à trouver des complices et à entraîner les plus puissants de ses rivaux et de ses adversaires à participer à ses propres brigandages. C'est avec la Pologne qu'il a appris combien cette politique lui était profitable. Ainsi, non seulement il fait périr le pays qu'il a condamné à une mort *immédiate*, mais encore il s'empare de l'esprit de ses complices mêmes, de leur liberté de mouvement et de leur indépendance, il les attire sans retour possible dans le « cercle enchanté » de son activité funeste, il détruit cet esprit de justice, d'humanité et de liberté qui lui est ennemi et répand au delà des frontières de son Empire son influence démoralisatrice. Car démoraliser signifie pour *cette Russie-là* conquérir.

Ce qu'a déjà fait la Russie depuis 1815 pour démoraliser les pays allemands, tout le monde le sait et peut en parler, pour reprendre l'expression de l'auteur de l'article ci-dessus ; disons la vérité toute nue : la Russie, par l'intermédiaire de l'Autriche et de la Prusse, ainsi que par son rôle de protecteur de l'Allemagne du Sud, fut le génie invisible qui a dirigé la Confédération Germanique. Quant à l'intention philanthropique de partager l'Allemagne, elle ne lui fut pas étrangère et elle ne l'est pas encore, comme le montre suffisamment le fait authentique également signalé par le même auteur : peu avant la Révolution de juillet, l'Empereur de Russie et Charles X n'avaient rien moins entrepris que *le premier partage de l'Allemagne*. Certes, si le tsar actuel peut reprocher quelque chose à son prédécesseur, c'est seulement de ne pas avoir mieux profité du bon vouloir de Napoléon ; tout le monde connaît l'admiration que l'Empereur affectait pour Napoléon et ce n'est pas en vain qu'il a offert la main de sa fille aînée au duc de Leuchtenberg : il espérait l'avènement en France d'un second Napoléon. En 1848, la chute de Louis-Philippe l'avait beaucoup moins inquiété que l'agitation en Allemagne : en France, il mettait son espoir dans une république militaire, et, avec elle, dans une alliance franco-russe dirigée contre l'Allemagne et l'Angleterre. Il souhaitait même la Présidence effective de Monsieur de Lamartine, car ce dernier, peu après son retour d'Orient, s'était nettement prononcé pour

une telle alliance<sup>50</sup> et avait agi dans ce sens par ses discours et ses écrits. On sait quelle activité a déployée la Russie lors de l'élection de Monsieur Louis Bonaparte à la Présidence de la République française, présidence qui, selon les calculs insensés du Cabinet russe et de beaucoup d'autres, devait lui permettre d'accéder au trône. La Russie s'est trompée : jamais la France démocratique, – et il n'y en a pas une autre aujourd'hui malgré tout ce qu'on peut tenter de l'extérieur et de l'intérieur –, jamais la France ne retournera à la monarchie ni à une république militaire et elle préférera de beaucoup s'allier à l'Angleterre ou à une Allemagne libre, – dans le cas où il en existera une –, contre le despotisme russe, qu'avec ce dernier contre la liberté de l'Allemagne et de tous les peuples. Le Cabinet de Pétersbourg sera bien alors obligé de renoncer à l'alliance française. Il s'est déjà consolé et il a trouvé contre l'Allemagne et contre la liberté un nouvel et meilleur allié. *Cet allié, c'est l'Autriche.*

Je sais, Monsieur, que vous ne prendrez pas en mauvaise part le fait de parler si librement des intérêts de votre patrie. Je ne suis en effet, comme vous le voyez, animé d'aucun sentiment d'hostilité. Mais il se pourrait sans doute que j'aie besoin d'une excuse auprès de mes juges, car une telle ingérence, – fût-elle seulement théorique –, pourrait leur sembler superflue et même déplacée dans la défense écrite d'un étranger, d'un Russe. J'invite donc mes juges inflexibles à ne pas oublier que les destins de

---

<sup>50</sup> **Note de Bakounine.** – Dans une brochure ayant pour titre « L'Orient », où, en termes très précis, il ne propose rien moins que le partage de la Turquie entre la France et la Russie de la façon suivante : la France prendrait pour elle la Syrie et l'Egypte, tandis qu'on abandonnerait à la Russie la Turquie d'Europe avec Constantinople ; naturellement, la Belgique et les provinces rhénanes avaient leur place dans ces projets d'« arrondissement ». Monsieur de Lamartine appartenait aussi, comme on le sait, au parti de Molé qu'il soutenait avec empressement, en 1839, contre ce qu'on appelait alors la Coalition. Molé est un homme d'Etat disciple de Napoléon et partisan zélé de l'alliance russe ; son journal « La Presse » est – ou du moins était – à la solde de la Russie. Dans tous ses écrits et tout particulièrement dans « L'Histoire des Girondins », Monsieur de Lamartine est apparu comme un ennemi déclaré des Polonais, ce qui l'a rendu encore plus sympathique aux yeux du Cabinet russe. En tant que ministre des Affaires Etrangères, il a, tout à fait ouvertement, trahi les Polonais au profit de la Russie ; je reviendra plus loin sur ce dernier point.

tous les peuples européens sont aujourd'hui enchevêtrés de si étrange manière, qu'aucune puissance humaine ne peut les désunir. Il n'y a plus à notre époque beaucoup d'histoires différentes, mais une seule grande histoire dans laquelle chaque nation a son rôle à jouer, qui dépend étroitement de l'action et des efforts de toutes les autres nations. C'est ainsi que j'ai déjà souligné qu'il fallait chercher le plus solide soutien de l'Etat russe bien davantage en Allemagne qu'en Russie même ; l'avenir immédiat de la Russie dépend entièrement de la tournure que prendront les événements en Allemagne et il m'est ainsi impossible de parler de façon détaillée de l'Empire russe et des Slaves sans soulever la question de la situation intérieure de votre patrie.

Jamais peut-être l'Allemagne n'a été dans une position aussi critique que maintenant.

L'Allemagne est un pays magnifique ! Un peuple de près de trente-cinq millions d'habitants, – les teutomanes rêvent même de soixante-dix millions, mais en tant que Slave je ne puis naturellement pas les approuver –, un peuple doué de tout ce qui peut constituer la civilisation, la richesse et le progrès, avec une culture dont l'universalité et la profondeur ne se retrouvent nulle part ailleurs, dans aucune partie du monde ! Toutes les conditions de réussite et de puissance semblent réunies chez ce peuple béni pour en faire un des plus florissants, des plus forts et des plus heureux ! Et pourtant l'Allemagne n'est pas une nation, n'est pas une puissance. Elle n'a pas un peuple et, aujourd'hui, sans peuple il n'y a ni force durable, ni vie. Comment le peuple allemand en est-il arrivé à ne pas être un véritable peuple, vous le savez mieux que moi et vous comprenez aussi ce que j'entends par là : il n'a pas d'unité dans sa conscience, pas d'unité dans sa vie politique et par suite il lui manque dans sa politique le sentiment de sa force, la puissance suffisante pour faire prévaloir son génie et pour protéger ses membres isolés, déchirés entre eux, contre l'influence étrangère, contre les conquêtes et les partages. Aucune fraction particulière de l'Allemagne n'est en effet assez puissante pour résister à la longue à cette pression de l'Empire russe toujours plus menaçante et plus pesante.

Plaçons-nous, par exemple, dans le cas d'une guerre entre la Russie et la Prusse seule, qui est pourtant l'Etat allemand le plus puissant. Indépendamment même des difficultés qu'entraîneraient nécessairement pour la Prusse ses possessions polonaises, il lui faudrait, malgré sa Landwehr et son organisation militaire par ailleurs si parfaite, succomber sous les coups répétés des armes russes. Je ne dis certes pas cela par orgueil patriotique, car je ne ressens vraiment pas la moindre sympathie pour les conquêtes de l'Etat russe ; il écraserait la Prusse rien qu'avec le poids de sa masse, elle serait de nouveau forcée, comme en 1813, de faire appel à ses frères allemands, même au peuple allemand, et ce serait la Révolution allemande, que la Prusse redoute par dessus tout. Et maintenant, quand on songe qu'entre la Prusse et la Russie il y a toute la Pologne, que la Prusse possède un morceau de ce pays volé et qu'il est impossible d'imaginer la Pologne paisible spectatrice et n'osant pas tenter une fois de plus de se libérer, alors on verra qu'une telle guerre doit forcément se terminer pour la Prusse soit par la cession forcée de ses provinces polonaises à la Russie, soit par leur libération dirigée contre la Russie. Dans les deux cas, la Prusse perdrait alors ces provinces, et avec elles aussi son équilibre actuel et ce qui conditionne sa situation présente et sa puissance. Elle se verrait forcée – comme l'a dit clairement en 1848 Sa Majesté Royale – d'être effectivement incorporée à l'Allemagne. C'est pourquoi, tant que la Prusse voudra échapper à une transformation radicale de la situation politique en Allemagne et se maintenir comme un Etat particulier, en dehors de l'Allemagne, il lui *faudra* éviter toute guerre avec la Russie, il lui *faudra* accepter l'intervention arrogante de cette dernière dans les affaires allemandes, il lui *faudra* rester dans la dépendance de la Russie.

Si elle ne veut pas être absorbée par l'Allemagne, elle voudrait en revanche rendre l'Allemagne prussienne. Elle le désirerait, mais elle ne le peut pas, et elle ne le peut pas parce qu'un renforcement de la Prusse par l'Allemagne, pas plus qu'un renforcement de l'Allemagne par la Prusse ne répondent aux visées de la Russie sur l'Allemagne et la Prusse ; elle ne le peut pas parce que l'Autriche résiste de toutes ses forces et enfin parce que les événements des deux dernières années n'ont guère

beaucoup contribué à diminuer la violente antipathie des peuples de l'Allemagne contre la Prusse. La Prusse viendrait peut-être à bout des deux premiers obstacles, c'est-à-dire la Russie et l'Autriche, si elle savait seulement gagner la sympathie du peuple allemand : en supposant toujours naturellement que, trouvant dans l'Allemagne un nouvel appui pour sa force, elle se déciderait à dresser une Pologne libre face au tsarisme despotique. Il ne serait pas alors impossible aux peuples de l'Allemagne de se résoudre finalement à sacrifier aux intérêts majeurs de leur patrie commune leur haine à l'égard de la Prusse, car les peuples sont d'habitude guidés par de grands instincts et capables de grands sacrifices. Mais jamais les multiples dynasties qui se partagent l'Allemagne ne reconnaîtront de bon gré l'hégémonie prussienne, car il n'y a pas le moindre doute qu'elle réduirait à rien leur souveraineté et même en dernier ressort leur existence. On n'a jamais encore rencontré dans l'histoire l'exemple d'un suicide politique volontaire au profit d'une communauté et c'est d'ailleurs tout à fait contre nature. Toute puissance, aussi limitée et petite soit-elle, serait-elle la plus inique et la plus malfaisante du monde, cherche à se maintenir aussi longtemps qu'elle peut. Les dynasties allemandes ne feront certes pas exception à cette règle, et cet obstacle, dont la Russie et l'Autriche ont tiré un bon parti, est insurmontable pour la diplomatie prussienne sur le terrain de la légalité.

L'état actuel de l'Allemagne est donc très critique. Elle a tout pour être grande et forte, et malgré cela elle est impuissante, à la merci de toutes les influences extérieures, je pourrais presque dire livrée sans défense à toute attaque venue du dehors. Elle a un ennemi terrible qui, tel un vautour vorace, guette sa fin ; pour affronter cet ennemi, elle aurait besoin de toutes ses forces unies, de toute l'énergie que donne l'enthousiasme de la liberté, et elle s'efforce encore en vain de parvenir à cette unité et de former un peuple : elle est divisée en plus de trente morceaux qui sont gouvernés par autant de princes indépendants dont les intérêts dynastiques sont diamétralement opposés aux intérêts de l'Allemagne dans sa totalité. Et celle-ci, pour maintenir son existence en face de la pression russe, a besoin d'unité, elle a besoin d'un resserrement *effectif et résolu* et, par dessus tout,

d'être prise dans un mouvement durable et plein de vie, pour rajeunir son vieux sang appauvri ; seul, en effet, un sang frais peut réunir en un tout vivant et plein de force ses membres déchirés qui, depuis longtemps séparés, seront bientôt saisis par le froid de la mort. L'instinct de conservation des dynasties princières réclame au contraire le calme, le maintien ou plutôt le rétablissement de l'ancien état de choses : tout changement qui irait au delà d'une trompeuse illusion serait mortel pour leur indépendance. Seul donc le peuple allemand peut créer l'unité organique de l'Allemagne, car seul le peuple recèle en lui le sang, la sève et la vie ; au contraire, les princes allemands sont tout au plus capables de réaliser une union purement mécanique, et encore est-elle très problématique.

Qu'est-ce donc qui empêche les princes allemands, pourra-t-on peut-être m'objecter, de se mettre d'accord pour le salut de l'Allemagne ? La réponse est simple : *leur jalousie réciproque et bien fondée*. La diplomatie repose par nature non pas sur la confiance mais sur la méfiance, et nul, mieux que les diplomates, ne sait combien ils sont peu fondés à se fier les uns aux autres. Certes, cela sonne bien quand on parle de l'entente mutuelle et désintéressée des gouvernements allemands, mais je pose simplement la question : qui y croit ? Certainement pas les gouvernements : il leur faudrait alors méconnaître leur propre situation et avoir totalement oublié l'histoire. Ce ne sont pas seulement la France et la Russie qui se sont agrandies aux dépens de l'Allemagne : quelqu'un ignore-t-il l'histoire des agrandissements de la Prusse ? L'Autriche, par exemple, peut-elle oublier que la Prusse a assisté avec une joie maligne et égoïste, à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci, aux défaites continuelles que lui ont infligées les armées françaises, et qu'elle a même profité des victoires de Napoléon et des malheurs de la monarchie autrichienne pour se faire donner en cadeau par le grand vainqueur la province de Westphalie ? Le gouvernement du Hanovre peut-il oublier que la Prusse a également jeté des regards d'envie sur le Hanovre et en 1806 s'en est effectivement emparé, ne fût-ce que quelque temps, avec la permission de l'Empereur des Français ? La diplomatie saxonne peut-elle oublier que cette même Prusse, exploitant le grand

enthousiasme qui s'était emparé de toute l'Allemagne lors de la guerre de Libération, a pris pour elle en 1815 plus de la moitié de la Saxe ? Et enfin, les gouvernements de l'Allemagne du Sud ont-ils mal compris l'avertissement significatif que leur a donné en 1814 la prise de possession de la province rhénane ? Et qui croira, qui peut croire que, si cette Prusse avait maintenant une nouvelle occasion de s'emparer de quelque partie de l'Allemagne, elle ne la mettrait pas à profit, et qu'un sentiment idyllique de la justice ou peut-être de tendres égards pour ses alliés allemands l'éloigneraient d'une telle entreprise ? Qui n'est pas convaincu que l'hégémonie ou même une dictature seulement provisoire de la Prusse sur l'Allemagne entraînerait un affaiblissement progressif des autres princes allemands au profit de la puissance prussienne et en ferait bientôt des princes médiatisés ?

Il est possible qu'un nouvel agrandissement de la Prusse en Allemagne tourne à l'avantage de cette dernière ; du moins il est hors de question que l'Allemagne puisse prendre vis-à-vis de la Russie une attitude beaucoup plus indépendante, il n'y a pas le moindre doute que les autres princes allemands auraient, dans un tel changement, beaucoup à perdre, sinon tout, et par suite on ne peut vraiment pas leur en vouloir s'ils montrent de la méfiance à l'égard de la Prusse. A première vue, ils se sentiraient beaucoup plus en sécurité sous l'hégémonie autrichienne, car c'est actuellement l'intérêt de l'Autriche de les protéger, eux et leurs droits légitimes, contre les aspirations des peuples allemands à la liberté et à l'unité, ainsi que contre le désir de domination de la Prusse. Mais l'hégémonie autrichienne pose une nouvelle question délicate : en premier lieu, l'Autriche n'est plus une puissance allemande, ses prétentions sur l'Allemagne vont directement à l'encontre de la sécurité, de la force et de la liberté de la nation allemande – tout ce que j'avance ici, je m'efforcerais de le démontrer par la suite –. L'Autriche dépend par trop maintenant de la Russie, bien davantage que la Prusse ; le Cabinet de Saint-Pétersbourg a pris cette dernière dans les filets de son amitié, mais elle peut encore s'en échapper, l'Autriche ne le peut plus : elle se trouve liée par les ménagements qu'elle est obligée de prendre à l'égard de la masse largement majoritaire de ses sujets non-allemands et principalement slaves auxquels elle a

fait des promesses précises. En un mot, malgré ses toutes récentes victoires en Italie et en Hongrie, c'est un Etat malade qui ne jouit plus de son ancienne liberté de mouvement, car il est blessé au coeur : il a bu le poison irrémédiablement mortel de l'assistance russe.

En outre, la Prusse ne tolérera pas davantage une hégémonie autrichienne en Allemagne que l'Autriche n'en aurait supporté une prussienne. Depuis que la Prusse est devenue un royaume, c'est-à-dire depuis un siècle et demi, elle s'est toujours efforcée de repousser l'Autriche hors de l'Allemagne et d'y occuper sa place. Tout ce qu'elle a fait et entrepris était systématiquement calculé selon ce plan immuable et, pour atteindre ce but, elle n'a dédaigné et redouté ni l'alliance, au plus haut point anti-allemande, avec la République française et avec Napoléon, ni l'alliance avec la Russie. C'est encore dans cette intention, c'est-à-dire contre l'Autriche, qu'elle a fondé l'Union Douanière allemande, indépendamment de sa grande et indiscutable utilité pour l'ensemble de l'Allemagne : et lui faudrait-il donc maintenant renoncer brusquement aux fruits d'un travail qui lui a coûté tant de calculs et de peine, aux avantages acquis au prix de tant de sang et de tant d'autres sacrifices, faire revivre en Allemagne cette influence de l'Autriche qui était en train de mourir et se soumettre à son hégémonie ? Agir ainsi serait un véritable suicide ; la Prusse doit persévérer et continuer à marcher dans la voie où elle s'est une fois engagée, il lui faut combattre l'influence autrichienne en Allemagne jusqu'à sa totale destruction, il lui faut poursuivre encore plus loin ses conquêtes en Allemagne, sinon elle pourrait bien ne se maintenir que difficilement au rang qu'elle occupe présentement.

La Prusse est encore bien loin d'avoir atteint ce but suprême et pour l'instant elle n'en est qu'à mi-chemin. Certes, elle s'est élevée jusqu'à être une puissance de premier rang, mais elle a un mal extrême à se maintenir à cette place. Elle ne la doit pas à sa situation naturelle, mais uniquement à son organisation militaire créée de toutes pièces et, pour ainsi dire, toujours en état de tension ; elle la doit à l'habileté de sa diplomatie et surtout au puissant soutien moral du reste de l'Allemagne qui, malgré son aversion résolue contre l'âme prussienne et malgré tant d'amères



désillusions, attend toujours pourtant de la Prusse sa future libération. D'autre part, la Prusse ne compte que seize millions d'âmes, tandis que l'Autriche compte trente-sept millions d'habitants, la France plus de trente-cinq millions, la Russie environ soixante millions, – sans parler de l'Angleterre qui, à côté de ses vingt-cinq millions d'habitants, possède de par sa position insulaire, sa marine, sa richesse et son commerce, bien d'autres facteurs de puissance et de sécurité, face à ses ennemis de l'extérieur : ainsi le rapport des forces est terriblement désavantageux pour la Prusse et ce désavantage n'est pas même compensé par une situation géographique favorable, car celle de la Prusse est, comme on le sait, du point de vue stratégique, la plus désastreuse qui soit au monde en raison de son territoire trop étiré en longueur et trop réduit en largeur. Et cette infériorité de la Prusse n'est en aucune façon compensée par une union extrêmement étroite de ses provinces, car, en laissant entièrement de côté ses possessions polonaises, on peut dire que les liens qui unissent à l'Etat prussien les territoires récemment conquis sont au contraire très lâches ; l'union de ces provinces est maintenu davantage mécaniquement et militairement et, pour longtemps encore, l'accoutumance née de l'histoire, l'intérêt et la sympathie ne les feront pas se fondre dans le coeur même de la Prusse. Tout le monde sait, par exemple, que la Rhénanie et le sud de la Westphalie – qui en constitue la partie de beaucoup la plus grande – ont des sentiments franchement antiprussiens et un penchant pour l'Allemagne du sud ; que les Saxons, brutalement arrachés en 1815 à leur pays d'origine, y rentreraient avec joie, et personne ne m'accusera de mensonge si je prétends que même en Silésie – tout au moins à Breslau et au delà de Breslau – l'opinion est loin d'être favorable à la Prusse, pour diverses raisons religieuses, politiques, économiques, peut-être même pour des raisons nationales dont un examen plus approfondi sortirait de mon sujet. Ainsi, à ne considérer que le point de vue matériel, la Prusse est au moins trois fois plus faible que la Russie et deux fois plus faible que l'Autriche. Isolée, elle est incapable de résister aux armées françaises ou russes et encore moins aux forces alliées de la Russie et de l'Autriche. Il n'est pas question ici d'évoquer les victoires du Grand Frédéric : d'abord, en effet,

de tels héros n'apparaissent pas souvent et d'autre part, la puissance de la Russie s'est formidablement accrue depuis cette époque. En serrée entre la Russie et l'Autriche, la Prusse court constamment le danger d'être écrasée et anéantie par elles : position très critique qui exige une perpétuelle tension et un effort extrême, et il est bien connu que la Prusse consacre à sa force militaire bien plus que le tiers de ses revenus annuels. En cas de nécessité, elle peut peut-être – y compris le ban et l'arrière-ban de la Landwehr – lever une armée forte de 500.000 hommes : certes, c'est une masse énorme, mais alors la Prusse épuise ses ressources jusqu'à l'extrême limite, l'industrie et l'agriculture seraient, par la levée d'une telle armée, privées de tous leurs bras, et la question est encore surtout de savoir si la Prusse est vraiment en état de soulever ces masses d'hommes par simple voie administrative, sans l'enthousiasme et la sympathie populaires. Or, on sait par quels moyens et quels sacrifices on doit aujourd'hui acheter l'enthousiasme et la sympathie des peuples.

Il résulte de tout ceci que la Prusse a encore beaucoup à faire pour devenir une puissance de premier ordre *réelle et authentique*. Elle s'est jusqu'ici maintenue à ce niveau, d'abord en raison de sa remarquable organisation militaire, ensuite par la grâce de la Russie dont l'intérêt n'était précisément pas de laisser l'Autriche prendre une puissance excessive, enfin par le soutien moral – mentionné plus haut – du reste de l'Allemagne, soutien qui est devenu bien plus faible ces derniers temps et qui ne continuera à s'exercer que sous des conditions connues et impératives. La Prusse a jusqu'ici heureusement louvoyé entre tous les écueils avec une admirable habileté, tout en cherchant à satisfaire en même temps à ces trois conditions dont dépend son existence : elle avait eu toujours en vue le perfectionnement et le renforcement de son armée et montré ainsi qu'elle n'était pas décidée à renoncer à son organisation exclusivement appuyée sur la puissance militaire ; elle avait prêté à la Russie tout le soutien possible lors de l'écrasement de la Pologne et surtout participé de la façon la plus résolue à la politique réactionnaire de la Russie en Europe ; en même temps, elle avait flirté aussi avec le libéralisme allemand et les aspirations de l'Allemagne à l'unité,

en se présentant en sous-main comme celle qui rétablirait la liberté et l'honneur de l'Allemagne. Elle ressentait même si profondément la nécessité de gagner pour elle les sympathies de l'Allemagne, que déjà en 1845, c'est-à-dire trois ans avant la Révolution, elle instaurait chez elle une sorte de simulacre de régime constitutionnel.

Le temps est maintenant passé de cette politique de temporisation, il n'est plus possible de louvoyer, la Prusse doit se décider. Déjà en 1845, précisément à cause de ce flirt avec l'Allemagne et la liberté, la Russie a tourné le dos à la Prusse et se range maintenant résolument aux côtés de l'Autriche. La Russie a assez longtemps servi de protectrice, fait des préparatifs et des travaux de sape, assez longtemps attendu : elle veut maintenant en récolter les fruits ; elle ne peut pas encore aller de l'avant contre l'Allemagne, ces fruits sont encore un peu trop verts et il lui faut en prendre soin discrètement pour les amener à maturité : mais elle est manifestement décidée à pénétrer en Turquie et elle espère très vraisemblablement obtenir une part plus grande de la vieille Pologne. Avant tout, il lui faut étouffer l'esprit de liberté qui a pris soudain son essor en Europe et a poussé l'insolence jusqu'à venir frapper aux portes de son Empire. D'autre part, le peuple allemand est devenu plus vigilant, il prend conscience de sa situation difficile et ne se laisse plus abuser par de prétendues concessions et par des histoires en l'air ; il exige désormais de ses amis des actes précis et décidés, et c'est à ce prix seulement qu'on peut gagner ses sympathies et son soutien agissant. Il existe ainsi deux camps : l'Allemagne et la liberté d'un côté, et de l'autre la Russie et l'Autriche : la Prusse est obligée de choisir. Isolée comme elle est, elle ne peut rester inactive, il lui faut avoir des alliés, il lui faut devenir plus puissante ; son état actuel n'est pas à la hauteur des exigences de cette époque critique, il lui faut arrondir son territoire d'une manière ou d'une autre, et pour cela deux voies s'offrent à elle : ou bien elle doit s'entendre de nouveau parfaitement avec la Russie et l'Autriche pour procéder avec cette dernière à un partage partiel de l'Allemagne, en échange de quoi on aurait à donner satisfaction à la Russie en Turquie, en Galicie, et dans le Grand Duché de Posen – ou bien elle doit se mettre résolument à

la tête de la nation allemande contre la Russie et l'Autriche, que ce soit en prussianisant l'Allemagne ou en étant elle-même absorbée par elle, ce qui à la fin reviendrait à peu près au même. Il n'y a pas pour la Prusse une troisième voie et un compromis entre les deux premières n'est plus à envisager. Ces deux voies sont possibles, mais toutes les deux ne sont pas sans danger.

Que la Russie et l'Autriche fassent de nouveau avec grande joie un accueil amical aux Prussiens qui, devenus infidèles, sont maintenant repentants, c'est ce qui ne souffre aucun doute ; on décapiterait ainsi cette force qui grandissait peu à peu en Allemagne et on opposerait une nouvelle digue à l'esprit de liberté. Le vœu le plus cher de la Russie, c'est le rétablissement de l'ancienne Triple Alliance car c'est elle qui est la pierre angulaire et le moteur de toute sa politique extérieure. A vrai dire, une antipathie solide et bien fondée sépare l'Autriche de la Prusse : mais cette antipathie n'était pas moins forte à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque les trois puissances nordiques se réunissaient pour commettre en commun l'attentat contre la Pologne, ce qui montre que les rivalités mutuelles ne peuvent être un obstacle à un accord momentané quand l'exige l'intérêt commun. D'autant que l'Autriche est tellement prisonnière de l'amitié de la Russie et devra sous peu payer cette amitié de sacrifices si importants, qu'il ne lui reste plus qu'à s'étendre en Italie et en Allemagne à titre de dédommagement : pour cela, il lui faut s'entendre avec la Prusse et bénéficier de son appui, car, dans un pareil cas, ce n'est pas seulement l'Allemagne que l'Autriche aura contre elle, mais aussi la France et l'Angleterre. La Russie et l'Autriche ne sont pas à elles seules assez puissantes pour se permettre de risquer une guerre d'idées contre toute l'Europe et surtout contre une Europe enthousiaste de liberté.

Dans un tel dessein, la Prusse peut conclure un accord particulier avec les deux puissances nordiques qui sont ses rivales naturelles sans briser avec ses principes, sans devenir par là infidèle à sa politique traditionnelle, sans pour cela renoncer à sa lutte à mort contre l'Autriche : cette lutte serait seulement remise à plus tard et les deux puissances, dans cette alliance fondée seulement sur des intérêts momentanés, chercheraient alors à se duper mutuellement et à s'assurer des positions

favorables en vue de l'ouverture prochaine de leur inévitable conflit. Ne cherchons pas des exemples plus loin : le partage de la Pologne nous montre qu'une telle politique est possible et n'est pas contraire à la nature, aux tendances et à la conscience largement accommodante de l'Etat prussien. Il nous montre aussi que la Prusse peut marcher dans cette voie sans danger du côté de l'Autriche, et tout au moins sans danger immédiat du côté de la Russie. Le péril est entièrement ailleurs : il réside dans l'état d'esprit actuel non seulement des peuples de l'Allemagne mais de ceux de la Prusse même qui ont manifesté une aversion prononcée pour les principes des politiques russe et autrichienne et qui ont la volonté décidée d'être libres et de rétablir l'Allemagne dans son indépendance et son honneur. Or, aujourd'hui, on peut dire ce qu'on voudra, on a beau être fier de la force convaincante des baïonnettes, on ne peut braver l'état d'esprit et la volonté des peuples. Une alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse jetterait inéluctablement la plus grande partie du reste de l'Allemagne dans les bras de la France, c'est-à-dire de la Révolution, *et même les princes allemands dont les intérêts seraient visiblement menacés par une telle alliance.*

La seconde voie serait toute nouvelle pour la Prusse. Elle présente beaucoup d'attrait, mais porte en elle des périls qui donnent fort à réfléchir. Le fait de se mettre à la tête de l'Allemagne équivaut pour la Prusse à une déclaration directe de guerre à la Russie et à l'Autriche ; mais ce n'est pas seulement de ces deux Etats qu'elle se fait des ennemis, mais aussi de tout le reste des princes allemands abandonnés par elle à la protection des deux autres puissances nordiques. De ce fait, la Prusse se déclare même en faveur de la cause de la Révolution, car elle ne peut se livrer à un aussi radical renversement de politique sans faire appel à tout le peuple allemand et sans le soutien de la France et de l'Angleterre – et Dieu sait si la Révolution peut aller loin ! Nous avons assisté seulement à son prologue, nous en vivons maintenant le premier acte et nul n'ignore combien *cette* Prusse déteste et redoute la Révolution.

Ainsi, ces deux voies sont pleines de difficultés et de périls, et c'est seulement entre elles deux que la Prusse doit choisir, car il lui faut absolument s'arrondir, se renforcer et elle n'a pas d'autre

moyen pour cela que de suivre l'une ou l'autre de ces voies. Il lui faut se décider ; il se peut que le temps soit proche où la question allemande devra être réglée – et sera réglée ! – d'une façon ou d'une autre par une violente catastrophe extérieure ou intérieure, peut-être par les deux à la fois, et malheur alors à ceux qui, sans s'y être préparés, seront surpris par cette nouvelle et fatale tempête !

Je m'arrête ici. Depuis un an, comme vous le savez bien, je n'ai pas lu de journaux et j'ignore par suite ce qui se passe dans le monde. Un an, aujourd'hui, compte plus que dix ans à d'autres époques et celui qui voudrait bâtir l'histoire a priori pourrait bien se tromper lourdement. Jusqu'ici, j'ai parlé selon la nature des choses et par suite je crois *bien* n'avoir pas commis de grosses erreurs. J'ai voulu montrer simplement ceci : la Prusse et l'Autriche, sans l'accord desquelles les autres princes allemands mettraient difficilement sur pied quelque chose de durable et de solide, sont dans l'impossibilité de s'entendre pour le bien de la nation allemande et ne peuvent s'accorder que contre elle, c'est-à-dire pour un partage de l'Allemagne et tout ce que la Prusse peut entreprendre, qu'elle prenne parti pour la Russie et l'Autriche contre le reste de l'Allemagne ou qu'elle se mette à la tête de l'Allemagne contre la Russie et l'Autriche, toute sa politique doit forcément mettre en péril l'indépendance et même l'existence des dynasties allemandes. Sur la position particulière de l'Autriche à l'égard de l'Allemagne et de la Russie, j'aurai encore l'occasion de m'étendre plus longuement et je pense qu'il ne me sera pas difficile de démontrer que la politique de l'Autriche est entièrement et directement dirigée contre la sécurité et les intérêts de la nation allemande, mais aussi indirectement contre l'indépendance des princes allemands. Pour achever le tableau du désordre de l'Allemagne et – pardonnez-moi l'expression – de sa misère, il me faudrait encore dire un mot de la politique particulière de la Bavière, mais ceci m'entraînerait trop loin, et je pense maintenant pouvoir à bon droit répéter ce que j'affirmais précédemment : avec leur meilleure volonté, les gouvernements allemands unis ne réussiront pas à fonder une véritable unité allemande puissante et dégagée de l'influence russe.

Seul le peuple allemand peut créer une telle unité, mais il a aussi à lutter avec d'énormes difficultés. Il a longtemps rêvé de son unité, il s'est enfin réveillé et il a remis entre les mains des plus savants de ses citoyens la grande tâche de son affranchissement. Ils se sont réunis à Francfort et, en bons savants, ils ont tout aussitôt saboté la cause sacrée qui leur avait été confiée. Alors les peuples de l'Allemagne – ces éléments d'un corps sans vie – se sont de nouveau soulevés et ont essayé, de leur propre autorité, de se tendre la main. Vous savez, Monsieur, comme on leur a répondu. Ce qui en est résulté plus tard, je l'ignore, mais je n'hésite pas à vous dire – et je n'hésiterai pas à le dire à mes juges eux-mêmes – qu'en mitraillant le peuple en mai 1849 à Dresde, on a jeté bas un morceau de l'unité et de la puissance allemandes.

On s'est demandé quel intérêt pouvait avoir un étranger, un Russe, à la résurrection de l'Allemagne ? On a mis en doute la sincérité des vœux que je formais pour le bien de l'Allemagne ; et cependant l'affaire me paraît si simple que je ne saisis pas comment elle peut rester incompréhensible pour les autres. J'ai déjà fait une fois la remarque – et je la répète ici – que les temps sont passés, et bien passés, où les peuples avaient des destins séparés ; ils sont solidaires pour le meilleur et pour le pire, dans les progrès de la civilisation et de l'industrie et avant tout dans leur liberté. La liberté et la grandeur de l'Allemagne sont une condition nécessaire pour la liberté de toute l'Europe, un postulat nécessaire pour que la Russie devienne libre : mais, bien entendu, l'Allemagne restant dans ses limites vraiment allemandes, n'allant pas au delà, ne se livrant pas à cette extension romantique que chante l'hymne patriotique des teutomanes ! Les préjugés et les passions qu'engendre un patriotisme étroit n'ont aujourd'hui aucun sens et ne sont plus concevables que chez des peuples asservis, chez les Italiens, les Hongrois, les Polonais et chez les autres Slaves encore opprimés. La Russie, bien que tombée au plus bas degré de l'esclavage, n'est opprimée par aucun peuple étranger, c'est elle au contraire qui joue le rôle d'opresseur, même si ce rôle déshonorant et dont elle ne retire aucun avantage lui est imposé contre son gré, sous le knout ; seule la libération des peuples qu'elle a déjà asservis, seuls le réveil et

l'émancipation des peuples qu'elle menace déjà dans leur liberté – c'est-à-dire des Allemands et des Slaves d'Autriche et de Turquie – peuvent briser ce knout dont la Russie est la première victime, victime infortunée et –il faut bien le dire – déshonorée. Ce sont là, me semble-t-il, des motifs suffisants pour justifier ma sympathie réelle, sincère et chaleureuse à l'égard de la prospérité des peuples de langue allemande – si tant est que de tels sentiments aient besoin d'une justification –.

Il est clair que l'Allemagne ne peut pas rester plus longtemps dans son état actuel. L'abcès intérieur dont elle souffre est arrivé à maturité, ses anciennes structures sont tellement vieilles que nul ne peut plus songer à elles, si ce n'est un de ces fous qui n'apprennent rien, n'oublient rien et ne comprennent rien ; les tempêtes se déchaînent autour d'elle avec tant de violence qu'elles ne peuvent l'épargner dans l'état critique où elle se trouve. De plus, l'Allemagne a été depuis lors le théâtre où les plus grands problèmes historiques ont trouvé leur solution ; emportée dès maintenant dans le tour-billon universel, ou bien une crise heureuse la guérira et la sauvera et elle s'élèvera au rang d'une grande puissance libre, ou bien elle disparaîtra : d'abord, dans une lente agonie, elle abandonnera ses plus belles provinces, morceau par morceau, à son ennemi de toujours et à ses alliés, mais ensuite – telle jadis la Pologne – elle sera entièrement anéantie par un coup audacieux ou par un *hardi coup de main* – pour user d'une expression devenue classique et qui convient peut-être mieux ici. Tout le monde sait en Allemagne que cet ennemi de toujours est l'Etat russe ; il me faut maintenant montrer que l'Autriche est le principal allié de la Russie contre l'Allemagne.

Il est dur pour le coeur d'un vieil Allemand d'être obligé de reconnaître que l'Autriche a cessé de faire partie de l'Allemagne ! A ce nom d'Autriche sont liés de grands souvenirs historiques et même tout le romantisme allemand : l'empereur d'Allemagne, la grandeur passée de l'Allemagne lorsque son nom sonnait haut sur la moitié de l'Europe, et ce romantisme de l'avenir qui, par son éclat, semblait prosterner le monde entier aux pieds d'une Allemagne de nouveau glorifiée, et qui chantait le chant célèbre de Arndt ! Il est dur, à son réveil, d'être réduit à un peuple de



seulement trente-cinq millions d'habitants quand on a si longtemps rêvé à une nation de soixante-dix millions ! Mais ce ne sont pas seulement des rêves, mais aussi des intérêts plus considérables et de réelle importance qui semblent menacés par la défection de l'Autriche : le trafic sur le Danube, c'est-à-dire tout le commerce de l'Allemagne du Sud, le commerce avec l'Italie, la mer Adriatique et avec elle la moitié de la flotte allemande, toute une moitié des forces navales allemandes – et de ce magnifique avenir ! Mais il y a plus encore : cette superbe Allemagne partant à la conquête du monde, hors d'état de se protéger elle-même en raison de son extrême et funeste division, s'était habituée depuis 1815 à ne compter dans tous les périls extérieurs que sur la Prusse et l'Autriche et à les considérer comme ses seuls défenseurs contre toute invasion ennemie. Et, dans ce partage des rôles de protecteur, la part la plus importante et incontestablement la plus lourde était échuë à l'Autriche : il lui fallait tenir en échec la puissance grandissante de la Russie, lui interdire toute pénétration plus avant en Turquie et libérer de sa domination l'embouchure du Danube ; par contre, l'Autriche devait ouvrir les portes de l'Orient aux intérêts allemands, à l'influence politique et au commerce de l'Allemagne, lui ménageant le champ libre dans cette si importante partie du monde, objectif principal depuis quelque temps de toute la politique européenne. Et voilà que l'Allemagne devait maintenant renoncer à tous ces avantages, à cette protection et à cette aide !

Il est remarquable que cette aide et cette protection de l'Autriche contre la Russie n'ont jamais existé dans la réalité, mais seulement dans l'imagination des rêveurs allemands. Sans parler de la participation de l'Autriche au rapt de la Pologne, qui est-ce qui a prêté son appui aux conquêtes de Catherine II en Turquie, entrepris même avec elle et exécuté à moitié le premier partage de cet Empire ? Joseph II, empereur d'Autriche. Est-ce que le tsar Paul n'a pas été jusqu'en 1800 un allié de l'Autriche ? De 1800 à 1815 l'Autriche s'est trouvée elle-même dans une situation très critique, et ceci peut bien lui servir d'excuse pour n'avoir pas défendu durant cette période l'empire turc contre les entreprises de la Russie ; mais en 1815, elle recouvra la liberté de ses mouvements et la totalité de sa puissance, elle pouvait alors

retourner sa politique contre la Russie, et, dans ce cas, elle aurait pu compter absolument sur le soutien actif de l'Angleterre. Pourquoi l'Autriche ne l'a-t-elle pas fait ? Pourquoi s'est-elle transformée en la plus fidèle alliée de la Russie ? Pourquoi a-t-elle toléré ses conquêtes en Turquie (1829) et en Pologne (1831) ? Et maintenant pour finir, n'est-elle pas liée corps et âme à la Russie ? Ne fait-elle pas tout ce que veut la Russie ? Ne soutient-elle pas la Russie en Moldavie et Valachie ? Ne lui remet-elle pas et ne lui garantit-elle pas la possession des bouches du Danube, de ce fleuve qui devait être allemand ? Et qui doutera qu'elle n'ait pas acheté l'aide de la Russie en Hongrie en promettant de se plier aveuglément à la politique russe en Turquie ? – De tels actes sont-ils ceux du premier et du plus puissant protecteur de l'Allemagne ?

A vrai dire, l'Autriche a commencé, depuis déjà le traité de Westphalie, à dissocier sa politique des intérêts de l'Allemagne. A partir de 1806 et de 1815, elle a complètement cessé d'être une puissance allemande, et c'est la Prusse qui a pris sa place.

Qu'on jette seulement un regard sur la carte : sur environ trente-huit millions de sujets que compte la monarchie autrichienne, il y a à peine huit millions d'Allemands, et on voudrait que ces huit millions germanisent les trente autres millions ! Cela était possible tant que les princes autrichiens étaient en même temps empereurs d'Allemagne et tant qu'ils pouvaient faire face à toutes ces races slave, magyare, valaque et italienne en proie à une haine mutuelle et en conflit incessant entre elles, en s'appuyant sur vingt-cinq millions d'Allemands dont l'unité, bien qu'elle n'ait jamais été très solide, était cependant tant bien que mal maintenue ; les Allemands avaient alors la suprématie et les différents peuples de l'Autriche, en partie conquis par la victoire des armes, en partie réunis par des traités et des capitulations qui ne leur laissaient que ce choix, étaient peu à peu forcés de s'incliner devant l'influence prépondérante de l'Allemagne. Maintenant, ces rapports se sont complètement inversés, les Allemands sont en minorité, et, comme tout le monde a pu s'en convaincre durant ces deux dernières années, les trente millions restants ne seront pas de sitôt germanisés. Au lieu de la force unie d'environ vingt-cinq ou

trente millions d'Allemands, il n'y a plus qu'une Allemagne déchirée et soumise aux influences étrangères ; à la place de l'Empire romain, a pris naissance dans le nord une puissance terriblement menaçante, se prétendant slave et forte de soixante millions d'individus, qui attire à elle irrésistiblement les seize millions de Slaves vivant en Autriche. Est-il alors possible à cette Allemagne d'espérer encore pouvoir germaniser ces peuples qui ne sont pas allemands et qui ne l'ont jamais été ?

Je laisse ici entièrement de côté la question de droit, je ne cherche pas à savoir si une telle entreprise répondrait aux idées de liberté et de justice et servirait l'intérêt général de l'humanité : je pose seulement la question des moyens et de la possibilité de la réaliser. Ou alors les peuples non-allemands de l'Autriche sont-ils si faibles, si totalement dépourvus d'esprit d'indépendance et de force personnelle qu'on peut les gouverner selon son bon plaisir ? Chacun d'eux, à l'exception des Magyars, n'a-t-il pas hors des frontières de la monarchie autrichienne un puissant point d'appui et pôle d'attraction ? L'Italie pour les Lombards-Vénitiens et la Russie pour les Slaves ? Vous me permettez, cher Monsieur, de broser un rapide tableau de ces peuples, et je commence par la Lombardie :

De longs discours sont inutiles quand l'histoire s'est déjà prononcée. Pour pouvoir douter encore, après les événements des deux dernières années, de la haine qu'inspire aux Italiens du royaume lombardo-vénitien le joug de l'Autriche, des efforts qu'ils font avec toute leur énergie et toute la passion de leur tempérament méridional pour s'unir à l'ensemble de la patrie italienne, il faudrait avoir pris la résolution de rester aveugle devant les faits les plus évidents et sourd aux témoignages les plus convaincants. Les Lombards ont encore prouvé davantage : ils ont montré en mars 1848 comment un peuple patriote et amoureux de la liberté pouvait sans armes battre et déloger de ses très fortes positions une armée cent fois, mille fois plus puissante. C'est là un glorieux exploit dans les annales de la liberté, un fait éclatant qu'on ne peut nier par le moyen d'aucune sophistique et sur lequel on ne peut ergoter en usant d'une dialectique habile à mentir et à ramper devant les maîtres. Cette victoire a démontré encore autre chose : ce ne sont pas seulement

les villes, comme l'ont prétendu maints journaux conservateurs en Allemagne, ce sont aussi les habitants des campagnes, les paysans, c'est-à-dire tout le peuple lombard, qui ont pris part à ce glorieux combat et montré ainsi leur volonté de se libérer de l'esclavage autrichien et de fusionner avec l'Italie. Il est vrai que le peuple lombardo-vénitien est retombé dans cet esclavage par la trahison de la Spada italienne ; il est vrai que ses chefs ont été encore une fois traqués, réduits à s'enfuir, pendus ou fusillés selon la loi martiale, ou, ce qui est peut-être encore pire, incarcérés dans les prisons autrichiennes. Mais par Dieu ! ce sont là de misérables arguments à opposer à ce réveil de la conscience des peuples ! La liberté se nourrit du sang de ses martyrs : plus nombreux sont les héros tombés pour elle et plus son avenir est assuré, plus il est grandiose, plus il est florissant. Le peuple lombard, le peuple italien sont éveillés, ils ont eu le sentiment effectif de leur unité vivante, aucun chant de sirène ne peut plus les faire s'endormir du sommeil d'autrefois et de nouveaux et meilleurs chefs se lèveront du sol fécondé par leur sang.

Pour bien tenir en mains la Lombardie, il faudrait que l'Autriche anéantisse toute l'Italie et la maintienne sous son joug ; car, tant qu'il y aura une Italie indépendante de l'Autriche, c'est vers elle que le peuple lombardo-vénitien tournera tout naturellement sa sympathie, son intérêt, sa ferveur et tous ses vœux ; et tant qu'il y a une Italie, les Lombardo-Vénitiens ne se plieront jamais à servir de marche-pied à la puissance détestée de l'Autriche ou à la majesté grandiloquente de l'Allemagne. Pour arriver à ses buts, l'Autriche a appliqué en Italie depuis 1815, exactement la même politique que celle qui avait si bien réussi en Allemagne au Cabinet russe, une politique qu'on peut définir en peu de mots : par le moyen de leurs propres gouvernements, démoraliser les peuples, les diviser, les vider de toute énergie et les endormir dans l'esclavage. Qui ne connaît l'histoire de l'emprise autrichienne à Turin, dans les principautés italiennes plus petites, à Rome et à Naples où, comme on le sait, le Cabinet russe a soutenu l'Autriche de la façon la plus active ? Je vous prie, Monsieur, et je prie mes juges de me permettre à cette occasion une petite remarque :

Les faits dont je parle, et que je ne fais qu'énoncer ici, sont connus et aussi authentiques que des actes officiels ; chacun, quel que soit son parti, est obligé de les tenir pour vrais, au moins devant sa conscience – s'il en a une. Quels moyens ont utilisés les gouvernements italiens, sous l'influence de l'Autriche et de la Russie, contre leurs peuples pour les maintenir éternellement en tutelle ? Le mensonge, l'hypocrisie, la corruption, le meurtre impitoyable, la démoralisation, l'achat des consciences par l'argent, par la peur, par la misère, par la superstition et l'obscurantisme des prêtres : en un mot, tout ce que pouvait inventer pour la perte et le malheur des peuples le jésuitisme le plus tortueux et le plus infâme, – et n'oublions pas les jésuites eux-mêmes ! –. Il me suffit d'évoquer les *lazzaroni* napolitains qui, menés par la *Camarilla* et la *prêtraille*, ont joué un rôle décisif dans toutes les grandes crises du Royaume de Naples. Mais ce n'est pas seulement sur l'Italie, seulement sur l'Autriche, la Pologne et la Russie, c'est sur toute l'Europe qu'a déferlé cette politique funeste qui, depuis 1815, n'est que trop connue sous les noms de *Restauration* et de *Sainte Alliance*. Je ne veux point énumérer les iniquités des trente-cinq dernières années, ni mentionner tous les forfaits perpétrés aux quatre coins de l'Europe et couverts par leur caractère officiel : je recule moi-même devant la puanteur qui pourrait s'exhaler en fouillant la pourriture de ce passé pourtant encore assez proche, et je ne veux pas exciter encore davantage mes adversaires, déjà si montés sans cela contre moi, en leur tendant un miroir pour y apercevoir leur image. Je veux seulement jeter quelque lumière sur le caractère de cette Restauration.

Après les rêves exaltés et fiévreux du Moyen Age, les peuples de l'Europe étaient tombés dans une apathie mortelle qu'on pourrait appeler l'âge d'or de l'absolutisme. Entièrement plongés dans les vaines spéculations des jésuites ou des piétistes, ils semblaient avoir perdu toute force, tout élan vital et même jusqu'à l'ombre d'une conscience d'hommes libres. Durant cette période, les monarchies européennes se consolidèrent, les princes régnèrent avec une autorité sans limites sur les masses inertes et serviles, disposant d'elles selon leur bon plaisir et leur caprice, se les partageant entre eux, les détroussant, les vendant, comme si

les peuples n'étaient là que pour servir de vulgaire instrument destiné à satisfaire la puissance et les appétits de quelques rares familles privilégiées, comme si l'honneur et la vie des princes dépendait de la honte et de la mort des peuples<sup>51</sup>.

La philosophie des Lumières du dix-huitième siècle, la grande Révolution française qui en a surgi, et plus tard les victoires de Napoléon tirèrent les peuples de leur sommeil mortel. Ils s'éveillèrent à une nouvelle vie, à l'indépendance, à la liberté, à la moralité ; de nouvelles exigences, de nouveaux besoins se firent partout sentir, un monde nouveau était né, un monde où les hommes ont conscience d'eux-mêmes et de leur dignité, en un mot, l'humanité dans son sens le plus noble et le plus large, le but unique et le plus haut vers lequel tendent toute forme de société et toute histoire. Jusque là, les peuples étaient divisés, très souvent ennemis les uns des autres, en proie à des préjugés stupides et artificiellement entretenus ; maintenant, ils sentaient le besoin de se rapprocher ; guidés par un instinct sûr, ils comprenaient que ce grand but auquel ils aspiraient tous, se libérer, devenir des hommes, ne pouvait être atteint qu'en unissant leurs forces. Ainsi prit peu à peu naissance un mouvement général en Europe : tantôt il se dissimulait dans les couches les plus profondes de la société, tantôt il se manifestait de nouveau au grand jour par quelque action d'éclat, stimulé par les progrès de la culture générale, mais surtout par l'extension toujours grandissante de l'industrie et du commerce, invisible mais puissant ; il unissait tous les peuples de l'Europe en un grand organisme indivisible et créait peu à peu entre eux cette solidarité qui constitue le signe caractéristique, le trait capital de l'histoire contemporaine. Vous devinez, cher Monsieur, que je veux parler du *libéralisme*, que je vous prie de ne pas confondre avec le libéralisme actuel qui n'en est que le cadavre. Jadis, le libéralisme était encore plein de force robuste et de vie ; il n'avait pas encore rempli son rôle grandiose, l'avenir était à lui, il avait

---

<sup>51</sup> *Note de Bakounine.* – J'invoque ici le témoignage de votre grand historien allemand Schlosser dans son ouvrage classique « L'Histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle ». Presque chaque page des huit ou neuf tomes de cet ouvrage est remplie du récit des saturnales des princes et de la lamentable servitude des peuples.

peu à perdre et tout à gagner, il ne redoutait aucun bouleversement et était encore bien éloigné de cette misanthropie aussi égoïste que stupide dans laquelle il devait tomber par le fait de l'âge, mais aussi après avoir atteint ses buts particuliers. Jadis, il croyait à l'humanité, il était dans l'opposition et réclamait avec force la diffusion des lumières, l'émancipation et même la révolution des masses. Pour combattre cet esprit qui venait de s'éveiller, pour étouffer au berceau ce monde nouveau épris d'humanité et de liberté, toutes les dynasties régnantes d'Europe conclurent entre elles en 1815 cette célèbre Sainte Alliance dont le but n'était rien moins que ramener les peuples à l'esclavage, au tombeau des dix-septième et dix-huitième siècles, à l'antique et immorale barbarie, et qui n'était pas autre chose qu'une *conspiration permanente* de toutes les diplomaties unies de l'Europe contre la civilisation, contre le progrès, contre le bonheur et l'honneur de l'humanité<sup>52</sup>.

Cette prétendue oeuvre de Restauration, cette Alliance baptisée « Sainte » sans doute par plaisanterie, ébranlée, et non pas brisée, par la Révolution de juillet, a continué jusqu'en 1848 : et je ne commettrai vraisemblablement par une grande erreur en présumant qu'aujourd'hui on travaille de nouveau à souder ensemble ses morceaux.

Il y a maintenant, Monsieur, comme vous le savez bien, des lois dans tous les pays civilisés qui punissent sévèrement le criminel qui, soit par son exemple, soit par son enseignement ou par tout autre moyen, pervertit un jeune enfant ; mais le crime de précipiter dans la corruption des peuples entiers, de fouler aux pieds des peuples entiers plongés dans l'obscurantisme et la fange, n'est-il pas mille fois plus grand, plus révoltant, plus condamnable que celui commis à l'égard d'un seul enfant ? Ou alors un crime cesse-t-il d'être un crime lorsqu'il s'élève des basses couches de la vie civile aux sphères brillantes des actes

---

<sup>52</sup> *Note de Bakounine*. – Je n'ai pas cru devoir ici fournir des preuves : qui ne connaît pas la triste histoire de la Restauration ? Mais si des témoignages s'avéraient nécessaires, je ferais appel aux lettres de Borne, aux connaissances personnelles de mes juges et, si cela ne suffisait pas, aux journaux les plus conservateurs de l'Allemagne parus en 1848 de février à mai (par exemple l'Augsburger Allgemeine Zeitung).

officiels ? Ou bien n'y a-t-il aucune justice contre les grands de ce monde ? La colère de Dieu est sans doute une fiction, mais la colère du peuple n'en est pas une. Au-dessus du droit positif, Monsieur, il y a le droit supérieur de l'histoire qui venge de façon terrible les peuples dont on foule aux pieds la dignité. Et puis, dit-on, le peuple ne serait pas suffisamment mûr pour la liberté ! Comme si sous *ce* système il pouvait jamais devenir mûr, comme si ce système n'avait pas été prévu pour ne jamais le laisser devenir mûr, et comme s'il y avait un autre apprentissage de la liberté que la liberté elle-même ! Et cependant, malgré ce système d'obscurantisme, malgré tous les efforts, – et quels efforts ! et appuyés par quels moyens terribles et tout-puissants ! – malgré tout, les peuples de l'Europe ont montré dans ces trois dernières années qu'ils veulent la liberté, qu'ils méritent la liberté et qu'ils savent même la conquérir si on ne la leur accorde pas de bon gré. Il se peut que durant quelque temps les émanations empoisonnées d'un monde en train de mourir jettent un voile sur ce ciel tout neuf, mais le soleil brûlant de la liberté dissipera bien ces nuages.

Ma remarque est devenue plus longue qu'il n'était dans mes intentions. Je reviens maintenant à l'Italie et à l'Autriche.

Le tempérament des peuples s'est montré plus fort que le poison dont on les a abreuvés durant trente-cinq ans. Malgré tous les efforts de l'Autriche pour abattre l'Italie, celle-ci est encore robuste et solide. L'énergie et la flamme avec lesquelles elle s'est ressaisie en 1848, ont plongé ses amis dans l'étonnement et dépassé toutes les espérances. Jamais l'Autriche ne viendra à bout de cette Italie, même pas si la France devait encore plus longtemps persister dans la politique monstrueuse de son Président russophile, ce qui est une pure impossibilité. Les intérêts les plus sérieux et les plus importants de la France ne lui permettent pas de tolérer la main-mise de la puissance autrichienne sur l'Italie et le peuple français toujours tourné de plus en plus vers la démocratie ne pourra pas longtemps assister indifférent aux souffrances et à l'oppression de ce beau pays qui est son proche voisin. Dans peu de temps – j'ose en faire la prédiction – l'Italie sera indépendante et libre et le royaume de Lombardie-Vénétie fera partie de la libre Italie, en dépit de toutes



les baïonnettes autrichiennes et russes ; je dis bien : les baïonnettes russes, car il est hors de doute que la Russie appuiera de tout son poids la politique italienne de l'Autriche. Elle s'efforce, en effet, avant tout de détourner la puissance autrichienne de la Turquie pour la diriger contre l'Italie et l'Allemagne.

Donc aucun espoir pour que l'Italie puisse jamais devenir allemande. Restent les Magyars, les Polonais de Galicie et les autres Slaves – sans parler des Valaques qui n'ont pas en Autriche une grande importance politique –, en tout une population de 22 à 23 millions d'habitants qu'il sera également difficile de germaniser.

Je commence par la Galicie, car cette province, comme la Lombardie, est de celles sur lesquelles l'appétit insatiable des teutomanes a le moins de prétentions. Il est vrai que de telles prétentions seraient bien ridicules : si l'on excepte les fonctionnaires de l'Empire et quelques boutiquiers, – des Juifs parlant pour la plupart allemand, mais aussi polonais –, il n'y a pas en effet un seul Allemand en Galicie. On sait comment cette province est devenue autrichienne ; on sait aussi la cruauté des moyens mis en oeuvre par la politique autrichienne pour la maintenir en son pouvoir, et on a quelque honte à reconnaître que cette politique est le fait d'Allemands. Certes, il y a bien en Allemagne assez de bonnes âmes pour se réjouir de la « grande scission sociale » qu'auraient dû provoquer les tueries entre paysans et nobles en 1846. On espérait que la noblesse, épouvantée par ces démonstrations sanglantes, renoncerait à poursuivre ses efforts en vue d'un rattachement à la Pologne ; on croyait d'autre part le paysan lié à tout jamais à la monarchie autrichienne et, par elle, à l'Allemagne. Dans les deux cas, on s'est absolument trompé : la grande masse de la noblesse et des habitants des villes, en Galicie, désire aussi passionnément qu'avant la restauration de la patrie polonaise. Il faudrait ne pas connaître les Polonais, pour douter que seule l'extermination de *tous* les Polonais, hommes, femmes et enfants, mettrait un terme à leurs aspirations, et si les honteuses et barbares manifestations de 1846 ont rendu service à quelqu'un, ce n'est ni à l'Allemagne, ni à l'Autriche, mais seulement à la Russie. L'aristocratie

galicienne qui, jusqu'à cette époque, était assez peu patriote au point d'être en bons termes avec la Cour de Vienne, s'en détourna soudain et se mit à faire les yeux doux à la Cour de Pétersbourg. Déjà en 1846, parurent des brochures polonaises qui déclaraient tout net qu'il fallait être fou pour espérer désormais le rétablissement, avec l'aide de l'Europe, d'une Pologne libre et indépendante, que les Allemands étaient des adversaires de la nationalité polonaise, pires encore que les Russes eux-mêmes, et que par suite, renonçant au moins pour un temps à la haine contre la Russie et à tous les desseins plus vastes, il fallait seulement chercher à réunir au royaume de Pologne sous la domination russe toutes les provinces polonaises tombées aux mains de l'Autriche et de la Prusse.

On sait aussi combien fut différente la réception que l'on fit en 1846 à Cracovie aux troupes russes de celle réservée aux troupes autrichiennes ; les Russes furent accueillis presque avec joie, et cette marque de sympathie provoqua alors maints froissements désagréables entre officiers autrichiens et russes. Je n'ai pas besoin de dire qu'un tel retournement de l'opinion en faveur de la Russie fut violemment combattu par la démocratie polonaise, mais extrêmement agréable au Cabinet russe ; et, autant que le lui permettait son caractère despotique, il a essayé de le mettre à profit : il accorda dans le royaume de Pologne toute sa protection aux nobles qui avaient alors fui la Galicie, naturellement pour autant qu'ils n'avaient pas participé au soulèvement ; quant aux paysans de Tarnov qui s'étaient risqués à passer la frontière du royaume, ils reçurent le knout. J'ai déjà tenté d'expliquer pourquoi le gouvernement russe ne pouvait et ne peut pas suivre l'exemple de l'Autriche : une révolte de paysans dans le Royaume de Pologne en provoquerait une analogue en Lithuanie et en Russie, et c'est ce que redoute à bon droit le gouvernement plus que tout. En outre, un soulèvement paysan n'est pas si facile à attiser dans le Royaume de Pologne, là où le paysan, bien que non propriétaire, mais presque libre et bien plus patriote qu'en Galicie, se souvient encore avec enthousiasme des luttes révolutionnaires de 1831 auxquelles il a pris part et déteste déjà la domination russe, ne serait-ce qu'en raison du service militaire. Ainsi, faisant vertu de cette impossibilité, la Russie fit face à

l'Autriche en 1846 en tant que protectrice des biens et des droits de cette fraction des propriétaires terriens qui restaient étrangers à la politique, et essaya de se concilier l'égoïsme de la noblesse galicienne. Mais ce n'était pas seulement l'égoïsme qui s'exprimait dans les brochures dont je parlais plus haut, c'étaient aussi d'autres sentiments et d'autres considérations.

Si les Polonais devaient être vraiment convaincus un jour qu'ils n'ont plus rien à attendre, pour la restauration de leur patrie, de l'esprit de justice, de l'intelligence et de la sympathie des peuples libres de l'Europe, s'il leur fallait renoncer à arracher leur liberté à l'hégémonie de la Russie, ils seraient alors tous, unanimement, animés d'un seul désir : se ranger tous ensemble sous le sceptre de la Russie pour se retourner contre l'Allemagne et assouvir leur rage séculaire de vengeance.

Ceci, Monsieur, n'est point un rêve, une vaine chimère, c'est une possibilité réelle et menaçante, et si j'en parle avec une telle assurance, c'est que j'ai eu l'occasion d'apprendre à connaître les sentiments des Polonais, leurs opinions et leurs aspirations. Sans doute haïssent-ils la tyrannie russe et les Russes qui en sont l'instrument, et ils expriment hautement ces sentiments de sorte que le Polonais est partout connu comme l'ennemi héréditaire du Russe. Mais au fond de leurs cœurs, ils nourrissent une haine encore bien plus violente contre leurs maîtres allemands, ils détestent davantage le joug de l'Allemagne qui offense et révolte leur orgueil national bien plus que celui de la Russie.

La raison en est très simple : *les Polonais sont des Slaves*. Ils haïssent le Russe seulement parce qu'ils voient en lui un instrument, et non à cause de sa nature : ils ont en effet avec elle une certaine affinité, à côté de maintes différences, en dépit de la diversité des tendances et des degrés de culture et malgré toutes les antipathies nées de l'histoire et de la politique. Le Russe parle une langue très voisine de la leur. presque la même ; ils s'entendent avec lui souvent à demi-mot car la couleur et le ton dominants de leurs conceptions respectives de la vie sont les mêmes, aussi bien dans les classes dirigeantes que dans le peuple. Ils diffèrent et s'opposent souvent sur les idées religieuses et en ce qui touche le développement de la pensée : le Polonais, en effet, est plus enclin à l'exaltation religieuse et au mysticisme,

a davantage d'imagination et de fantaisie, tandis que le Russe est plus réaliste. Mais ils ne présentent presque pas de différence pour les élans naturels du coeur et dans tous les domaines où se manifeste directement la force de leur nature. Le Russe et le Polonais s'estiment mutuellement : tout autre est le comportement du Polonais vis-à-vis de l'Allemand. L'Allemand est absolument étranger au Polonais, sa nature même lui est antipathique ; toutes ses manières, son mode de vie, ses habitudes, sa patience inépuisable ainsi que sa satisfaction, son esprit cosmopolite orienté seulement vers le gagne-pain, d'autre part aussi son ardeur au travail immense et dévorante qui, avec l'appui des gouvernements allemands, s'implante de plus en plus en Pologne : tout, même ses vertus, paraît au Polonais ridicule ou hostile. C'est, en un mot, le rapport entre un maître d'école vertueux et pédant, quelque peu dur et racorni – les Allemands se sont en effet montrés durs en 1848 dans le Grand Duché de Posen – et un jeune homme de tempérament sanguin, impatient et un peu désordonné. Mais si l'on songe qu'on n'a pas envoyé dans le Grand Duché de Posen et en Galicie précisément les maîtres d'école les plus vertueux et les plus honorables, et que dans ces provinces les Allemands sont le plus souvent représentés soit par le peuple le plus cosmopolite du monde, c'est-à-dire par des Juifs devenus Allemands, soit, ce qui est encore pire, par des fonctionnaires et leurs familles : alors on donnera aisément les derniers traits à ce tableau.

Ce n'est pas seulement de la haine que ressent le Polonais à l'égard de son maître allemand, c'est aussi un certain dédain, pour user d'un terme très modéré, et ces sentiments sont tout à fait ceux d'un Slave. Je touche ici, cher Monsieur, à un sujet extrêmement délicat et irritant, et je l'aurais volontiers passé sous silence, si sa grande importance politique ne donnait pas à réfléchir : c'est en effet la *haine des Allemands*, le *mépris des Allemands*, qui sont communs à tous les Slaves et qui imprègnent également toutes les branches de la race slave, les Russes, les Polonais, les Tchèques, les Moraves, les Silésiens et les Slovaques, tous les Slaves du sud non seulement en Autriche, mais même en Turquie. C'est comme un instinct puissant qui les domine tous et qui crée entre eux un lien indissoluble quoique

négatif. *C'est sur cette antipathie des Slaves à l'égard des Allemands que repose l'ensemble des plans du panslavisme russe.*

Est-il besoin de vous dire que pour ma part je réproouve au plus haut point cette antipathie quand elle s'adresse à toute la nation allemande et non point seulement aux Allemands oppresseurs ? Vous le savez bien et vous trouverez dans mon dossier un document montrant avec quelle ardeur j'ai combattu de pareils sentiments. Indépendamment de leur caractère injuste, je n'avais pas besoin d'être instruit seulement par les événements des deux dernières années pour savoir que la haine de races entre Slaves et Allemands entraînerait, – et entraînerait forcément –, les conséquences les plus malheureuses pour la cause commune de l'humanité et de la liberté, ainsi que pour le bien des deux races. Mais que peuvent les efforts d'un seul individu, et même de beaucoup d'individus isolés, contre un sentiment aussi puissant, profondément enraciné dans l'histoire et animant une masse de 80 millions de Slaves ? Car cette haine contre les Allemands n'est pas le brusque emportement d'une colère passagère, elle ne tombe pas davantage du ciel : elle est née de circonstances historiques, elle a été entretenue par une suite ininterrompue de vexations, d'injustices, d'oppressions et de cruelles souffrances, elle a mûri au cours des siècles et est devenue un facteur réel<sup>53</sup> ; on peut, dans une certaine mesure, l'ébranler par la parole et par l'écrit, mais on ne peut la détruire que par de nouveaux faits historiques, la dissiper et l'anéantir

---

<sup>53</sup> *Note de Bakounine.* – Cette haine est si grande que le qualificatif « Allemand » (Nemec) qui s'exprime de la même façon dans toutes les langues slaves, passe chez tous les peuples de cette race sans exception pour la pire des injures. Ce sont les Russes qui ressentent le moins cette antipathie ; mais elle existe cependant chez ce peuple qui est peut-être le plus cosmopolite de tous les Slaves et qui a le moins de motifs de haïr les Allemands, et, – comme je l'ai déjà fait remarquer plus haut –, elle est entretenue, à l'occasion, par le gouvernement bien qu'il emploie de très nombreux Allemands à son service. Cette dernière circonstance ne joue pas un rôle négligeable dans la persistance et le renforcement de cette germanophobie. Les Allemands au service de la Russie, qui sont sans aucun doute les meilleurs serviteurs de l'Empereur, se donnent tout le mal possible pour cacher leur origine allemande, et affichent le plus ardent patriotisme russe.

qu'en agissant pour la justice et la liberté. Il faut à la fin, en effet, que les Allemands en conviennent : aussi humains qu'ils soient certainement dans leurs idées, dans toute leur culture, ils se sont montrés jusqu'à présent extrêmement tyranniques dans tous leurs rapports avec les nations étrangères ; en Italie, contre les Polonais, contre les autres Slaves, partout où ils sont venus, ils ont amené avec eux l'esclavage. Ils n'agissaient, il est vrai, qu'en tant qu'instruments de leurs gouvernements ; mais un Russe peut aussi alléguer la même excuse, car il n'était lui aussi que l'instrument d'un pouvoir despotique et inhumain – et il n'est rien que cela –. Et, après tout, les Russes n'ont pas encore eu un Parlement de Francfort pour décréter de son plein gré l'annexion du Grand Duché de Posen en violation des traités et au mépris de la nationalité, et pour saluer avec des transports de joie les victoires de Radetzky sur le peuple lombard luttant pour sa liberté ; et je ne dis rien des Slaves de l'Autriche que le Parlement a considérés comme les valets naturels de cette Nation allemande qu'il venait seulement de mettre au monde. Il est vrai que ces injustices criantes du premier Parlement allemand ont trouvé leur contre-partie dans une adresse de remerciements qu'une société berlinoise groupant des conservateurs allemands et même, je crois, des aristocrates, a envoyé au ban Jellacic, au moment où ce dernier écrivait dans la *Slovanská Lípa* de Prague « qu'il avait marché sur Vienne et participé au bombardement et à l'assaut de cette ville, non pas parce qu'elle était le foyer d'une agitation révolutionnaire, mais parce qu'elle était le siège du Parti allemand<sup>54</sup>. »

Seuls les démocrates en Allemagne ont considéré que la liberté des autres peuples était la condition de leur propre liberté et ils l'ont défendue autant qu'il était en leur pouvoir ; à eux seuls, je pense, il était réservé de triompher de la haine des Slaves contre la nation allemande, haine funeste mais qui n'est pas sans fondement. Les derniers événements ont montré aux Slaves que la chute de Vienne, ville allemande, et la défaite des Magyars en Hongrie – pour autant qu'ils y ont contribué – ne leur ont rien

---

<sup>54</sup> *Note de Bakounine*. – A cette époque, cette lettre a été rendue publique et a été citée dans la plupart des journaux.

rapporté, mais ont même hâté la perte de leur liberté naissante ; d'autre part, ces mêmes événements ont forcément fait comprendre aux Allemands que l'annexion du Grand Duché de Posen, le massacre et l'asservissement de la Lombardie devenue libre, n'étaient que le prélude à l'incorporation de toute la nation allemande dans le vieil ordre tyrannique ; et j'espère que leur leçon n'a pas été perdue pour les deux races. Ceci dit, je reviens aux Polonais.

Cette antipathie à l'égard de tout ce qui est allemand est le sentiment dominant chez les Polonais comme chez tous les autres Slaves. Dans les masses populaires – et sans excepter le moins du monde les paysans de Galicie – elle est si prépondérante et se manifeste de façon si évidente, qu'il faut fermer volontairement les yeux pour ne pas la remarquer ; essayez de dire à un paysan galicien qu'il est un Allemand : il vous montrera par sa réponse énergique combien un tel qualificatif lui paraît outrageant. Dans les classes instruites, au contraire, ce sentiment est généralement refoulé au fond du coeur par l'effet d'une culture artificielle ; il continue à subsister de façon souvent inconsciente, mais il est rare qu'il soit entièrement surmonté. Tant que les Polonais ont espéré arracher leur liberté avec l'aide de l'Allemagne contre la Russie, ils ont essayé d'étouffer en eux cette antipathie innée. Ils commencent à se rendre compte maintenant que la domination allemande est beaucoup plus dangereuse que la russe elle-même. Les Russes, du moins, ne dénationalisent pas la Pologne : au contraire, quand ils entrent en contact avec elle, ils adoptent beaucoup du caractère polonais, et tous les efforts du gouvernement de Pétersbourg pour introduire la langue russe dans le royaume de Pologne n'ont eu généralement pas d'autre résultat que de faire apprendre le Polonais aux fonctionnaires russes eux-mêmes qui, après quelques années de séjour, préfèrent à la fin parler polonais. Russifier la Pologne est donc impensable. La germanisation est beaucoup plus à redouter, car les moyens dont elle se sert sont non seulement les mesures gouvernementales, mais aussi l'action puissante d'une culture fortement accusée sous toutes ses faces et, par dessus tout, cette application au travail infatigable et dévorante, qui caractérise l'industrie allemande. Et ainsi, le Polonais préfère endurer les

plus cruels tourments que se laisser germaniser : la pensée de devenir allemand lui est si insupportable que, pour échapper à ce péril, il préfère mille fois se jeter dans les bras de la Russie.

Il est difficile à un Allemand de comprendre comment est possible un tel acte de désespoir. L'Allemand a beaucoup de raison et peu de passion ; il a de la peine à concevoir le caractère passionné du tempérament slave. L'Allemand est en réalité cosmopolite, ce qui pourra être une grande vertu dans un proche avenir, mais cette qualité est pour le présent une source de faiblesse, car elle prive le peuple allemand d'un des plus puissants moyens de concentration. Seule la liberté, seul un jeune enthousiasme, pour ainsi dire religieux, pour les droits universels de l'homme, face au despotisme intérieur et extérieur – et surtout au despotisme russe –, seuls les puissants intérêts tant matériels que spirituels de la démocratie, peuvent unir le peuple allemand et lui créer une unité politique, et ceci ne sera pas l'œuvre de son sentiment national qui est trop faible et existe à peine. Ces derniers temps, l'Allemand a beaucoup ruminé sur sa nationalité, mais il en a pris peu conscience. Jusqu'à présent, il s'est senti chez lui partout où il était heureux, là même où il lui fallait endurer une oppression d'ordinaire insupportable, pourvu qu'il pût seulement gagner honnêtement son pain à la sueur de son front : pas seulement en Amérique, mais aussi en Russie. Il y a des colonies allemandes dans le sud de la Russie, en Sibérie même, il y en a aussi en Espagne et en Grèce ; le monde entier est aujourd'hui couvert de colonies allemandes, sans pour cela être devenu allemand, car le peuple allemand, à côté d'une force d'expansion dont la croissance est presque illimitée, ne possède pour ainsi dire aucune force de concentration. C'est là, je le répète, à la fois une vertu et une faiblesse : une vertu pour l'avenir dont l'esprit se révèle démocratique et nous conduit visiblement à une fusion totale de toutes les contradictions nationales en l'ensemble homogène d'une société englobant toute l'humanité et d'abord l'Europe ; et une faiblesse pour le présent, tant qu'aucune autre force n'est arrivée à remplacer celle du patriotisme étroit qui pousse et rassemble les hommes.

Presque sur chaque point, et surtout sur celui-ci, le Slave est aux antipodes de l'Allemand. Il place son sentiment national au-



dessus de tout, même au-dessus de la liberté ; son sentiment racial ne vient qu'après l'amour de sa patrie particulière et il oppose l'indépendance et la force de tout le monde slave aux prétentions et aux empiétements de *l'Allemagne*. On a de la peine à se représenter avec quelle passion obstinée le Slave se cramponne à ces sentiments ; pour eux, il est prêt à tout sacrifier ; pour eux, il se jetterait, s'il le fallait, dans les bras du plus dur des tyrans, pourvu qu'il ne porte pas un nom allemand. Ces sentiments constituent sa religion, sa superstition, car le Slave, contrairement à l'Allemand, est tout sentiment et instinct. La pensée ne vient chez lui qu'après le sentiment et souvent n'apparaît pas sous sa forme pure ; le Slave sait à peine ce que c'est que réfléchir : ses actions, bonnes ou mauvaises, sont presque toujours l'expression de la totalité de sa nature. Que cette nature soit aussi imparfaite que celle de l'Allemand, voilà qui va de soi ; aussi n'ai-je pas ici le moins du monde l'intention de vanter la première aux dépens de la seconde. Le Slave possède tous les défauts et toutes les qualités que n'a pas l'Allemand ; avec de telles aptitudes, s'il n'y prend pas garde assez tôt, il deviendra l'instrument du plus abominable despotisme et usera du knout russe contre l'Europe et contre lui-même : cela devrait paraître évident aux yeux de tous, même si les événements de ces deux dernières années n'avaient pas si tristement confirmé cette crainte. Je ne veux donc point faire ici l'apologie des Slaves, je constate seulement que ce contraste frappant entre la nature de l'Allemand et celle du Slave est un facteur extrêmement important et qu'on ne saurait négliger : aussi servira-t-il de base à la suite de ma discussion.

Les Polonais sont les seuls d'entre tous les Slaves qui ont combattu dans les rangs de la liberté au cours des deux dernières années. J'essaierai plus loin d'expliquer ce qui paralyse les tendances libérales des autres peuples slaves et précipite même une partie d'entre eux sous le drapeau de l'absolutisme. Ici, je veux simplement faire préalablement observer que les Polonais semblent avoir adopté une attitude plus favorable que celle des autres Slaves à l'égard du mouvement pour la liberté. En effet, tandis que l'indépendance nationale de ceux-ci est menacée ou, plus exactement, paraît menacée d'une destruction complète par

les progrès de la Révolution en Europe, il semble que ces mêmes progrès soient une garantie du rétablissement de la nationalité polonaise, – c'est du moins ce que pense et espère la grosse majorité des Polonais. Que disent les autres Slaves : Tchèques, Moraves, Silésiens, Slovaques, Slaves du Sud ? « Les Allemands, disent-ils, nous opprimeront d'autant plus qu'ils deviendront eux-mêmes plus libres ; ils voudront nous germaniser par la force, ce qui est pour nous plus insupportable que le plus abominable esclavage et même pire que la mort. » « Les Allemands, rétorquent les Polonais, seront bien forcés, bon gré mal gré, de nous rendre libres pour nous opposer, tel un rempart vivant, à l'hégémonie de la Russie : leur propre sécurité leur imposera notre libération. » Ce même argument, parfaitement fondé, pourrait après tout apporter quelque espérance aux autres Slaves ; seulement, leur situation est beaucoup plus complexe et moins facile à comprendre que celle des Polonais. Le nombre des gens en Allemagne qui peuvent concevoir une Allemagne sans la Pologne, qui considèrent même la libération de la Pologne comme la condition indispensable à la liberté de l'Allemagne et qui sympathisent avec la Pologne, ce nombre est très grand. En revanche, le nombre de ceux qui peuvent concevoir une Allemagne sans les deux-tiers de la Bohême et de la Moravie est très réduit. On a trop pris l'habitude de considérer ces Slaves comme des ressortissants allemands, et à cela vient encore s'ajouter la théorie de l'arrondissement du territoire : « la Bohême, dit-on, s'enfonce absolument comme un coin dans le coeur de l'Allemagne », mais on ne songe pas que le danger deviendra beaucoup plus inquiétant, si ce coin se transforme en un coin russe.

C'est ce qui explique pourquoi tout Polonais est partisan de la Révolution et comment il se trouve même des hommes chez les Polonais que leur naissance, leur richesse, toute leur culture et toutes leurs habitudes appelaient à être des ultra-conservateurs parmi les conservateurs, qui certainement se seraient montrés sous ce jour s'ils étaient nés dans un autre pays ou dans une Pologne indépendante, et qui maintenant font preuve du plus grand libéralisme et se déclarent même en faveur des idées démocratiques. Ils attendent de la Révolution et de la démocratie

la libération de leur Patrie soumise au joug étranger, et les meilleurs d'entre eux chérissent la Patrie au point d'être vraiment prêts à sacrifier pour sa résurrection leurs privilèges personnels et même leurs préjugés. Loin de moi la pensée que tous les démocrates polonais sont démocrates seulement parce qu'ils voient dans la démocratie le moyen de rétablir la Pologne : je ne parle ici que d'une certaine partie d'entre eux et je sais très bien que la grande masse de l'émigration polonaise, ainsi que de la jeunesse dans son propre pays, est animée d'idées démocratiques, sincèrement et je dirai même avec une espèce d'enthousiasme religieux. La douloureuse histoire de la Pologne, depuis son premier partage jusqu'à l'époque actuelle, a été la plus rude école, mais en même temps la plus riche en enseignements, pour conduire à une formation démocratique intégrale, et certainement aucun autre peuple de la terre n'a été à pareille école. La Pologne, purifiée par un siècle de souffrances comme par le feu, a lutté contre son sort tragique avec une ténacité inépuisable, avec un héroïsme inébranlable et sans exemple ; elle n'a jamais désespéré de son destin futur et s'est ainsi acquis de grands droits pour l'avenir. Elle est sans aucun doute le pays slave le plus libéral, le plus riche en forces agissantes, le plus chargé d'électricité, et dans ces conditions, elle est appelée à jouer un grand rôle parmi les Slaves et, vraisemblablement même, à les conduire au combat non pas contre la Russie, mais en accord avec le peuple russe contre le despotisme de la Russie.

Et malgré tout cela, qu'on prenne cent des Polonais les plus libéraux et qu'on leur pose la question suivante : « à supposer que l'Allemagne ne reconnaisse jamais la Pologne comme un état indépendant, que préférez-vous ? Devenir Allemands et, en tant que tels, jouir des institutions démocratiques les plus libérales, – à condition naturellement de renoncer à partir de ce moment à tout particularisme polonais et de vous considérer comme une fraction inséparable de la patrie allemande, telle l'Alsace en France –, ou bien tomber sous le joug pesant de la Russie ? » Quatre-vingt-dix au moins sur cent, pour ne pas dire tous, répondront sans hésiter qu'ils préfèrent la domination russe, aussi dure qu'elle soit. Car le démocrate polonais le plus décidé reste toujours un Polonais, et en tant que Polonais reste un Slave, et

aucun Slave ne pourra se décider à devenir allemand. Comme sujet russe, il demeure au moins slave, et comme tout l'Etat russe n'est qu'une mécanique fabriquée de toutes pièces qui, en raison de sa tension constamment et nécessairement croissante, éclatera forcément tôt ou tard, il conserve en même temps l'espoir de redevenir avec le temps un Polonais libre, et ses chances et ses raisons d'espérer augmenteraient prodigieusement par la réunion de toutes les provinces polonaises sous une seule domination, fût-elle celle de l'autorité inhumaine de la Russie. Alors la Pologne retrouverait son unité et le gouvernement russe, déjà maintenant hors d'état de réprimer, même dans ce petit royaume de Pologne l'effervescence constante des esprits et la tradition de révolte, serait encore moins capable de s'opposer au puissant essor spirituel, riche en effets imprévisibles, qui ne manquerait pas de se produire par la réunion des membres déchirés de ce pays qui ne veut jamais mourir.

On m'objectera peut-être que l'égoïsme et les intérêts particuliers de la noblesse polonaise ne lui permettront certainement pas de troquer la domination humaine de l'Allemagne contre celle, impitoyable, de la Russie. L'égoïsme ? Je suis bien loin de méconnaître sa puissante influence dans les affaires humaines ; mais par contre, on m'accordera qu'il existe de violentes passions pouvant s'emparer de temps à autre de peuples tout entiers et les arracher à leurs intérêts du moment, et que l'amour des Polonais pour leur malheureuse patrie, leur ardent désir de la faire revivre, leurs efforts infatigables pour parvenir à ce but sont une telle passion. Et s'il n'y avait pas d'autre exemple dans l'histoire, la Pologne serait un témoignage de cette vérité, un témoignage qui s'affirme depuis bientôt un siècle et qui, tous les ans, au lieu de s'affaiblir, grandit en force et en importance : c'est cette masse toujours plus nombreuse d'émigrants polonais qui, pour la plupart propriétaires terriens, ont risqué, et risquent encore aujourd'hui, non seulement leur vie, mais aussi ce qu'on met dans le siècle actuel à un plus haut prix que la vie : tout leur avoir, tous leurs biens ; c'est cette foule de victimes qui peuplent les prisons autrichiennes, prussiennes et russes, sans parler de la Sibérie, et qui décorent les potences dressées en Russie et en Autriche. Mais qu'ai-je besoin de

poursuivre cette énumération ? Tout le monde sait que la Pologne fournit chaque année une riche moisson de martyrs, comme pour faire ainsi connaître au monde que pour longtemps encore elle n'a pas renoncé.

En ne considérant même que ses intérêts personnels, la noblesse polonaise ne subirait avec ce changement qu'un très léger préjudice et la noblesse galicienne pas le moindre. « Ceux qui possèdent quelque argent se trouvent bien partout », dit un proverbe très ancien et plein de vérité : les aristocrates et les riches Galiciens se trouveraient donc certainement aussi bien sous le régime monarchique du tsar que sous la domination autrichienne. Car la constitution qu'on a promise en 1848 à la Galicie, ainsi qu'aux autres provinces autrichiennes, ne semble pas, selon toute probabilité, devoir donner des résultats bien brillants : et enfin *ces* Messieurs ont-ils besoin d'une constitution ? Elle ne leur sert pas à grand-chose, car ils ont bien d'autres moyens pour satisfaire leurs intérêts personnels. Sous la domination russe, au contraire, ils gagneront d'être considérablement rassurés : en effet, tant qu'ils seront sous sa protection et tant qu'elle aura le pouvoir, ils seront à l'abri de surprises comme celle de Tarnov et défendus contre la propagande communiste des fonctionnaires autrichiens. Quant à la fraction patriote de la noblesse galicienne, elle non plus ne perdra rien : comme je l'ai dit, la constitution autrichienne – s'il y en a jamais une – ne peut être qu'un mirage tout à fait décevant, un simulacre de constitution. L'Autriche, dans sa situation, ne peut, avec la meilleure volonté du monde, accorder à ses peuples le moindre droit sérieux et cette constitution ne favorisera en aucun cas le rétablissement futur de la Pologne, but unique que se proposent tous les patriotes polonais. Et je ne vois pas en quoi les bombardements, l'état de siège, les exécutions, la loi martiale, les tribunaux criminels ordinaires et extraordinaires, les prisons et les gibets, sont plus humains quand ils sont austro-allemands que lorsqu'ils sont russes ! Il en est tout autrement dans le Grand Duché de Posen : là, le gouvernement est sans aucun doute mille fois plus humain et plus libéral que dans le royaume de Pologne ; cette province n'est pas coupée de l'Europe ; les propriétaires terriens, la classe cultivée y jouissent de tous les avantages et

agréments d'un pays européen civilisé, et ceci n'est pas de peu d'importance. Et pourtant, c'est précisément dans cette province que la haine contre les Allemands est la plus vive, car c'est là que le danger d'être germanisé est le plus grand. Cette haine a atteint, durant les deux dernières années, un tel degré qu'un Allemand qui n'habite pas lui-même le Grand Duché ne peut s'en faire une idée. La noblesse et le peuple, en parfait accord, partagent ce sentiment. Les événements d'avril et mai 1848, la brutalité inouïe de la population allemande et juive, le décret d'annexion de Francfort, ont laissé au cœur des Polonais de Posen une implacable rancune qui, tôt ou tard, soit avec l'aide d'une révolution allemande, soit avec l'aide de la Russie, éclatera au grand jour. Moi-même, Monsieur, – après les bombardements de Cracovie, de Prague et de Lemberg qui, comme vous le savez, se sont succédés assez rapidement et ont été en quelque sorte le prélude au bombardement de Vienne –, moi-même j'ai eu souvent l'occasion de me quereller avec plusieurs Polonais de Posen comme de Galicie qui affirmaient avec passion que la seule issue pour eux était de souhaiter et d'appeler l'aide et la domination de la Russie. Et je puis vous assurer que si la politique russe avait alors trouvé bon de dresser la bannière du panslavisme, ce ne sont pas seulement les provinces germano-polonaises qui, animées d'une haine de race contre les Allemands, se seraient ruées autour de ce drapeau, mais aussi certainement la grosse majorité des Slaves d'Autriche.

Je ne dis pas que tous les Polonais ont été de cet avis. Il y a eu certainement dans les deux provinces beaucoup de démocrates polonais auxquels ce remède a paru suspect, voire plus dangereux que la maladie elle-même ; mais on a alors couvert leur voix, et ceux qui ont le plus énergiquement combattu cette tendance, à mon avis désastreuse, combien de fois les ai-je entendus déplorer avec amertume et presque avec désespoir les immenses progrès de la germanophobie et de la russomanie dans le Grand-Duché de Posen, surtout dans l'état d'esprit du peuple proprement dit et des paysans : progrès tels que l'entrée de quelques régiments russes, avec l'autorisation de massacrer Allemands et Juifs, eût suffi pour faire de toute la Pologne prussienne une Pologne russe.

La situation était alors différente en Galicie, et, par suite aussi, la mentalité du peuple. Il venait d'obtenir en 1848 d'être entièrement exempté des corvées et autres servitudes et redevances seigneuriales, il n'était pas le moins du monde menacé d'une germanisation brutale, il n'avait donc aucun motif d'être mécontent. On sait avec quel succès le gouvernement autrichien a réussi à endoctriner le paysan galicien : les rapports de la noblesse propriétaire des terres avec le paysan avaient un caractère féodal et, il faut le dire, extrêmement oppressif ; ils ressemblaient beaucoup à ceux qui, encore aujourd'hui, sont de règle en Russie. La noblesse vivait de la sueur du pauvre serf et le maintenait ainsi dans une éternelle pauvreté. Un tel état de choses, quoi que puissent dire pour sa défense les admirateurs du vieil âge d'or patriarcal, était contraire à la nature, injuste au plus haut degré, funeste pour les deux classes, et ne pouvait en aucune manière être une source d'amour et de confiance réciproque entre le peuple traité en bête de somme et ses maîtres vivant dans l'oisiveté. C'est ce dont avait conscience la partie éclairée de la noblesse galicienne qui gagna peu à peu à ses idées plus saines la majorité des propriétaires terriens. A partir de 1831, il ne se passa presque pas une année, sans que la noblesse, dans d'humbles pétitions, ne sollicitât la permission de changer cet état de choses et de libérer le peuple de ses charges : sans le très haut agrément du monarque, on n'avait pas le droit dans cet Etat absolutiste de hasarder un tel changement ; c'eût été un crime de haute trahison. On sait que cette permission ne fut jamais accordée. Le gouvernement autrichien avait ses buts particuliers : il voulait non apaiser, mais nourrir la haine du paysan contre la noblesse. Pourquoi ? Son dessein est clair comme le jour et il faut reconnaître qu'il a poursuivi et atteint son but avec une extraordinaire habileté. Pendant que les nobles, jouant contre leur gré le rôle d'opresseurs, étaient contraints d'accabler de corvées le pauvre peuple, et étaient, auprès du gouvernement, garants des impôts des paysans et de la levée des recrues avec leurs biens et leurs personnes, la haine du peuple à leur égard – comme il va de soi – ne faisait que croître et, du côté gouvernemental, on créait

des fonctionnaires spéciaux chargés, au nom de l'Empereur, de défendre les droits du peuple contre la noblesse<sup>55</sup>.

Ainsi toute l'oppression venait de la noblesse, toute libération et toute espérance pour le pauvre paysan ignorant, et de plus endoctriné par les jésuites, venaient de l'Empereur, et de lui seul. Une telle situation fondée sur tant de mensonge et de contrainte devait forcément, dans bien des cas, pousser les propriétaires terriens les meilleurs et les plus libéraux aux actes les plus odieux. Qu'il y en eût parmi eux qui opprimèrent le peuple dans des buts égoïstes et selon une détestable habitude, c'est dans l'ordre des choses : rien ne corrompt autant les hommes que la possibilité qui leur est offerte d'asservir d'autres hommes. Mais le mal principal venait de la politique sans décisions trop énergiques du Cabinet de Vienne qui ne manqua pas de récolter en 1846 les fruits mûrs de son long travail. Un soldat licencié, *Szela*, fut l'abominable instigateur des tueries de Tarnov qui, par leur férocité digne de cannibales, ne peuvent qu'évoquer les jours les plus sombres et les plus honteux de l'histoire de tous les peuples, et dépassent même en horreur ces journées de septembre tant reprochées à Danton : et ce *Szela* reçut alors, en récompense de ses mérites et de sa fidélité, une médaille et une pension à vie du gouvernement autrichien qui, par l'octroi de cette distinction, avait ainsi à la face du monde qu'il était à l'origine des atrocités de Galicie. Le forfait, auquel ce gouvernement s'était depuis si longtemps préparé, était perpétré ; l'insurrection de Cracovie, celle de Galicie – certainement très mal organisée – avaient jeté le gouvernement dans un désarroi causé par la peur et la mauvaise conscience et il avait déclenché sa dernière mine, la plus dangereuse aussi : moins dangereuse d'ailleurs pour ceux auxquels elle était destinée que pour celui qui la dirigeait. En effet, pour mettre en mouvement les paysans, les fonctionnaires

---

<sup>55</sup> *Note de Bakounine*. – Il y a environ douze ans, on a voulu en Russie copier cette institution. On organisa une sorte de police rurale qui devait jouer un rôle de médiateur entre le paysan et le propriétaire terrien. Mais comme les conditions en Russie étaient différentes de celles de Galicie, cette institution a donné des résultats entièrement opposés. Elle n'a fait qu'accroître la haine du peuple contre le gouvernement, et le paysan russe ne redoute rien autant que cette médiation aussi barbare que coûteuse.



autrichiens n'avaient épargné aucune promesse : on s'engageait à accorder, au nom de l'Empereur, l'exemption de toutes les corvées, bien plus : le partage des terres des nobles, à tous ceux qui participeraient au massacre de la noblesse. Mais comment pourrait-on tenir ces promesses, alors qu'on ne jugeait même pas opportun de supprimer les corvées ? Déjà avant 1848, le zèle du peuple trompé pour l'Empereur et ses fonctionnaires commençait visiblement à diminuer, lorsqu'au printemps de cette année fatale, une nouvelle tourmente obligea le gouvernement de plus en plus effrayé à mettre un terme à toutes les corvées et autres redevances. Le paysan galicien est devenu, cette année-là, un propriétaire terrien libre et entièrement indépendant : aussi ses rapports avec la noblesse et les fonctionnaires de l'Empire ont profondément changé. La noblesse ne conserve plus que le droit et les moyens de lui faire du bien et, dans la plupart des cas, elle en a aussi la volonté. Toutes les fonctions de police, la perception des impôts et surtout la levée des recrues, ce fardeau devenu si pesant depuis ces deux dernières années : tout est du ressort des seuls fonctionnaires, toute l'oppression vient d'eux, c'est-à-dire de l'Empereur dont ils sont les représentants, et ce n'est plus la noblesse, mais l'Empereur qui apparaît à partir de maintenant comme l'ennemi naturel du peuple. Déjà, à la fin de 1848, ce dernier se rapprochait de la noblesse et on remarquait sa défiance croissante à l'égard des fonctionnaires : encore quelques années, et on découvrirait certainement que l'expérience de Tarnov n'a apporté aucun profit au gouvernement autrichien, mais seulement du tort et de la honte. Il est dangereux pour toute monarchie, et surtout pour une monarchie comme l'Autriche, de jouer avec les armes démocratiques : elles blessent facilement une main inexpérimentée et leurs blessures sont mortelles.

Mais pour revenir à mon sujet, il me faut ici faire encore observer que la moitié des habitants de la Galicie sont des Ruthènes, très proches des Petits-Russiens de Russie par la langue et les mœurs. En majeure partie, ils appartiennent à la religion grecque uniate, mais beaucoup aussi à la grecque orthodoxe et, depuis de nombreuses années, leur clergé est travaillé par les papes et les moines, émissaires du clergé russe, avec ténacité et persévérance – cette ténacité et cette

persévérance qui caractérisent en général la politique russe ! – Et il y a déjà dans ce clergé un fort parti russe : ce sont là des faits indéniables qui démontrent de façon évidente – si une démonstration était nécessaire ! – que la Russie a des vues sur la Galicie. Et maintenant, je quitte la Galicie en faisant cette prédiction que je crois fondée : si les Polonais d'Autriche et de Prusse ne se libèrent pas bientôt des prétentions allemandes, si, devenus libres, ils ne font pas face à la Russie pour restaurer la Pologne dans son intégralité, alors ils tomberont rapidement sous la domination russe et deviendront, aux mains de la Russie, des armes très dangereuses dirigées contre l'Allemagne. Que gagnera l'Allemagne à cela ? Je laisse aux Allemands le soin d'y réfléchir.

Le reste des Slaves menace la nation allemande d'un péril analogue, quoique moins immédiat. Ou ils deviennent indépendants et libres, ou ils deviennent russes ; dans le premier cas, en union avec une Allemagne amie et réconciliée, ils combattront le despotisme russe ; dans le second, ils seront les plus implacables ennemis de l'Allemagne. Ce dilemme n'est point une invention fantaisiste, il est réel et repose sur des faits indiscutables, et c'est ce que je vais maintenant chercher à démontrer.

*[le manuscrit s'arrête ici]*

\* \* \* \* \*

L'insurrection de Dresde et l'arrestation de Bakounine ....	1
L'insurrection de Dresde.....	6
La notion de « progrès historique ».....	12
Les articles du <i>Dresdner Zeitung</i> .....	19
L'arrestation .....	28
A propos de « Ma défense ».....	29
Sauvé par l'Amour .....	50

« Ma défense » ..... 52